

Projet PIBien-être

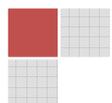


Rapport Technique

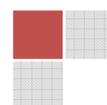


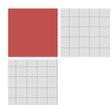
Groupe Technique

18 Avril 2011



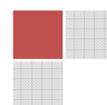
La production de ce rapport technique n'aurait pas été possible sans le soutien et l'apport de l'Observatoire de la Compétitivité.



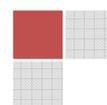


Sommaire

La méthode de travail.....	7
Présentation générale du rapport technique.....	8
Proposition de définitions du bien-être, du développement durable et de la qualité de vie.....	13
La nécessité d'intégrer les frontaliers et/ou la Grande Région.....	14
I. PIB et système de comptabilité nationale : les évolutions nécessaires.....	16
1. Le PIB, une mesure de la production et non du bien-être.....	18
2. Le PIB/tête et les mesures relatives au niveau de vie	21
3. Le besoin de mieux mesurer les inégalités.....	24
4. La mesure de la production non marchande	26
5. Les limites de ce que l'on peut mesurer	29
Conclusions	29
II. Vers un développement durable au Luxembourg.....	34
1. Monitoring ou approche par capitaux ?	34
2. Une société équitable pour une société plus durable	37
3. La question de la raréfaction des ressources en général	38
4. Deux ressources à surveiller : les ressources énergétiques et foncières.....	42
5. La nécessité d'une démarche prospective (« Zukunftsdebatte »).....	43
Conclusions	44
III. Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie	48
1. Les mesures subjectives : comparaisons sociales et adaptation.....	48
2. Les données subjectives au Luxembourg	50
3. Les facteurs influençant le bien-être	52
Conclusions	53
Etalonnage (« Benchmark ») des indicateurs de progrès, de développement durable et de bien-être.....	56
Méthodologie retenue	56



Résultats obtenus pour les indicateurs-clés (indicateurs repris des tableaux de bord de synthèse ou <i>headline indicators</i>).....	61
Résultats obtenus pour les indicateurs de rangs supplémentaires.....	62
Pistes pour la détermination d'un tableau de bord et la rédaction d'un futur rapport sur le progrès sociétal luxembourgeois	69
Synthèse des indicateurs identifiés par le rapport technique.....	70
Remarques conclusives.....	74
Développements nécessaires de l'appareil statistique pour mettre en place un PIBien-être au Luxembourg.....	76
Annexes	77
Annexe 1 : Compte-rendu de la conférence avec M. Philippe Le Clézio	78
Annexe 2 : Compte-rendu du 1 ^{er} Atelier de Travail.....	87
Annexe 3 : Analyse des questionnaires sur la « Qualité de la Vie »	103
Annexe 4 : Compte-rendu du 2 nd Atelier de Travail	108
Annexe 5 : Compte-rendu du 3 ^e Atelier de Travail	123
Annexe 6 : Les trois approches possibles pour calculer le PIB	149
Annexe 7 : Le PIB au Luxembourg	150
Annexe 8 : Les inégalités au Luxembourg	153
Annexe 9 : Une approche conceptuelle du Développement Durable : l'approche par capitaux	160
Annexe 10 : Les empreintes écologique et carbone au Luxembourg	164



La méthode de travail

Le Conseil économique et social (CES) et le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD) ont constitué un groupe conjoint chargé du suivi et du pilotage du projet ainsi que de l'élaboration d'un premier rapport sur lequel ces instances devront délibérer. Il est composé de la manière suivante :

Pour le CES

Dr. Serge Allegrezza
M. Romain Schmit
M. André Roeltgen
M. Raymond Hencks
M. Gary Kneip
M. Georges Santer
M. Nicolas Soisson
M. Marco Thome
M. Norbert Tremuth
M. Marco Wagener
M. Marc Wagener

Pour le Secrétariat du CES

Mme Marianne Nati-Stoffel
Mme Martina Menei
M. Jeff Reuter
M. Daniel Byk

Pour le CSDD

M. Raymond Weber
M. Marco Hoffmann
M. Mike Mathias
M. Fernand Speltz
Mme Marguy Kohnen
M. Eric De Brabanter
M. Jean Stoll

Pour l'Observatoire de la Compétitivité

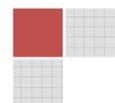
Dr. Alexandra Guarda-Rauchs
Mme Martine Hildgen
M. Olivier Weber

Pour le STATEC

M. Guy Schuller
M. Paul Zahlen

Le groupe conjoint a également mis en place un groupe technique dont la mission a été de préparer les conférences et ateliers de travail, ainsi que le présent rapport technique. Ce groupe est constitué des personnes suivantes :

Mme Marianne Nati-Stoffel
Mme Martina Menei
M. Daniel Byk
Mme Marguy Kohnen
M. Eric De Brabanter
Dr. Alexandra Guarda-Rauchs
Mme Martine Hildgen
M. Olivier Weber



Présentation générale du rapport technique

Le présent rapport est une contribution technique aux débats que le CES et le CSDD vont devoir mener. Chaque Conseil examinera le présent rapport, formulera des commentaires et rédigera un avis. Les deux instances se concerteront ensuite pour permettre la production d'un rapport conjoint. Ce dernier sera transmis au Gouvernement en réponse à la saisine ayant donné naissance au projet PIBien-être.

Saisine gouvernementale

Par lettre en date du 23 avril 2010, le Premier Ministre, conformément à l'article 2 de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution du Conseil économique et social (CES), et en se référant à son entrevue avec le bureau du CES en date du 11 janvier 2010, ainsi qu'à la déclaration gouvernementale du 29 juillet 2009, a notifié que :

"Le Gouvernement a décidé de saisir le Conseil économique et social et le Conseil supérieur pour un développement durable afin d'élaborer et de proposer un système d'indicateurs du bien-être mesurant le progrès de la société dans une optique de long terme et dépassant les indicateurs traditionnels tels que le PIB par tête.

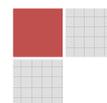
Le Conseil économique et social et le Conseil supérieur pour un développement durable sont invités à produire un avis conjoint et pourront s'appuyer sur l'expertise de l'Observatoire de la Compétitivité et recourir aux bases de données du STATEC"

Les ateliers de travail ou les discussions qui se sont déroulées au sein du groupe conjoint CES-CSDD, ont mis en évidence deux volets entre lesquels existent des relations et des interactions importantes.

D'un côté, la saisine gouvernementale portait sur l'élaboration d'une batterie d'indicateurs et/ou la construction d'un indicateur de synthèse pour la mesure du bien-être au Luxembourg (de "*proposer un système d'indicateurs de bien-être mesurant le progrès d'une société dans une optique de long terme*"). De l'autre côté, le besoin/la nécessité de se référer à des objectifs, des valeurs, des visions de ce que signifie et représente le bien-être était également nécessaire. Cette seconde approche conduit à réfléchir, remettre en question ou proposer des valeurs, des objectifs et des principes de nature à servir de référence à l'analyse du bien-être au Grand-Duché.

Tout au long des trois ateliers de travail, ces questions ont été abordées, débattues au moins autant que celles relatives aux choix d'indicateurs. Le rapport technique vise à proposer des indicateurs, des thèmes et des modes de mesure de nature à permettre de répondre aux différentes attentes ainsi exprimées. Par contre, il n'aborde pas le second volet qui est de nature plus politique (au sens le plus générique du terme)¹.

¹ Cf. l'expérience française du CESE pour la détermination des indicateurs de la conférence nationale sur les indicateurs du développement durable et l'intervention de M. Le Clézio le 1^{er} mars 2010 lors du séminaire « Vers d'autres mesures de la richesse et du bien-être au Luxembourg »



Toutefois les échanges sur ces sujets ont permis d'identifier ou de valider les thèmes devant faire l'objet de mesures et donc d'indicateurs. Il reviendra au CES et au CSDD de décider s'ils entendent reprendre ces questions dans la formulation de leur avis remis au Gouvernement.

Pour ce faire, ce rapport synthétise et met en avant les principales conclusions de chacun des trois ateliers de travail. Il les éclaire également à la lumière des contributions scientifiques et des données disponibles les plus récentes. Ce travail a été, en outre, complété par un étalonnage (« benchmark ») des indicateurs retenus au sein des différentes nations s'étant déjà interrogées sur une telle problématique. Il comporte également dans sa conclusion une liste de questions et thèmes qui devraient/pourraient être abordés par le CES et le CSDD. Les annexes du rapport reprennent les comptes rendus des ateliers de travail, ainsi que des conférences de M. Le Clézio et de M. Viveret. Enfin, et pour aider à répondre à la question du choix des indicateurs demandé dans la saisine, il comporte une grille de propositions structurée d'indicateurs.

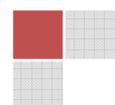
L'objectif du rapport est de définir et de préciser la structure et le contenu d'un système d'information, basé en grande partie sur les données existantes, qui permette d'obtenir une vue synthétique et générale de la situation du Luxembourg, au-delà de la seule observation des trois indicateurs phares de la statistique publique (PIB, taux de chômage, taux d'inflation). Sa mise en oeuvre éventuelle devrait permettre de disposer d'un outil statistique susceptible de satisfaire toutes les parties prenantes du débat public. Cet outil, qui contribuera à atténuer la focalisation de l'attention publique sur les trois indicateurs précités, devra aussi nécessairement évoluer au fil des années, afin de s'adapter aux nouveaux objectifs que la société désire se fixer.

Pour que ce travail ne se limite pas à la production périodique de tableaux de chiffres, le CES et le CSDD pourraient également aborder la question de savoir comment valoriser ces informations et comment assurer le débat sur leurs évolutions dans la société luxembourgeoise. Le rapport aborde également cet aspect en décrivant les bonnes pratiques existantes et en décrivant plusieurs modes d'organisation possibles pour le Luxembourg.

Notons enfin que cette démarche s'inscrit dans le prolongement et l'adaptation au niveau national des travaux de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi² et d'une série de travaux réalisés actuellement dans le monde entier, aussi bien au niveau des conseils économiques et sociaux (comme en Italie ou dans le cadre de l'Association Internationale des Conseils Economiques et Sociaux et Institutions Similaires (AICESIS)³), que des gouvernements (comme au Royaume-Uni) ou encore des Parlements (comme en Allemagne).

² Dont une des manifestations est la structuration des ateliers de travail selon les trois chapitres du rapport de ladite Commission

³ www.aicesis.org



Pour information, le CES et le CSDD ont organisé deux conférences et trois ateliers de travail. Les intervenants de ces sessions sont énumérés ci-dessous :

■ Conférence "Vers d'autres mesures de la richesse et du bien-être" le 1^{er} mars 2010

- M. Philippe Le Clézio, Président de la Commission de concertation sur les indicateurs de développement durable et Rapporteur de plusieurs avis au Conseil économique, social et environnemental de France

■ Atelier de Travail n°1 "Vers la réforme du système de comptabilité nationale et du PIB" le 19 mai 2010

- M. Jean Philippe Cotis, Directeur Général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) et membre de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi

- M. André Hoffman, Député Déi Lénk

- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration

- M. Jean-Louis Schlessler, Journaliste au « Jeudi », Conseiller en communication

- Mme Inna Steinbuka, Directrice des Statistiques Sociales d'Eurostat

- M. Carlo Thelen, Chief Economist de la Chambre de Commerce

- M. Lucien Thiel, Député CSV, Rapporteur du projet de loi sur le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010, Ancien Président du CES

- M. Marco Wagener, Conseiller économique à la Chambre des Salariés

■ Conférence « Avoir plus ou être mieux. Ou comment mesurer le bonheur ? » le 2 juin 2010

- M. Patrick Viveret, Philosophe, Conseiller de la Cour des comptes de la République française, auteur du rapport « Reconsidérer la richesse »

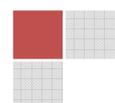
■ Atelier de Travail n°2 "Vers un Développement Durable au Luxembourg" le 29 octobre 2010

- M. Didier Blanchet, Chef du département des études économiques d'ensemble à l'INSEE et membre de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi

- M. Eric De Brabanter, Employé du Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, en charge des statistiques environnementales et des indicateurs de développement durable

- M. Pascal Deisges, Président de la Société Luxembourgeoise d'Evaluation et de Prospective (SoLEP)

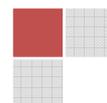
- M. Philippe Durance, Professeur au CNAM, responsable du cycle de formation « Hautes études régionales » de Sciences Po Lille, membre du Comité de Pilotage du Collège des hautes études environnementales et du développement durable de l'Ecole Centrale Paris, membre du Collège régional de prospective du Conseil Régional du Nord-Pas-de-Calais



- M. Charles Goerens, Député européen, ancien Ministre de l'Environnement et ancien Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense
- M. André Hoffman, Député Déi Lénk
- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur
- M. Claude Origer, Conseiller de direction 1^{ère} classe au Ministère du Développement Durable et des Infrastructures et Président de la Commission interdépartementale de Développement durable chargé de l'élaboration du 2nd Plan National de Développement Durable (PNDD2)
- M. Jean-Claude Reding, Président de l'OGBL, membre du CES et ancien membre du CSDD
- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement Durable et des Infrastructures
- Atelier de Travail n°3 "Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie" le 11 novembre 2010
- Mme Monique Borsenberger, Chercheur au CEPS/Instead, en charge des projets VALCOS (Values and Social Cohesion) et EVS (European Values Study)
- M. Andrew Clark, Directeur de recherche et Professeur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) à la Paris School of Economics (DELTA/PSE) et membre du groupe de travail sur le bien-être auprès des Nations Unies
- M. Erny Gillen, Président de Caritas Luxembourg
- M. Gary Kneip, Vice-président de la Confédération luxembourgeoise du commerce, membre du CES et du CSDD
- M. Fernand Speltz, Conseiller honoraire à la Chambre des Salariés, membre du CES et du CSDD
- M. Raul Suarez de Miguel, Conseiller principal, OECD Project on Measuring Well-Being and the Progress of Societies
- Mme Blanche Weber, Présidente du Mouvement écologique; membre du CSDD
- M. Paul Zahlen, Chargé d'études principal aux statistiques sociales du STATEC

*
* *

Toutes les personnes qui, par leurs travaux, la communication d'informations ou par des entretiens, ont contribué à la préparation de ce rapport technique voudront bien trouver ici l'expression des remerciements du CES et du CSDD.

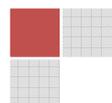


Ce document est un document de travail. Il n'engage en rien les délibérations et conclusions qui seront celles du CES et du CSDD. Il est une contribution à leurs travaux et n'engage que ses auteurs.

Le rapport technique comporte trois parties principales qui reflètent les débats et idées fortes issus de chacun des trois ateliers de travail organisés dans le cadre de ce projet. Il s'agit des évolutions nécessaires du système de comptabilité nationale et du PIB, du développement durable et de la meilleure prise en compte de la qualité de vie.

L'ensemble des informations relatives aux ateliers de travail, conférences et au projet PIBien-être sont disponibles sur le site du CES:

www.ces.public.lu



Propositions de définition du bien-être, du développement durable et de la qualité de vie

- Une proposition de définition du bien-être, basée sur l'analyse d'un grand nombre de définitions et taxinomies sur le sujet, pourrait être :

"Le bien-être peut se définir comme un état, assurant aux générations présentes et futures, l'autonomie suffisante pour répondre à leurs besoins fondamentaux, ainsi que la qualité de vie résultante d'un environnement naturel, social et culturel nécessaire au développement harmonieux des individualités."

Les débats qui ont accompagné le choix de cette définition ont permis d'identifier différentes manières de « modéliser » les relations entre les diverses composantes. Le tout peut se résumer/être représenté sous la forme suivante :

Bien-être = f (Développement Durable ; Qualité de Vie)

Le bien-être peut, cependant, être compris, selon les individus, de différentes façons :

Bien-être = développement durable + qualité de vie

Bien-être = développement durable × qualité de vie

Bien-être = qualité de vie = f (développement durable)

Bien-être = ressources économiques + qualité de vie
sous contrainte d'un développement durable

...

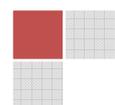
Il est également à noter que le bien-être d'une nation repose, entre autres, sur les différents piliers que sont l'économie, le social, l'environnement, la culture, la gouvernance, le partenariat global, etc.

- Selon la définition proposée en 1987, par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dans le Rapport Brundtland, le développement durable est :

« un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs. Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état de nos techniques et de notre organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir. »

- A titre informatif, pour le CES, dans son avis sur le rôle de l'Etat du 31 octobre 2001, la notion de qualité de vie recouvre, entre autres:

« _ le bien-être matériel, documenté par le revenu net après impôts, les transferts sociaux, ainsi que la situation et les règles de transmission du patrimoine;



- _ la santé qui est: " un état de complet bien-être physique, mental et social et ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité (définition OMS)";
- _ les droits fondamentaux: Par la Charte des droits fondamentaux, signée le 7 décembre 2000 lors du Sommet de Nice⁴, les quinze pays de l'Union européenne se sont dotés d'un modèle de société qu'ils entendent bâtir ensemble: celui d'une communauté politique qui se reconnaît non seulement en référence aux droits de l'homme et à la libre entreprise, mais aussi à un mode de fonctionnement démocratique, social et éthique commun;
- _ la cohésion sociale: Elle est l'expression d'une vie en commun harmonieuse de la population résidante, aussi bien active que passive, et indépendamment de la nationalité, du statut professionnel, de l'appartenance politique ou des convictions religieuses et philosophiques;
- _ la sécurité physique des personnes, qui constitue en fait un besoin primaire de la population;
- _ la planification consensuelle de la qualité de vie à long terme: Cet aspect recouvre la notion du développement durable au sens large. Il implique pour l'Etat de pratiquer une politique d'aménagement du territoire prévoyante, de s'engager en faveur de la protection de l'environnement naturel et de maintenir l'équilibre des finances publiques, en ce compris celui des comptes de la sécurité sociale. »

La nécessité d'intégrer les frontaliers et/ou la Grande Région

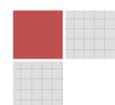
L'intégration des frontaliers et/ou de la Grande Région aurait permis d'approfondir un grand nombre de problématiques, à l'instar de l'emploi, du logement, de l'éducation tertiaire, etc. et représente un enjeu important pour le développement futur de la statistique luxembourgeoise.

Cependant, les informations statistiques ne sont disponibles qu'au niveau national et la population des travailleurs frontaliers est extrêmement fluctuante (dans le sens où les personnes qui la composent peuvent rapidement y rentrer ou en sortir). La population concernée se limite donc, *de facto*, pour l'instant à celle des résidents.

Cette conclusion est renforcée par le fait que certaines propositions, à l'instar de celle visant à privilégier le RNB/hab. ou la consommation des ménages, conduisent également à restreindre le champ d'études à la seule population résidente.

L'extension des indicateurs et analyses « PIBien-être » aux travailleurs frontaliers et/ou à la Grande Région pourrait être envisagée/mise en œuvre ultérieurement. Elle supposerait un important travail de développement transfrontalier de l'appareil statistique.

⁴ Et adaptée par la suite par le Traité de Lisbonne

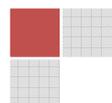


Chapitre premier

PIB et système de comptabilité nationale : les évolutions nécessaires

ENJEUX

- Réaffirmer que le PIB n'est pas et n'a pas été conçu comme mesure du bien-être. Il est uniquement une mesure de la production de biens et services.
- Pour mesurer le niveau de vie des ménages : privilégier le RNB/tête, le revenu disponible (ajusté) ou la consommation finale effective et limiter l'utilisation du PIB/tête aux domaines/cas pour lesquels cet indicateur est pertinent.
- Mieux mesurer les inégalités ainsi que la pauvreté afin de mieux appréhender la distribution des revenus.
- Développer la comptabilité des productions non marchandes ainsi que des comptes de patrimoine.
- Expliciter les composantes du bien-être que l'on désire mesurer.



I. PIB et système de comptabilité nationale : les évolutions nécessaires

Bien qu'il n'ait pas été conçu à cette fin, le produit intérieur brut ou PIB a été longtemps et est encore utilisé comme mesure du bien-être et du développement des nations. Ce rôle est cependant remis en cause par des travaux de plus en plus nombreux⁵. Cette multiplication témoigne de la volonté partagée des économistes, des décideurs publics et des spécialistes en sciences humaines de mesurer autrement le progrès des sociétés.

Le PIB, indicateur issu de la comptabilité nationale, ne mesure en effet que la production d'une économie en sommant les valeurs ajoutées⁶ réalisées sur son territoire national et c'est dans cette optique qu'il a été défini. Il n'est alors guère étonnant que les critiques, quant à son utilisation comme mesure du bien-être, soient anciennes. Elles peuvent ainsi être rattachées à des personnalités aussi célèbres que le lauréat du Prix Nobel d'Economie et un des pères de la comptabilité nationale Simon Kuznets dans les années 1950, l'ancien Directeur Général de l'INSEE Claude Gruson^{7 8} ou encore Robert F. Kennedy⁹ dans son visionnaire discours du 18 mars 1968.

⁵ A l'instar des travaux très médiatiques commandés par le Président de la République Française, M. Nicolas Sarkozy, aux deux économistes et Prix Nobel M. Joseph Stiglitz et M. Amartya Sen, sans compter la communication de la Commission Européenne « PIB et au delà », le « Global Project » de l'OCDE ou encore le récent rapport du Conseil d'analyse économique (CAE) et du conseil allemand des experts en économie.

Au niveau luxembourgeois, la Chambre des Employés privés (CEP-L) et l'Observatoire de la Compétitivité ont organisé le colloque « Vers de nouveaux indicateurs de richesse » en juillet 2006 (http://www.odc.public.lu/actualites/2006/07/12_ind_rich/index.html). La Chambre des Députés dans son projet de loi n° 6100⁴ concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2010, au chapitre 7, de la P61 à la P64 incluse traite de la problématique, de même que le STATEC dans ses publications Regards de juillet 2010 (Regards sur la perception du bien-être au Luxembourg de Guy Schuller et Paul Zahren) et dans le Rapport Travail et Cohésion Sociale, cahier économique n°109 du STATEC.

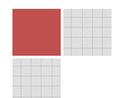
N'oublions pas non plus les nombreux travaux publiés par le CEPS/Instead à partir des résultats de l'enquête EVS (European Values Study).

⁶ Brutes des différents secteurs institutionnels avant impôts et subventions

⁷ Directeur général de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) de 1961 à 1967

⁸ Qui affirmait lors de la mise en place du système de comptabilité nationale français que « le PIB et la croissance étaient impropres à la mesure de l'amélioration du bien-être »

⁹ Ministre de la Justice des Etats-Unis de 1961 à 1963, conseiller et frère du Président des Etats-Unis John F. Kennedy, puis Sénateur Démocrate de New York avant d'être assassiné durant la campagne des primaires de l'élection présidentielle en 1968.



Encadré n°1 : Discours de Robert F. Kennedy (18 mars 1968)

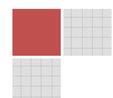
« Il est évident que depuis trop longtemps nous avons sacrifié les qualités personnelles et les valeurs de la communauté dans le seul but d'accumuler toujours plus de biens matériels. Notre PIB est maintenant estimé à 800 milliards de dollars/an, mais ce PIB, si nous évaluons les Etats-Unis d'Amérique sur cette base, prend en compte, et l'empoisonnement de l'air, et la publicité des cigarettes, et les ambulances pour nettoyer nos autoroutes des carnages. Il comprend aussi les serrures spéciales de nos portes de maison, et les prisons pour ceux qui les forcent. Il comprend l'abattage des séquoias et la disparition de nos beautés naturelles dans le chaos urbanistique. Il tient compte de la production de napalm, et des missiles à tête nucléaire et des blindés que la police utilise pour réprimer les soulèvements dans nos villes. Il comprend les fusils et couteaux utilisés par les assassins, et les programmes télévisés célébrant la violence pour vendre les jouets à nos enfants. Le PIB ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur éducation et du bonheur de leur jeu. Il ne considère pas la beauté de notre poésie ou la solidité des liens familiaux ou l'intelligence de nos discussions publiques par rapport à nos représentants. Il ne mesure ni notre subtilité, ni notre courage, ni notre sagesse, ni notre connaissance, ni notre compassion, ni notre dévotion à notre pays. En clair, il tient compte de tout sauf de ce qui rend la vie vraiment digne d'être vécue. Il peut tout dire sur l'Amérique, excepté ce pourquoi nous nous sentons fiers d'être Américains. »

Aujourd'hui, deux exigences s'expriment :

- la volonté de prendre en compte les aspirations sociales dans un contexte économique moins favorable que par le passé ;
- la prise de conscience écologique de la fragilité d'une planète où les ressources s'épuisent et où les effets de la pollution sont de plus en plus visibles.

Ces deux motifs incitent les décideurs politiques et les différentes institutions à prendre en considération de nouveaux facteurs. Le but est de leur permettre de gérer les évolutions / les transformations de leur modèle économique et de société, en associant les trois composantes majeures du développement durable. Il s'agit des piliers économique, social, et environnemental. Ces derniers devront être appréciés par les citoyens grâce à des outils de mesure, de lecture et d'information à l'instar des indicateurs synthétiques et des tableaux de bord.

La question n'est pas alors d'abandonner la mesure du PIB ou de sa croissance, mais d'inscrire ces mesures dans un processus plus large qui les complètent. Ceci est d'autant plus nécessaire au Luxembourg où le ratio du PIB/habitant est particulièrement mal adapté.



1. Le PIB, une mesure de la production et non du bien-être

Les fondements méthodologiques du PIB sont le résultat d'un long processus d'harmonisation au niveau mondial, où des économistes, statisticiens et hommes politiques ont cherché à disposer d'une mesure harmonisée, et donc comparable, de la production des économies. Ce processus a débuté en 1947 et se poursuit continuellement afin de tenir compte des mutations des sociétés et de leurs économies. Actuellement, les statisticiens européens travaillent à l'implantation du Système Européen des Comptes de 2010 (SEC 2010)¹⁰.

Il n'en reste pas moins que le PIB n'a pas été conçu pour la mesure du bien-être des sociétés. Ce défaut tient moins à des difficultés méthodologiques qu'à des problèmes d'interprétation. Le PIB ne se définit en rien comme un instrument de mesure du bien-être ou même de la qualité de vie, mais uniquement comme l'expression monétaire de la production effectuée sur le territoire national. Il est calculé à cette fin à partir de différents agrégats de la comptabilité nationale (consommation, investissement, production des administrations, etc.)

Encadré n°2 : Les trois approches possibles du PIB

Le PIB peut se calculer de trois manières différentes :

1) Selon l'approche de la production

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées réalisées au Luxembourg.

D'où : $PIB = \sum \text{Valeurs Ajoutées}$

2) Selon l'approche des dépenses

Dans cette approche, on observe la manière dont la valeur ajoutée est affectée. Ainsi, la somme des valeurs ajoutées (càd le PIB) est égale à la consommation des ménages et des entreprises (C), à l'investissement des ménages et des entreprises (I) et aux dépenses de l'Etat (G). En économie ouverte, il convient d'ajouter les exportations (X) et de retrancher les importations (M).

D'où : $PIB = \sum VA = C + I + G + X - M$

3) Selon l'approche des revenus

Le PIB est égal à la somme des revenus bruts. Ceux-ci comprennent les revenus des salariés (R), les profits des entreprises (π), et les impôts sur la production auxquels il faut retrancher les subventions de l'Etat (T). En économie ouverte, il convient d'ajouter ou de retrancher le solde de revenu avec l'extérieur (Rx).

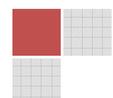
D'où : $PIB = R + \pi + T \pm Rx$

D'où au final : $PIB = \sum VA = C + I + G + X - M = R + \pi + T \pm Rx$

Ces trois approches doivent, de plus, être cohérentes entre elles.

Pour plus de précisions sur ce point, voir l'Annexe n°6

¹⁰ Il s'agit de la transposition européenne, sous forme de règlement du Conseil et du Parlement européen, du système des comptes nationaux mondial révisé (SCN 2008) établi sous l'égide des Nations Unies. Ce nouveau système introduit la révision de 44 points méthodologiques au total du SEC95.



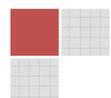
Son développement, comme énoncé précédemment, remonte aux années de l'après Seconde Guerre Mondiale. Dans cette période de reconstruction et de rareté des biens et services, croissance économique était synonyme de progrès social. Les préoccupations écologiques étaient en outre limitées ou quasiment inexistantes, et les questions économiques avaient la priorité sur celles du volet social. Le PIB pouvait alors aisément être assimilé à un baromètre du bien-être.

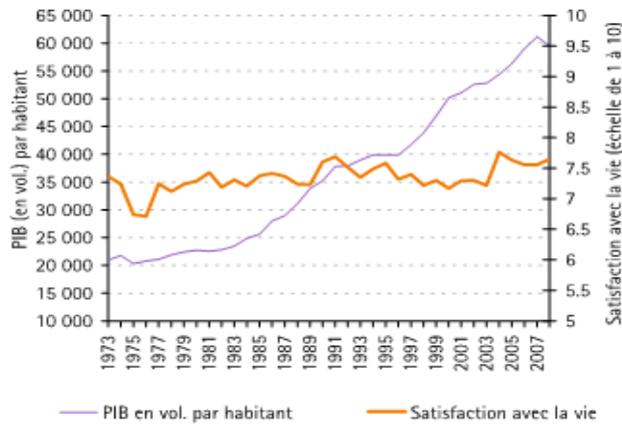
Or, avec la fin des Trente Glorieuses, les sociétés et économies occidentales ont entamé une profonde mutation, dont un des aspects essentiel est la globalisation. Depuis les années 80 se sont ainsi développés, dans la plupart des pays, une pression sur la croissance des revenus, un creusement des inégalités, et un échec à enrayer la pauvreté. Cette période est aussi celle d'une prise en compte de l'impact de l'homme sur son environnement et sur la biocapacité¹¹.

Ces bouleversements ont conduit à une remise en question de plus en plus forte de la conception du bien-être, mais pas encore de l'utilisation du PIB à cette fin. Bien que les limites de cet indicateur comme mesure du bien-être fussent déjà connues, la logique productiviste des économies modernes tendait à focaliser l'attention sur ce seul chiffre, exception faite du taux de chômage et d'inflation.

L'écart entre les résultats économiques affichés des nations industrialisées et le sentiment général des populations n'a depuis lors pas cessé de se creuser, en particulier à la lumière des récentes crises financières, économiques et écologiques.

¹¹ La biocapacité d'une zone biologiquement productive donnée désigne sa capacité à générer une offre continue en ressources renouvelables et à absorber les déchets découlant de leur consommation. (Source : GreenFacts)



Encadré n°3 : Paradoxe d'Easterlin¹² au Luxembourg**PIB par habitant et satisfaction avec la vie au Luxembourg, 1973-2008**

Source : AMECO (pour le PIB par habitant) et la "World database on happiness" pour la satisfaction avec la vie (<http://worlddatabaseofhappiness.eur.nl/>).

N.B.: Les données concernant la satisfaction avec la vie sont issues de l'Eurobaromètre.

On constate ainsi que ces 35 dernières années, la satisfaction de vie est restée relativement stable au Luxembourg, alors que le PIB/habitant a été multiplié par 3. Le Paradoxe d'Easterlin existe donc également au Luxembourg et confirme l'affirmation d'avant encadré. Cependant, cette analyse peut être relativisée par le fait que l'on compare un indicateur dont l'échelle est ouverte vers le haut à un indicateur dont l'échelle est limitée et qu'en niveau, le bien-être subjectif est très fortement corrélé au revenu.

De toutes les démarches existantes pour compléter la vue centrée sur le PIB, « PIB et au-delà » de la Commission européenne¹³, « Global Project » de l'OCDE¹⁴, etc., c'est le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi¹⁵ qui a eu le plus d'impact.

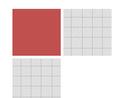
Ce dernier a eu pour effet de donner « pignon sur rue » à un grand nombre de critiques et d'idées concernant les outils de mesure de l'économie. Cependant, cette Commission souligne bien que **le PIB n'est pas erroné en soi, mais que son utilisation l'est trop souvent**, ce qui indique clairement que l'instrument tant critiqué en tant que mesure de bien-être ou de progrès social ne peut pas et ne doit pas disparaître.

¹² Le paradoxe d'Easterlin tient son nom de l'économiste qui a mis en évidence en 1974 qu'une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus. Les explications avancées font notamment appel au paradoxe de l'abondance. Le paradoxe d'Easterlin est l'une des réflexions à la base de l'économie du bien-être.

¹³ <http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2009:0433:FIN:fr:PDF>

¹⁴ http://www.oecd.org/pages/0,3417,fr_40033426_40033828_1_1_1_1_1_1,00.html

¹⁵ http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf



Il convient de lui faire retrouver sa vocation originelle, celle d'une mesure de la production marchande. Le PIB n'est plus alors considéré comme une mesure du bien-être, mais comme une des composantes de cette dernière¹⁶.

2. Le PIB/tête et les mesures relatives au niveau de vie

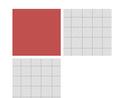
Le PIB sert de base de calcul aux cadres réglementaires de l'Union européenne (dont les ratios du pacte de stabilité et de croissance, les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020, etc.) mais aussi de critère de détermination de la situation du pays au sein des principales instances internationales, comme le FMI ou la Banque Mondiale. Le rôle central qu'il a joué depuis de longues années, sa notoriété tant parmi les économistes que les hommes politiques ou encore les citoyens a conduit à le retenir dans un certain nombre de contextes réglementaires internationaux.

Concernant plus spécifiquement l'analyse du Luxembourg, il ressort des débats du 1^{er} atelier de travail, la nécessité de substituer le RNB¹⁷/tête au PIB/tête. Ce dernier gonfle, en effet, la richesse par tête du Grand-Duché en ne prenant pas, par exemple, en compte le poids des travailleurs frontaliers dans le dénominateur de ce ratio.¹⁸ Le RNB ne possède, cependant, qu'un rôle international moindre (contribution au budget européen, aide publique au développement, etc.)

¹⁶ La production de richesse tout comme sa répartition sont des facteurs importants du bien-être. L'étude « Beyond GDP and back : What is the value-added by additional components of welfare measurement ? » de Sonja C. Kassenboehmer et Christoph M. Schmidt montre ainsi que la corrélation entre les indicateurs classiques du bien-être matériel et les nouveaux indicateurs du bien-être est élevée sans pour autant être parfaite. En particulier, certains nouveaux indicateurs ont une corrélation avec le PIB moins élevée que d'autres et sont donc plus utiles (au sens de contenir de l'information sur le bien-être qui n'est pas déjà contenue dans le PIB). Les auteurs trouvent que les deux indicateurs « classiques », PIB et taux de chômage, couvrent la plus grande partie du bien-être. En outre, le chapitre « alternative measures of well-being » d'« Economic Policy Reforms: Going for Growth » de l'OCDE (2006) fournit une conclusion similaire.

¹⁷ Le Revenu National Brut est égal au PIB, moins les revenus primaires à payer aux unités non résidentes, plus les revenus primaires à recevoir des unités non résidentes (définition de l'INSEE)

¹⁸ Cette remarque se retrouve aussi mentionnée dans le Rapport « Travail et Cohésion sociale » (Cahier Economique n°109) du STATEC



Encadré n°4 : PIB/tête et RNB au Luxembourg

Le Luxembourg est classé comme le pays le plus riche au monde, avec un PIB/tête de 75 100 euros en 2008. Ce résultat est dû en partie au fait que le Luxembourg recourt massivement aux facteurs de production étrangers. En effet, l'économie luxembourgeoise est très ouverte et ceci non seulement pour les échanges de biens et de services (exportations et importations), mais également pour le recours au capital et au travail. Pour ce qui est de ces deux derniers facteurs – les facteurs de production – la répercussion est notable et implique une différence substantielle entre PIB et RNB.

En effet, les salariés frontaliers et les capitaux étrangers investis au Luxembourg contribuent largement à la réalisation du PIB, mais pour leur apport les différents salariés et investisseurs sont rémunérés :

- sous forme de salaires pour ce qui des frontaliers
- sous forme de revenu des investissements (dividendes) pour le capital investi.

Ces deux montants sont versés à l'étranger et sont considérés lors du passage du PIB au RNB.

PIB et RNB au Luxembourg

Unité: Milliard EUR

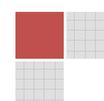
	2007	2008	2009
PIB	37.5	39.6	38.0
RNB	30.2	29.7	26.8
Ecart (PIB-RNB)	7.3	9.9	11.2
Ecart en % du PIB	19.5	25.0	29.5
RNB en % du PIB	80.5	75.0	70.5

L'impact net au niveau du revenu du travail se chiffre à plus de 6 milliards d'euros pour les dernières années. Le montant des salaires¹⁹ versés aux frontaliers a atteint presque 7.5 milliards d'euros. A titre de recettes ont été enregistrés les salaires versés aux fonctionnaires résidant au Luxembourg et travaillant auprès d'organisations internationales (et surtout européennes) établies au Luxembourg. De par leur statut, elles sont par convention considérées comme ex-territoriales et de ce fait les rémunérations sont enregistrées comme provenant de l'étranger. Au cours des dernières années, le total de ce flux a légèrement dépassé 1 milliard d'euros.

Les flux nets des revenus de capitaux à l'étranger ont fluctué entre 2 et 6 milliards d'euros au cours des dernières années. Il s'agit donc du solde net des dividendes et bénéfices réinvestis²⁰.

¹⁹ Il s'agit des salaires bruts. L'impact net au niveau des comptes nationaux est inférieur du fait des dépenses des salariés frontaliers dans l'économie (estimées à plus de 20% de leur rémunération) et d'un apport positif actuel du côté des transferts (les impôts payés ainsi que les cotisations sociales sont supérieures aux prestations sociales).

²⁰ Quelques précisions au sujet du concept de bénéfice réinvesti : La partie du bénéfice d'une société faisant objet d'un investissement direct, qui n'est pas distribuée (sous forme de dividendes par exemple) est attribuée à l'investisseur direct *au prorata* de sa participation. Ceci revient à dire que le résultat courant proportionnel est attribué intégralement à l'investisseur sous forme d'un revenu d'investissement: la partie distribuée au niveau des «dividendes et bénéfices distribués», la partie non répartie sous forme de «bénéfices réinvestis» (dont la contrepartie comptable se trouve au compte d'opérations financières).



En comparant le RNB au PIB, on observe ainsi une décote de près de 24.5% en 2009 et une croissance annuelle bien plus faible. Néanmoins, même en observant le Revenu National Brut/habitant en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA), estimé à 55 569 euros en 2008 selon le FMI, on peut constater que le Luxembourg se place encore au 2nd rang mondial des nations les plus riches, juste après le Qatar.

Pour plus d'informations sur ce point, consulter l'annexe n°7

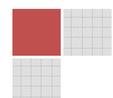
A défaut, une autre mesure du revenu ou de la consommation des ménages, au détriment du PIB, est à envisager. Les raisons évoquées au cours du 1^{er} atelier de travail, mais aussi dans d'autres travaux, sont :

- ✓ de donner plus de visibilité à des indicateurs méconnus du public et donc peu repris par la presse (bien qu'au Luxembourg le problème étant connu, le STATEC s'efforce de raisonner en RNB, de même que le CES, qui a analysé les chiffres du RNB dans ses avis sur les Grandes Orientations des Politiques Economiques (GOPE) de 2003 et 2004 et mentionné leur importance dans son avis sur l'évolution économique, sociale et financière de 2005),
- ✓ de mettre définitivement en évidence que le PIB n'est pas une mesure du bien-être et ainsi éviter toute ambiguïté future entre PIB et bien-être,
- ✓ d'utiliser en premier lieu le tableau de bord résultant des travaux du projet PIBien-être à des fins nationales, afin de ne plus se heurter à l'argument selon lequel le PIB est le critère de référence au niveau international,
- ✓ de ne pas écarter totalement le PIB de ce tableau de bord puisqu'il mesure une partie du bien-être matériel et qu'il permettra d'assurer son ancrage dans les cadres internationaux de référence.

Il y a, en effet, un double enregistrement des bénéfices réinvestis :

- au niveau du compte courant et plus précisément au poste du revenu des investissements directs où le bénéfice réinvesti représente la partie du résultat courant non-prélevée par l'investisseur ;
- au compte des transactions financières où le bénéfice réinvesti fait partie intégrante des flux d'investissements directs en représentation d'un apport de capitaux qui augmente les stocks.

Pour la balance globale l'inscription est donc double, avec des montants égaux, mais de sens opposé. Outre la double inscription au niveau des flux (BDP), les bénéfices réinvestis sont également repris dans l'état du stock des avoirs et engagements financiers extérieurs, c'est-à-dire dans la position extérieure globale. Enfin, il y a lieu de préciser que la part de l'investisseur direct dans les pertes du résultat courant d'une entreprise est comptabilisée comme un revenu négatif.



D'autres mesures sont également envisageables et ont été, en particulier, présentées dans le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi :

- ✓ le calcul du revenu disponible des ménages²¹ (indisponible au Luxembourg en tant qu'agrégat des comptes nationaux),
- ✓ le calcul du revenu disponible ajusté des ménages²¹ (indisponible),
- ✓ la mesure de la consommation finale effective des ménages/habitant^{22 23}
- ✓ le recours plus systématique à des médianes au lieu de moyennes, afin de coller le plus près possible à la situation réelle des ménages

Il conviendrait donc de développer globalement « l'approche ménage » des statistiques publiques (mesures de revenu, de consommation, de production domestique, de loisirs, etc.) en complément de « l'approche production ». Cela permettrait notamment d'améliorer la mesure et les outils de mesure du revenu et de la consommation.

3. Le besoin de mieux mesurer les inégalités

L'absence d'une vision plus détaillée des revenus au Luxembourg constitue également un problème. Celui-ci est d'autant plus sensible en période de crise économique et dans une nation attachée au maintien de son système social. Ces orientations ont été clairement exprimées lors du 1^{er} atelier de travail (tout bord politique confondu, et aussi bien chez les représentants du patronat que des syndicats). Il existe un consensus sur les propositions du rapport "Stiglitz-Sen-Fitoussi" relatives à l'analyse de la distribution des revenus (coefficients de Gini²⁴, rapports interquartiles²⁵ ou interdéciles²⁶...) En outre, les inégalités ont un effet psychologique affectant le bien-être des individus et la connaissance du PIB/tête ne renseigne nullement sur les inégalités, leur étendue et leur évolution.

²¹ Le revenu disponible des ménages, au sens de la Comptabilité nationale, couvre les revenus dans leur intégralité. Il fait la somme des revenus du travail, des revenus de la propriété et des revenus de transfert de l'ensemble des ménages. Il peut être brut ou ajusté selon la prise en compte, ou non, des services collectifs individualisables et des prestations en nature (définition de l'INSEE)

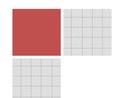
²² Dépenses de consommation des ménages résidents qu'elles soient effectuées sur le territoire ou à l'étranger.

²³ Comme le recommande le Rapport « Travail et Cohésion sociale » (Cahier Economique n°109) du STATEC. L'évolution de la consommation effective des ménages donne ainsi une approximation de l'évolution du revenu disponible des ménages.

²⁴ L'indice de Gini est un coefficient qui évalue la dispersion d'une série statistique donnée. Il se définit à partir de la courbe de Lorenz d'une variable définie sur une population et est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien).

²⁵ Rapport des revenus des 25% les plus aisés sur ceux des 25% les moins bien lotis

²⁶ Rapport des revenus des 10% les plus aisés sur ceux des 10% les moins bien lotis



Encadré n°5 : Aspects psychologiques des inégalités

Au-delà de la richesse personnelle, le fait de vivre et de savoir que nos proches et voisins se trouvent dans une situation économique délicate impacte négativement le bien-être des individus. A l'inverse, une trop grande homogénéité des rémunérations est également vécue avec frustration par les individus. Ces conclusions relatives à la place et à l'étendue d'une classe moyenne relèvent l'importance de ces phénomènes au-delà de la seule question de justice sociale. Cette dernière intéresse une part importante de la population et illustre l'impact que peuvent avoir les inégalités sur le bien-être.

Pour plus d'informations sur ce point, consulter l'Annexe n°8

Encadré n°6 : La courbe de Kuznets

Dans son ouvrage « Croissance économique et inégalité de revenu » (1955), Simon Kuznets, l'un des pères du système de comptabilité nationale et du PIB, énonçait l'existence d'une relation « en U inversée » entre le PIB/habitant et le niveau d'inégalité de la répartition du PIB.

En partant du postulat que l'économie connaît une croissance économique à taux constant à travers le temps, il explique notamment que :

- Dans un premier temps, la croissance est assurée principalement par des investissements massifs et donc les inégalités sont dues au partage des ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus.
- Dans un second temps, lorsque l'état de l'économie est avancé, l'accroissement du capital humain se substitue à l'accroissement du capital physique comme source de croissance. Celle-ci génère alors une baisse des inégalités, de par la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité.

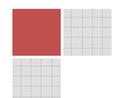
Or, on constate depuis le début des années 1980, un retournement de cette courbe de Kuznets dans les économies occidentales (et notamment au Luxembourg). Ainsi, l'économiste français et spécialiste des inégalités Thomas Piketty a remis en cause, en 2005, la stricte causalité supposée par la courbe de Kuznets entre le niveau moyen de richesse par habitant et les inégalités de revenu. Il a montré notamment avec l'utilisation de données françaises et américaines, que la réduction (resp. l'augmentation) des inégalités n'est pas mécaniquement associée à la croissance (resp. la diminution) du PIB/habitant.

Pour plus d'informations sur ce point, consulter l'Annexe n°8

De même, étant donné le niveau de développement/richeesse du pays et l'existence de très hauts revenus, il peut être plus intéressant de mesurer la part de la population ayant du mal « à joindre les deux bouts »²⁷ ou ayant une situation précaire (mesure de la pauvreté relative²⁸, du risque de pauvreté²⁹...)

²⁷ Vivre au Luxembourg N° 36 Mai 2007 - Chroniques de l'enquête PSELL-3/2005 – « Difficile de joindre les deux bouts ? La satisfaction des ménages luxembourgeois quant à leur situation financière »

²⁸ « Celle-ci considère non seulement le minimum vital, mais également les manques indispensables pour une vie "normale", relativement à une société donnée (à son niveau de



plutôt que de calculer des rapports entre les revenus des plus aisés et des plus défavorisés.

Encadré n°7 : Quelques mesures des inégalités au Luxembourg

L'indice de Gini¹⁵ au Luxembourg en 2009 est de 0.29, et la moyenne au sein de l'Union européenne est de 0.3. Ceci signifie ainsi que le Luxembourg se situe à des niveaux assez proches de la moyenne des pays de l'Union européenne et qu'il ne connaît pas de trop fortes inégalités en termes de revenu. La raison de ces faibles inégalités tient pour partie au montant du salaire minimum garanti assez élevé et aux politiques de redistribution sociale. Cependant la droite de régression du rapport interquintile est légèrement croissante, ce qui indique une lente tendance au creusement des inégalités de revenu lors de ces dix dernières années. Les 20% les plus riches avaient ainsi, en 2008, un revenu moyen 4.1 fois plus élevé que les 20% les plus pauvres, alors qu'en 1997, ce ratio n'était que de 3.6. Aussi, le PIB/habitant, étant un indicateur de moyenne et non de dispersion, il ne permet de connaître ni l'état, ni l'évolution de la distribution de la richesse créée.

Pour plus d'informations sur ce point, voir l'Annexe n°8

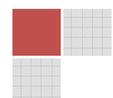
4. La mesure de la production non marchande

En dehors des inégalités, la juste définition de la production importe également. Aussi, la définition de la production a évolué au fil des siècles : réservée à l'activité agricole, puis étendue à celle industrielle et des services, elle ne concerne aujourd'hui que le domaine marchand. Ainsi, seule l'existence de flux monétaires crée de la valeur aux yeux du système de comptabilité nationale. Ceci poussa Alfred Sauvy à affirmer avec ironie qu'épouser sa femme de ménage ou son jardinier faisait baisser le PIB. Le PIB, comme seul référent du bien-être, baisse donc du fait de la solidarité des individus. En effet, cette dernière est largement source de production à titre gratuit de biens et services pour les membres de la communauté. De surcroît, ces activités non marchandes représenteraient l'équivalent d'entre 30 à 40 % du PIB des pays occidentaux³⁰.

développement et à son époque) : il y a donc plusieurs niveaux de pauvreté. Cette approche a le mérite de considérer que le minimum vital n'est pas exclusivement réduit à la seule satisfaction des besoins alimentaires et qu'il y a d'autres manifestations de la pauvreté. » par O. Mazel, L'exclusion *Le Monde*, Marabout. 1997.

²⁹ Le taux de risque de pauvreté après transferts est le pourcentage de personnes vivant dans des ménages dont le revenu ajusté à la taille du ménage est inférieur à 60 % du revenu médian national équivalent. Pour chaque famille, la taille ajustée est déterminée selon l'échelle d'équivalence suivante: le premier adulte est représenté par 1,0, chaque adulte additionnel a un poids de 0,5 et chaque enfant a un poids de 0,4.

³⁰ Conférence « Vers d'autres indicateurs de richesse » le 1er Mars, avec M. Le Clézio et P144 du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi



Les biens et services fournis par la cellule familiale, la communauté, etc. sont générateurs de cohésion sociale et de solidarité, composantes du bien-être et facteurs de progrès social. Or, ces derniers ne sont pas pris en compte par le PIB, qui n'a pas pour objectif de mesurer le bien-être et le progrès d'une nation.

Le questionnaire distribué à la fin du 1^{er} atelier de travail a permis, en outre, d'identifier le besoin de cohésion sociale comme l'un des trois volets les plus importants du bien-être (par 57% des répondants, ce qui en fait le 2nd domaine le plus cité), et surtout comme l'un des trois domaines relatif au bien-être le plus menacé (par 71% des répondants, ce qui en fait le domaine le plus cité) (V. annexe n°3). Bien que non représentatif en termes d'effectifs et de classes socioprofessionnelles, les participants du 1^{er} atelier de travail ont donc émis un avis que l'on retrouve dans de nombreux diagnostics plus étayés.

La mesure des productions non marchandes (bénévolat, production domestique) devrait donc être intégrée à la mesure du bien-être. L'approche pourrait être progressive et donc dans un premier temps partielle. Notons que la comptabilisation de la production domestique continue de poser, à l'heure actuelle, des problèmes méthodologiques, dus notamment à la difficulté de déterminer la frontière entre loisir et production domestique.

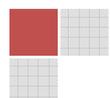
Par contre, la mesure de la valeur économique du bénévolat est d'ores et déjà possible. Ainsi, un modèle de comptabilisation a été développé par Salamon et Sokolowski de la John Hopkins University de Baltimore³¹ et a déjà été utilisé par près de 37 pays, afin de mettre en place un système de comptes satellites. De même, l'université susmentionnée et les statisticiens de l'ONU, ont mis en place un manuel de référence pour la mesure du bénévolat³². L'Union européenne préconise vivement cette approche, notamment à travers le Centre Européen du Volontariat (CEV)³³. En outre, l'année 2011 a été déclarée « année européenne du bénévolat ». Cependant, il ne semble pas exister à l'heure actuelle d'indicateurs satisfaisants pour la mesure du bénévolat ou de l'engagement associatif, en dehors de la valorisation de cette production non-marchande.³⁴

³¹ (Salamon *et alii*, 1999, 2004)

³² Manuel sur les institutions sans but lucratif dans le système de comptabilité nationale (ONU, 2006, 2003 pour la version originale en anglais)

³³ <http://www.cev.be/>

³⁴ Conférence avec M. Le Clézio le 1^{er} Mars 2010 et le dernier paragraphe du point concernant « les limites de ce que l'on peut mesurer » de ce rapport technique



L'extension de la comptabilité aux autres activités non marchandes ne devrait pas poser non plus de difficultés, comme le montre les projets/travaux du STATEC

- sur le "PIB vert"³⁵ et les comptes environnementaux³⁶
- sur la mesure de l'économie solidaire³⁷
- sur la mesure des activités sportives³⁸

notamment pour le développement des comptes de secteur et la mesure d'une partie de la production domestique. Une autre possibilité intéressante serait aussi de développer la production et l'utilisation des enquêtes temps (« Time Use Survey »).

Une étude des comptes de patrimoine serait également utile pour compléter la vue concernant les revenus des ménages. Le patrimoine possède, en effet, un impact certain sur le niveau de vie des individus. Une des pistes pour faciliter l'appréhension des patrimoines pourrait être le partage des informations relatives au recensement fiscal annuel avec le STATEC³⁹.

Enfin, la contribution économique de l'économie souterraine ou économie parallèle, caractérisée essentiellement par le travail non déclaré, qui est lié à des activités pourtant marchandes, n'est pas pris en compte dans le calcul du PIB (au Luxembourg, il représenterait entre 925 millions et 2 milliards d'euros et entre 15.000 et 42.000 emplois en 2008 selon une étude du CEPS/Instead⁴⁰, ou encore entre 2,35 et 5,08 % du PIB).

On constate donc que l'indicateur vedette de la croissance et du développement (le PIB) est loin de prendre en compte l'ensemble des activités productives et de consommation, même marchandes, au sein du territoire national.

³⁵ Le PIB vert est un concept de correction et d'enrichissement du PIB, proposant de prendre en compte les atteintes portées à l'environnement ainsi que l'épuisement des ressources naturelles.

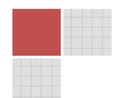
³⁶ <http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/territoire/energie/2010/11/20101116/20101109.pdf>

³⁷ <http://www.statistiques.public.lu/catalogue-publications/economie-statistiques/2006/8-2006.pdf>

³⁸ http://www.statistiques.public.lu/fr/actualites/conditions-sociales/loisirs/2006/04/20060406/enquete_sante_sports_jeunes_2006.pdf

³⁹ cf. les recommandations du CES dans son avis annuel de 2006 : « Le CES réitère, en outre, sa recommandation de 1999 d'exploiter les résultats du recensement fiscal annuel quant à ses renseignements sur le logement afin de disposer de statistiques plus complètes, plus fiables et plus à jour, en particulier sur le stock global de logements existants, mais aussi sur les logements disparus, les logements inoccupés et les besoins en logements des personnes au niveau des revenus modestes et moyens. Le questionnaire serait le cas échéant à modifier ou à compléter suivant la pertinence des questions pour la politique du logement ».

⁴⁰ Le travail non déclaré au Luxembourg, de Roland Maas et Franz Clément. Cahier « Gouvernance et Emploi n°1 » de novembre 2007



5. Les limites de ce que l'on peut mesurer

Si les offices statistiques et les différentes administrations ne mesurent pas toujours ce qui est important pour les individus, tout ce qui est important n'est pas toujours mesurable.

Au-delà de la prestation de services gratuits entre individus (production domestique non-marchande), des éléments comme le sourire, l'affection portée à ses enfants ou encore l'amour conjugal ne pourront jamais faire l'objet d'une quelconque mesure, alors qu'ils sont des composantes du bien-être quotidien.

La tendance à vouloir tout mesurer et tout prendre en compte est indirectement responsable d'un demi-siècle de sanctification du PIB comme « indicateur mesure-tout ». Aussi, convient-il de ne pas refaire la même erreur.

Ce qui peut être mesuré n'est pas non plus toujours significatif, car des jugements de valeurs seraient implicitement à opérer pour un certain nombre de variables. Ainsi, le PIB inclut des productions aussi diverses que la construction d'un hôpital (produisant des externalités positives⁴¹), le traitement des dégâts occasionnés par une marée noire (dépenses défensives⁴²) que la production d'armement. De même, pour ce qui est du tissu social, la connaissance du nombre d'associations ne nous renseigne en rien sur la vocation et le niveau d'activité de celles-ci.

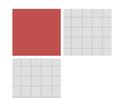
Conclusions

Le groupe technique propose les conclusions suivantes :

- ✓ **Utiliser le PIB comme mesure de la production marchande ou du bien-être matériel résultant de l'acquisition et de la dépense de richesses**
- ✓ **Retenir un indicateur de niveau de vie, qui est au cœur de « l'approche ménage » du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi** et les indicateurs proposés pour ce fait sont les suivants :
 - PIB/tête pour un souci de référence à des traités internationaux;

⁴¹ L'externalité ou effet externe désigne une situation dans laquelle l'action d'un agent économique influe, sans le vouloir, la situation d'autres agents, alors même qu'ils n'en sont pas partie prenante : ils n'ont pas été consultés et n'ont reçu (si l'influence est négative) ni versé (si elle est positive) aucune compensation.

⁴² Situations où le PIB augmente du fait d'activités, qui consistent seulement à réparer les dégâts commis par d'autres activités économiques, c'est-à-dire à contrer les externalités négatives. La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi recommande ainsi de les traiter comme des consommations intermédiaires et non comme des produits finaux ajoutés au PIB.



- RNB/tête pour un souci de mieux prendre en compte la spécificité de la situation luxembourgeoise (frontaliers et services financiers);
- Revenu disponible moyen/médian des ménages ou
- Revenu disponible ajusté moyen/médian des ménages pour suivre au plus près la situation réelle des ménages et faire le lien avec la mesure des inégalités ou de la pauvreté
- Consommation effective des ménages par habitant

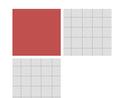
Les indicateurs de revenu disponible sont, cependant, indisponibles pour le Luxembourg en tant qu'agrégat des comptes nationaux⁴³. La consommation effective des ménages peut, par contre, servir de variable *proxy* de ces derniers.

✓ **Le PIB ne dit rien quant à la distribution de la richesse et son évolution. Deux approches complémentaires sont alors possibles :**

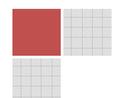
- **Mesurer les inégalités** à l'aide du coefficient de Gini, du rapport interquartile, du rapport interquintile ou du rapport interdécile ;
- **Mesurer la pauvreté, le risque de pauvreté ou la part des individus se trouvant dans une situation économiquement délicate**
- Pour compléter les mesures précédentes, des indicateurs de la liste suivante⁴⁴ pourraient être repris et développés:
 - Seuil de faible revenu
 - Mesure de faible revenu
 - Taux de risque de pauvreté avant et après transferts
 - Taux de risque de pauvreté à un moment dans le temps
 - Dispersion autour du seuil de risque de pauvreté
 - Mesure du panier de consommation
 - Seuils de Sarlo
 - Seuils subjectifs de Gallup
 - Budget disponible
 - Seuils de pauvreté monétaire
 - Risque de persistance de pauvreté
 - Indice FGT
 - Intensité de faible revenu

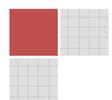
⁴³ La donnée existe, cependant, « imparfaitement » pour le revenu disponible à partir de l'enquête EU-SILC (Survey on Income and Living Conditions)

⁴⁴ Chacun de ces indicateurs est expliqué en détail au lien suivant :
http://www.cepe.gouv.qc.ca/publications/pdf/CEPE_inventaire-indicateurs.pdf



- Ecart de faible revenu
 - Rapport et indice de dépendance économique par rapport aux transferts
 - Taux d'assistance sociale
 - Répartition de la population selon les tranches de revenu
 - Coefficient de Polarisation
 - Indice P de Wolfson
 - Indice de pauvreté en matière de conditions de vie
 - Indicateur de privation matérielle
 - Indicateur de difficultés financières et matérielles
- ✓ **Développer la comptabilité des productions non marchandes en développant un système de comptes satellites, notamment sur le bénévolat, du fait de son caractère créateur de lien social.**
 - ✓ **Développer les comptes de secteurs, ainsi que les enquêtes-temps (« Time use survey »).**
 - ✓ **Développer les comptes de patrimoine, en permettant au STATEC d'avoir accès aux micro-données de l'administration fiscale.**
 - ✓ **L'ensemble des composantes du bien-être n'étant pas mesurable, il serait bon de veiller à éviter « une inflation » des indicateurs-clés.**



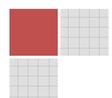


Chapitre second

Vers un développement durable au Luxembourg

ENJEUX

- **Mesurer individuellement chacun des capitaux** (capital humain, social, produit, financier et naturel) **de la richesse totale nationale reste difficile. Un monitoring politique du développement durable est, pour le moment, à privilégier.**
- **Mesurer l'équité pour appréhender la durabilité.**
(le développement durable se base, en effet, sur l'équité intra-générationnelle, inter-générationnelle et entre nations)
- **Mesurer l'impact de la consommation de ressources naturelles.**
- **Analyser les conséquences de la raréfaction des ressources énergétiques et foncières.**
- **Entamer une démarche prospective** (« Zukunftsdebatte »).



II. Vers un développement durable au Luxembourg

Le développement durable est un concept dont les prémices remontent au Club de Rome⁴⁵. Sa définition la plus célèbre est celle du rapport Brundtland⁴⁶ :

« Un développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

Deux concepts sont inhérents à cette notion : le concept de « besoins », et plus particulièrement des besoins essentiels des plus démunis à qui il convient d'accorder la plus grande priorité, et l'idée des limitations que l'état des techniques et de l'organisation sociale impose sur la capacité de l'environnement à répondre aux besoins actuels et à venir ».

Le développement durable se base aussi sur les trois piliers que sont l'économie, le social et l'environnement. D'autres auteurs ou acteurs politiques préconisent l'addition de domaines supplémentaires, comme la culture⁴⁷, le partenariat global⁴⁸ et la gouvernance⁴⁸. Le développement durable peut se définir également comme un développement économiquement efficace, socialement équitable et écologiquement soutenable⁴⁹.

Cependant, ce concept se retrouve aujourd'hui au sein de toute une série de notions, de travaux (croissance verte, progrès des sociétés, bien-être, Europe2020...) et risque de devenir moins clair et lisible pour les citoyens.

1. Monitoring ou approche par capitaux ?

Deux cadres de mesure du développement durable existent :

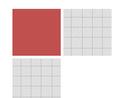
⁴⁵ Club créé en 1968 et regroupant des personnalités importantes dans leurs pays respectifs afin de mieux appréhender l'évolution du monde dans sa globalité et d'identifier les limites de la croissance économique.

⁴⁶ Publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement des Nations Unies, le Rapport *Notre Avenir à Tous* a été nommé du nom de la présidente de la dite Commission qui l'a produit, la Norvégienne Mme Brundtland. Ce rapport avait pour but principal de définir la politique d'un « développement durable ».

⁴⁷ Comme Raymond Weber, Président du Conseil Supérieur pour un Développement Durable.

⁴⁸ Idée reprise par le Comité Interministériel du Développement Durable via le Plan National de Développement Durable appelé par la suite PNDD2.

⁴⁹ Et respectueux de la diversité des expressions culturelles pour Raymond Weber.



- Le premier, le monitoring, découle des politiques mises en place. Les indicateurs sont alors des instruments de suivi et de contrôle à destination des citoyens.
- Le second, proposé notamment par la Banque Mondiale et le Rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, se propose de définir une série de capitaux⁵⁰ afin de mesurer les stocks de la richesse nationale.

Encadré n° 8: L'approche par capitaux

L'approche par capitaux (capital humain, social, produit, financier et naturel) permet de mesurer la richesse totale d'une société et d'en suivre l'évolution. Le maintien à long terme et l'amélioration du bien-être des membres de la société sont au cœur de cette conception. Ces notions ont aussi l'avantage d'être faciles à comprendre et à communiquer. Leur mesure peut se comparer dans leur domaine au PIB pour celui de la production de richesse. Dans les deux cas on additionne la croissance/décroissance des stocks ou des richesses produites. Cependant, un stock de richesse stable et croissant n'implique pas forcément un développement durable, contrairement à sa réciproque. Les capitaux sont en effet exprimés en unités monétaires, ce qui suggère l'idée de substitution entre capitaux (p.e. remplacer le capital naturel par du capital produit, tout en maintenant constante la richesse totale). Cependant, les capitaux humains, sociaux ou naturels, essentiels au développement, sont difficilement substituables. Ainsi, ces capitaux doivent être exprimés en unités physiques. Sur le plan pratique, l'évaluation monétaire de certains capitaux est encore impossible et pose de nombreux problèmes. Ainsi, bien que le prix de certains actifs soit observable, il ne reflète pas toujours le prix réel, du fait de l'existence de bulles spéculatives, comme pour les terrains au Grand-Duché. En conséquence, différentes unités de mesure servent encore aujourd'hui à mesurer les différents capitaux.

Pour plus d'informations sur ce point, voir l'Annexe n° 9

Pour le Luxembourg, l'approche proposée est la 1^{ère} et ceci pour les motifs suivants :

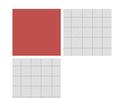
- La loi luxembourgeoise du 25 juin 2004⁵¹ demande de déterminer des indicateurs de suivi des politiques menées pour la mise en œuvre d'un développement durable,
- Les outils de mesure nécessaires à l'approche par capitaux ne sont pas suffisamment développés et continuent de poser problème, notamment pour l'évaluation du capital social,

⁵⁰ Il s'agit des ressources financières, produites, naturelles, humaines et sociales qui constituent les composantes de la richesse totale nationale.

⁵¹ Art.14. La Commission (Interdépartementale du Développement Durable) établit tous les deux ans un rapport national sur la mise en œuvre du développement durable.

Dans le cadre du développement durable, ce rapport comprend :

- (...)
- une description, une analyse et une évaluation de la politique menée en matière de développement durable sur base d'indicateurs du développement durable
- (...)



- Le Luxembourg ne possède ni les moyens budgétaires, ni humains nécessaires au développement et à la finalisation d'une telle approche,
- Les pondérations et conventions statistiques établies sont arbitraires et n'émanent pas des citoyens,
- Enfin, la question de la substitution des différents capitaux interroge la notion même de développement durable.

Dans ce cadre, il est important d'assurer la cohérence des indicateurs choisis avec ceux développés pour l'évaluation des tendances non durables et des objectifs de qualité du PNDD2⁵² (Voir ci-dessous), mais également de la Stratégie Europe2020⁵³ et du Tableau de Bord Compétitivité⁵⁴. Enfin, la mesure individuelle de chacun des capitaux serait intéressante et pourrait être envisagée ultérieurement.

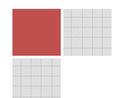
Les 14 tendances non durables identifiées par le PNDD2 :

- 1) Utilisation excessive des ressources naturelles
- 2) Consommation trop importante d'espace
- 3) Changement climatique
- 4) Hausse constante des transports
- 5) Précarisation de la population
- 6) Risque pour la cohésion sociale
- 7) Développement de maladies dites de civilisation
- 8) Vieillesse de la population
- 9) Risques de crises économiques
- 10) Ressources financières insuffisantes
- 11) Importantes différences de revenu entre le nord et le sud
- 12) Défis pour le système d'éducation
- 13) Inégalités de chance des hommes et des femmes
- 14) Déficits en relation avec une gouvernance cohérente

⁵² Au vu des développements les plus récents, il semble que les objectifs de qualité ne feront pas l'objet de mesures, mais plutôt de commentaires pour le PNDD2.

⁵³ Europe 2020 est la stratégie de l'UE pour l'emploi et une croissance intelligente, durable et inclusive. Elle repose sur cinq grands objectifs mesurés grâce à huit indicateurs clés. (http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/europe_2020_indicators/headline_indicators). Elle a pour but de faire de l'Union européenne une société de la connaissance, plus respectueuse de l'environnement et créatrice d'emplois verts. Elle propose une vision pragmatique du développement durable.

⁵⁴ Rappelons que la définition de la compétitivité retenue par l'Observatoire de la Compétitivité et proposée par le CES est : « La capacité d'une nation à améliorer durablement le niveau de vie de ses habitants et à leur procurer un haut niveau d'emploi et de cohésion sociale tout en préservant l'environnement ». Voir : http://www.odc.public.lu/indicateurs/tableau_de_bord/index.html



Les 18 objectifs de qualité⁵² identifiés par le PNDD2 :

- 1) Protection des ressources naturelles
- 2) Consommation et production durable
- 3) Aménagement du territoire durable
- 4) Protection du climat
- 5) Découplage croissance économique et hausse du trafic
- 6) Plein emploi, emploi des seniors
- 7) Eviter/amoindrir la précarisation
- 8) Protection sociale efficace
- 9) Intégration des résidents et des frontaliers
- 10) Assurer la santé pour tous
- 11) Assurer une économie à l'abri des crises et compétitive
- 12) Viabilité des finances publiques
- 13) Elimination de la pauvreté globale
- 14) Exigence d'un développement durable global
- 15) Hausse du niveau d'éducation et de qualification
- 16) Education au développement durable
- 17) Egalité des chances des hommes et des femmes
- 18) Gouvernance cohérente

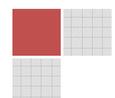
2. Une société équitable pour une société plus durable

Un phénomène mis en évidence par les participants du 2nd atelier de travail, et ceci tout bord politique confondu, a été celui des inégalités. Le développement durable se base, en effet, aussi bien sur l'équité intra-générationnelle et inter-générationnelle, que sur l'équité entre nations développées et en voie de développement. En outre, si la globalisation a engendré une baisse des inégalités entre certaines nations (OCDE et Asie), elle les a fait croître le plus souvent au sein de ces mêmes nations⁵⁵.

Enfin, les économistes Wilkinson et Pickett⁵⁶ affirment qu'une société plus égalitaire est plus bénéfique pour l'ensemble de ses membres dans tous les domaines de développement/de progrès. Cette conclusion renforce donc celle du chapitre premier visant à retenir une mesure des inégalités et de la pauvreté.

⁵⁵ Conclusion du Fonds Monétaire Internationale (FMI) rapportée par M. Mike Mathias lors du 2nd atelier de travail consacré au développement durable.

⁵⁶ Dans leur ouvrage de 2009 : "The Spirit Level. Why More Equal Societies Almost Always Do Better".



Une autre proposition pourrait être de mettre en place un indicateur de risque global pour la société⁵⁷ ou un indicateur de confiance sociale⁵⁸, qui traduirait l'équité au sens où l'entend l'économiste et lauréat du Prix Nobel Amartya Sen⁵⁹.

3. La question de la raréfaction des ressources en général

La consommation illustre l'impact direct des modes de vie sur le développement économique et l'environnement naturel d'un pays. Ceci est la raison qui a motivé le CSDD, en collaboration avec le Ministère du Développement Durable et des Infrastructures, à développer une mesure de l'empreinte écologique luxembourgeoise⁶⁰. Cette dernière était de 7.32hag⁶¹/hab. en 2005 pour les seuls résidents (11.82hag/hab. en tenant compte du tourisme à la pompe et des frontaliers), alors qu'elle ne devrait être au maximum que de 2.06 hag/hab.⁶² Bien qu'étant un outil de communication populaire et parlant⁶³, elle peine à s'imposer comme outil statistique rigoureux⁶⁴ et possède certaines limites⁶⁵.

⁵⁷ De la même manière qu'il existe des indicateurs de risque pour les placements financiers, il faudrait, pour les choix de la nation, un couple constitué de l'impact des décisions et du risque qu'elles entraînent pour le développement durable. Il s'agit donc d'un indicateur d'équité inter-générationnelle.

⁵⁸ Différent des indicateurs de confiance dans les institutions ou de confiance des ménages, cet indicateur ferait plutôt parti des indicateurs de confiance dans le futur ou dans la réussite d'une transition vers un développement durable.

⁵⁹ Cf. Annexe n°8, Page 158.

⁶⁰ Cependant, cette dernière ne peut pas être comparée à celle d'un pays, mais plutôt à celle d'une région comparable en termes de population et d'activité économique au Luxembourg.

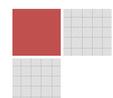
Pour tout connaître sur l'empreinte écologique du Luxembourg : <http://www.myfootprint.lu/>

⁶¹ Hectare global : le mode de calcul de la biocapacité consiste à multiplier la superficie utilisée pour chaque type de surface par un facteur de rendement (le rapport du rendement national sur le rapport mondial) et d'ajuster ce résultat par un facteur d'équivalence (Source : <http://www.myfootprint.lu/>)

⁶² Limite moyenne mondiale pour l'empreinte écologique

⁶³ Surtout du fait de son concept de « nombre de planètes requises si toute l'humanité adoptait la consommation d'un pays déterminé ».

⁶⁴ Les équivalences choisies sont ainsi discutables. Ainsi, l'empreinte liée aux énergies fossiles correspond à la surface forestière nécessaire à l'absorption du dioxyde de carbone émis par les combustibles fossiles. L'empreinte des énergies liées à la biomasse correspond à la surface forestière nécessaire à la production de l'énergie biomasse. Or, il existe de nombreuses incertitudes sur ces deux calculs. Mais c'est pour l'empreinte de l'énergie nucléaire que le principal problème se pose. Elle est calculée de la même manière que l'énergie fossile. Or, il s'agit d'une hypothèse fautive puisqu'il n'y a pas d'émission de gaz à effet de serre direct pour le nucléaire. Ce mode de calcul est motivé par le fait qu'il est délicat d'intégrer la question des risques nucléaires (notamment les déchets radioactifs) dans l'empreinte écologique ; mais la solution adoptée apparaît discutable. La controverse sur ces conventions d'équivalence pose un problème d'autant plus grand que l'empreinte écologique dépend à 70% de l'empreinte Energie. (Source : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS))



Beaucoup lui préfèrent l’empreinte carbone, d’autant plus que cette dernière constitue la composante majeure de l’empreinte écologique, en plus d’être la seule évoluant significativement⁶⁵. Au Luxembourg, 84% de l’empreinte écologique est ainsi due à l’empreinte carbone.

Encadré n° 9 : Empreinte écologique vers empreinte carbone

- Pour le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) français, l’empreinte écologique présente plusieurs intérêts :

- la formulation de son résultat est pédagogique, simple à saisir et intuitivement parlante
- elle peut être utilisée au niveau d’un produit, d’un individu, d’une entreprise, d’une collectivité territoriale ou d’un pays ;
- elle rend commensurables des impacts environnementaux hétérogènes ;
- elle porte sur la consommation, ce qui permet d’identifier les responsabilités.

Il est donc inopportun, du point de vue de la sensibilisation, de l’écarter des données mises en avant. Cependant, elle doit acquérir un statut public. Il doit être précisé qu’elle ne prend pas en compte tous les impacts environnementaux et sa valeur doit être systématiquement accompagnée de celle du solde écologique. Il faut enfin lever les réserves sur les méthodes de calcul (coefficients de conversion, pondérations) et la sensibilité des résultats aux hypothèses qui peuvent rendre incertaine l’interprétation.

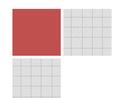
- Le CESE considère cependant que dans l’attente d’approfondissements, les émissions de CO₂ (qui représentent 52 % de l’empreinte française et sont la cause première de sa hausse) au travers du bilan carbone (en y incluant, le cas échéant, les émissions de méthane, d’halocarbures et de protoxyde d’azote) peut constituer l’indicateur de référence pour le pilier environnemental :

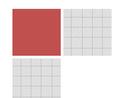
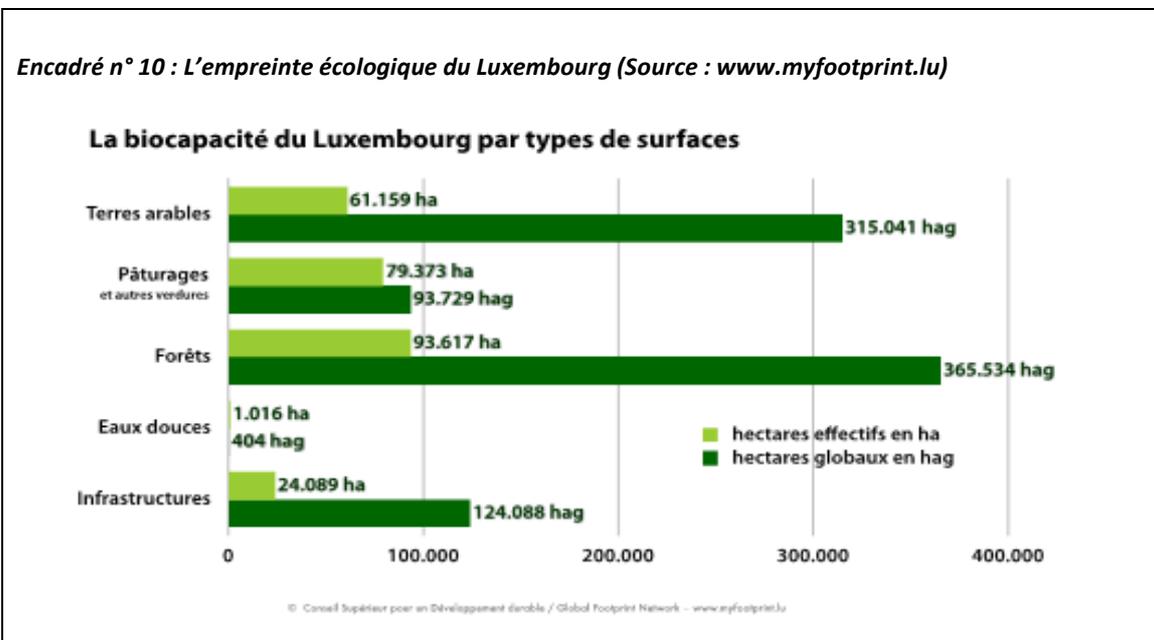
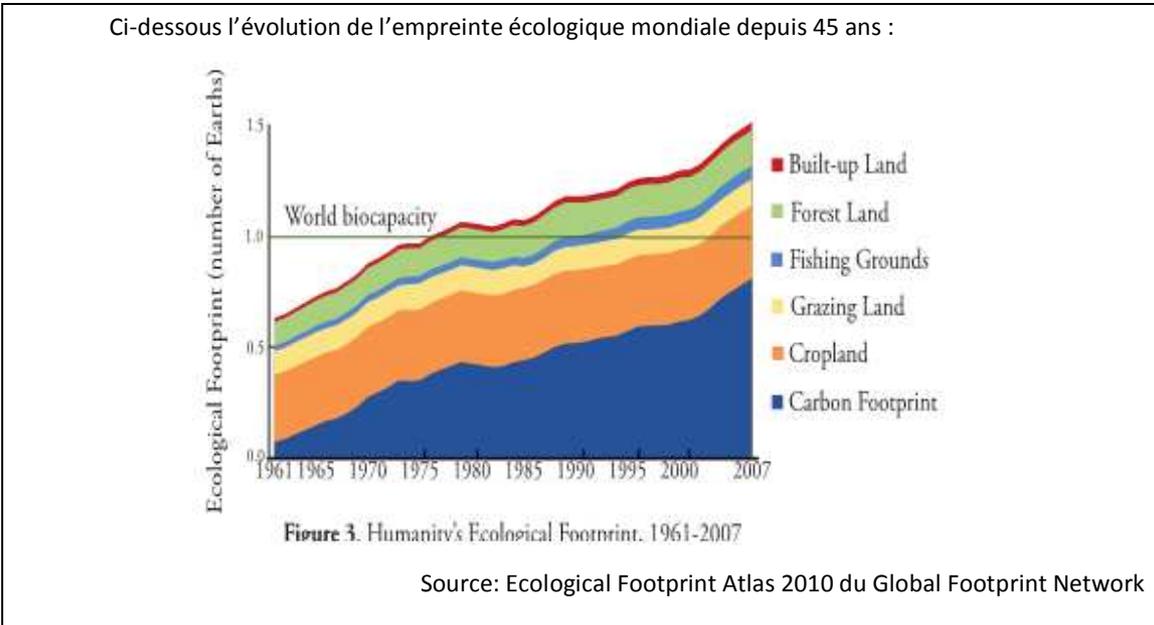
- sa construction est robuste ;
- il s’agit d’un indicateur non composite et emblématique ;
- il possède un suivi international et porte sur la cause majeure du réchauffement climatique ;
- il s’agit d’un indicateur de performance pour les entreprises et les administrations.

Il est possible de le présenter d’une façon aussi parlante que l’empreinte : soit en jour de l’année à partir duquel les émissions saturent la capacité de séquestration planétaire ; soit en nombre de planètes nécessaires pour séquestrer le CO₂. Il devrait enfin être normalisé par le Groupe d’experts intergouvernemental sur l’évolution du climat, afin de faciliter les comparaisons internationales.

⁶⁵ Comme les pollutions de l’agriculture sur l’eau et les effets de la production de certains déchets toxiques.

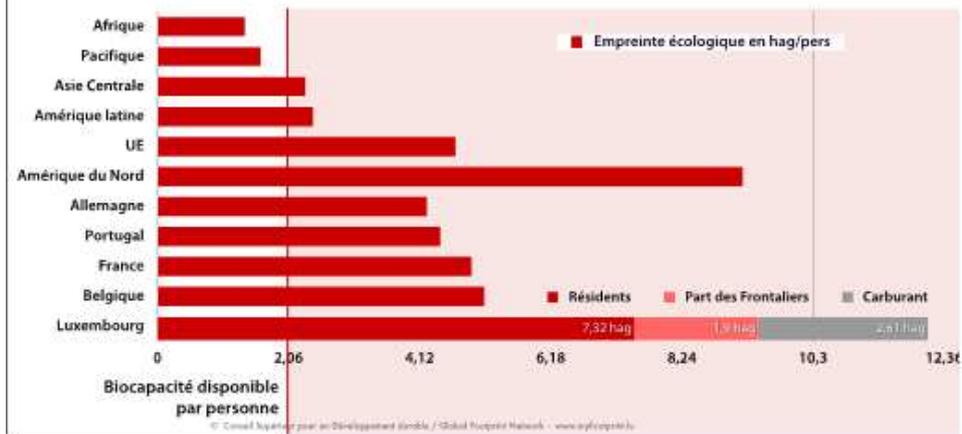
⁶⁶ cf. l’Avis du Conseil Economique, Social et Environnemental de France intitulé « Les indicateurs du développement durable et l’Empreinte Ecologique »



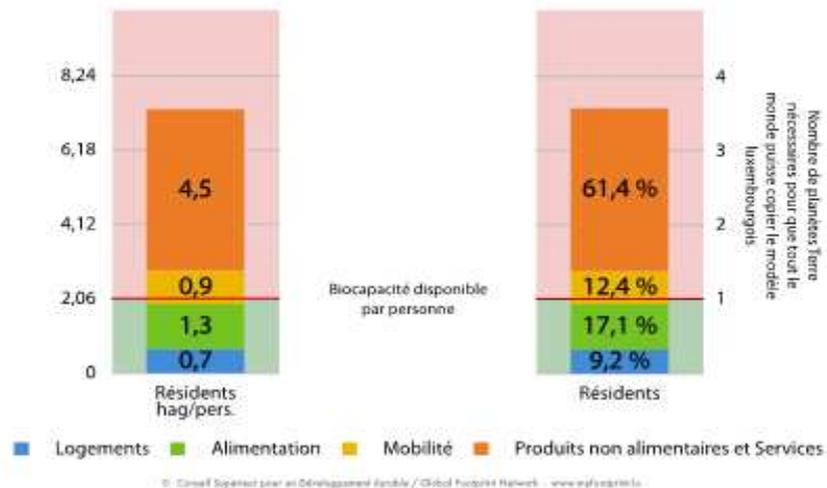


Empreinte écologique nationale du Luxembourg en hag	Logement	Alimentation	Transport routier et mobilité	Produits non alimentaires et Services	Total	Total par habitant
Infrastructures	124.086	-	-	-	118.934	0,27
CO ₂ (Surface absorption du carbone)	190.055	214.108	1.936.615	2.359.495	4.700.273	10,02
Terres cultivées	-	392.832	-	-	392.832	0,84
Pâturages	-	82.907	-	-	82.907	0,18
Forêts	-	-	-	220.024	220.024	0,47
Fleuves	-	28.886	-	-	28.886	0,06
Total	314.141	718.733	1.936.615	2.579.519	5.549.008	11,82
Total par habitant	0,67	1,53	4,13	5,50	11,82	

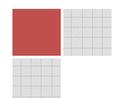
Comparaison de l'Empreinte écologique du Luxembourg 2005



Empreinte écologique des Résidents par catégorie



Pour plus d'informations sur ce point, voir l'Annexe n°10



D'autres mesures possibles sont les indicateurs de découplage⁶⁷ et de productivité des ressources⁶⁸. Elles visent à analyser le rythme de mutation de la société vers l'éco-efficience et la réduction du gaspillage de ressources naturelles.

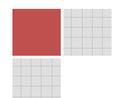
Une autre proposition, souvent revenue, est aussi de « ne pas consommer moins, mais de consommer mieux ». Des mesures concernant l'agriculture biologique/éco-responsable ou la part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie sont les exemples les plus connus de mesure de cette « consommation plus durable ». Le concept de post-croissance, croissance en qualité et non en quantité pourrait faire également l'objet de mesures. Ces mesures ne sont pas disponibles à l'heure actuelle, mais ne devraient pas présenter de difficultés méthodologiques conceptuelles insurmontables. Il s'agira d'introduire des concepts de qualité environnementale à l'instar des mesures de rendements, de qualité des semences, de pesticides, d'OGMs, etc.

4. Deux ressources à surveiller : les ressources énergétiques et foncières

Deux phénomènes importants ont été décrits concernant la dépendance du Luxembourg à l'égard des ressources. Tout d'abord, la dépendance vis-à-vis des énergies fossiles a été mise en évidence. En vue de limiter le changement climatique à 2°C par une réduction des émissions de gaz à effet de serre et de limiter ainsi l'impact sur la société et l'environnement, un accroissement de l'efficacité énergétique et un remplacement des énergies fossiles par des énergies renouvelables constituent des objectifs à la fois environnementaux, de qualité de vie et de création d'emploi local.

⁶⁷ Le but d'un découplage, si possible absolu, de toutes les pollutions de la croissance économique est de réduire durablement les émissions ou les atteintes à l'environnement sans pour autant freiner la croissance économique. L'analyse des causes dans quatre secteurs différents a montré que, dans les secteurs du climat (CO₂), de la nature et du paysage ainsi que de la consommation de matières, la croissance des activités économiques aggrave de manière significative la pollution, tandis que dans le secteur de l'air (SO₂, NO_x, NMVOC, CO), l'effet de la croissance joue un rôle moindre. La politique environnementale doit être d'autant plus efficace dans les secteurs de l'environnement dominés par la croissance : les progrès techniques et les changements structurels (y compris la modification du choix modal en matière de circulation) doivent en effet être tels qu'ils puissent surcompenser l'effet de croissance (Source : <http://www.ecoglobe.ch/economics/f/entk5d25.htm>).

⁶⁸ La productivité des ressources est égale au PIB mesuré à prix constants divisé par la consommation intérieure de matières (en euros par kilogramme). La consommation intérieure de matières agrège, en tonnes, les combustibles fossiles, les produits minéraux et agricoles, extraits du territoire national ou importés sous forme de matières premières ou de produits finis, moins les exportations. Elle mesure la quantité totale de matières physiquement utilisées par l'économie nationale, afin de satisfaire aux besoins de la population (Définition de l'INSEE)



Au Luxembourg, la question foncière pose un autre problème majeur de durabilité. La cherté des logements implique ainsi un déplacement des populations vers des zones moins onéreuses, y compris au-delà des frontières, ce qui engendre des problèmes de transport et une diminution du bien-être (diminution du temps moyen disponible hors travail et sommeil). L'existence d'une forme de rente foncière engendre également des problèmes d'inégalités de richesse. Ce phénomène a, en outre, tendance à s'accroître du fait de la croissance continue de la population résidente. Dans ce contexte, l'objectif porte sur une utilisation responsable de l'espace afin d'accroître la qualité de vie de la population et de réduire les trajets entre les différents « lieux de vie ». Il s'agit aussi de promouvoir une mobilité éco-responsable, une haute qualité sociale et écologique du logement et de promouvoir une plus forte participation à la culture.

Encadré n° 11 : Le problème des prix des logements au Luxembourg

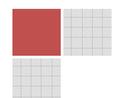
Une étude du STATEC conclut que 80% des ménages résidents trouvent que le coût du logement est préoccupant (c'est-à-dire vécu comme une charge lourde ou plutôt lourde) et que l'investissement dans le logement concerne en moyenne 15,6% de leur revenu net disponible.

Le renchérissement des logements est dû à une très importante hausse des prix des terrains à bâtir depuis le début des années 90 jusqu'à nos jours. Un chiffre-clé permet de mesurer l'ampleur du phénomène: de 1993 à 2004, le prix moyen par are des terrains constructibles a augmenté à raison de 132% (Source : STATEC), alors que le prix de la construction n'a augmenté que de 27% sur la même période. L'évolution démographique, la multiplication des ménages (du fait notamment des nombreux divorces), ainsi que la répartition géographique très inégale induisent une demande très dynamique face à une offre insuffisante de terrains à bâtir. La cherté des terrains est la conséquence directe d'une insuffisante mise sur le marché de terrains à bâtir, elle-même accentuée par deux facteurs essentiels : la rétention et la complexité des procédures d'autorisations communales et étatiques. Ainsi, l'Etude du Plan d'Aménagement Général (PAG) de 2007 révélait que pas moins de 2712 ha constructibles étaient disponibles, dont un tiers mobilisable à court terme.

5. La nécessité d'une démarche prospective (« Zukunftsdebatte »)

La notion de développement durable contient l'exigence même d'une réflexion prospective, mais celle-ci est peu explorée au Luxembourg. Les indicateurs ou les mesures évoqués dans ce rapport ne répondent pas entièrement à cette dernière. Ils sont nécessaires au travail de diagnostic puis de cadrage de la démarche prospective. Celle-ci est engagée par la Société Luxembourgeoise d'Evaluation et de Prospective (SoLEP)⁶⁹, qui a présenté ses objectifs et buts lors du 2nd atelier de travail.

⁶⁹ <http://www.solep.lu/>



Cette association luxembourgeoise a été constituée en 2008 au terme d'une conférence consacrée à la prospective et à l'évaluation⁷⁰ organisée par l'Observatoire de la compétitivité, le CRP Henri Tudor et le STATEC.

Le programme de travail de cette étude prospective est le suivant :

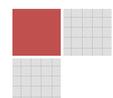
- Un séminaire de formation en décembre 2010
- Une journée d'ateliers prospectifs le 26 avril 2011
- Suite à ces deux événements, la construction et la discussion de scénarios prospectifs sera réalisée

Conclusions

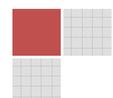
Le groupe technique propose les conclusions suivantes :

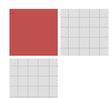
- **Le « monitoring » est la seule approche possible du développement durable au stade actuel. Une mesure individuelle de chacun des capitaux devra cependant être effectuée ultérieurement.**
- **Pour préparer cette prochaine étape et comme mentionné au chapitre premier, il convient de développer le "PIB vert"³⁵ et les comptes environnementaux.**
- **La sélection des indicateurs de développement durable du projet PIBien-être devra prendre en compte les travaux déjà réalisés dans ce domaine (grandes tendances non durables et objectifs de qualité⁵² du PNDD2, Stratégie Europe2020 et Tableau de Bord Compétitivité) dans un souci de cohérence de l'appareil statistique.**
- **Il est important de mesurer l'équité de la société. Cela peut se faire grâce à :**
 - Une mesure des inégalités et de pauvreté (cf. les conclusions du chapitre premier)
 - Une mesure du risque global encouru par la société
 - Une mesure de confiance sociale
- **Des mesures d'une autre consommation des ressources sont à prendre en compte. Il peut s'agir entre autres :**
 - De l'empreinte écologique en tant qu'instrument d'alerte et de communication
 - De l'empreinte carbone en tant que substitut plus rigoureux sur le plan scientifique de l'empreinte écologique

⁷⁰ http://www.odc.public.lu/actualites/2008/01/23_sem_eco/index.html



- Une mesure de découplage
 - Une mesure de productivité des ressources
 - Une mesure du « mieux consommer » (agriculture biologique, énergies renouvelables, mesures de qualités environnementales, etc.)
- **Une attention toute particulière devrait être portée à deux ressources sensibles :**
- **Les énergies fossiles**
 - **Les ressources foncières au Luxembourg (les comptes de patrimoine peuvent ici être utiles, cf. les conclusions du chapitre premier)**
- **Une démarche prospective est nécessaire et dans ce cadre de réflexion, un modèle macro économique-socio-environnemental, à l'exemple du modèle canadien de Peter Victor présenté dans l'ouvrage « Prospérité sans croissance » de Tim Jackson, devrait être développé pour mieux poser les futurs choix de développement.**



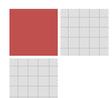


Chapitre trois

Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie

ENJEUX

- **Développer les indicateurs subjectifs : il s'agit d'une innovation dans le paysage scientifique qui comporte certainement des difficultés, mais cette évolution est nécessaire pour mieux appréhender les sentiments des individus**
- **Valoriser les indicateurs subjectifs déjà disponibles au Luxembourg et en développer de nouveaux**
- **Proposer des mesures adéquates pour chacune des dimensions de la qualité de vie**



III. Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie

La qualité de vie est une notion complexe à appréhender. Se basant sur la définition proposée au début de ce rapport⁷¹, le développement durable et la qualité de vie sont deux concepts distincts mais liés. Alors que le développement durable se fonde sur des estimations le plus souvent objectives du développement et du progrès, la qualité de vie recouvre l'ensemble des phénomènes basés sur le ressenti, l'affect et la perception de son existence et peut donc aussi bien faire l'objet de mesures objectives que subjectives.

Au cours de l'atelier de travail consacré à ce thème, la question des valeurs, des objectifs et de ce que recouvre la qualité de la vie a été largement évoquée par certains participants. Ce rapport technique n'est pas le cadre dans lequel ce débat doit être poursuivi. Il revient au CES et au CSDD de reprendre, le cas échéant, ces questions et de les traiter dans leur avis.

Il s'agit enfin de la thématique pour laquelle la question des données/indicateurs disponibles et bien établis est la plus importante. Il existe cependant des bonnes pratiques en Europe, comme les travaux conduits sur ces sujets par la Fondation de Dublin⁷². Ces derniers seront notamment pris en compte lors de la préparation des listes d'indicateurs.

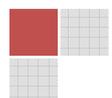
1. Les mesures subjectives : comparaisons sociales et adaptation

Au delà de l'objectivité du bien-être des populations (conditions matérielles et environnementales au sens large⁷³), il convient de prendre en compte leur perception de celui-ci. Cependant, la prise en compte de telles mesures fait face à des écueils. Ainsi, les travaux des économistes du bonheur montrent que les individus sont sujets à deux phénomènes : d'une part, l'adaptation temporelle et d'autre part, les comparaisons interpersonnelles.

⁷¹ Sous sa forme synthétique : Bien-être = f (Développement Durable ; Qualité de Vie)

⁷² European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions, qui mènera en 2011 une enquête sur la qualité de vie pouvant fournir la majorité des indicateurs de qualité de vie définis par le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi
<http://www.eurofound.europa.eu/areas/qualityoflife/eqls/eqls2007/results.htm>

⁷³ « Contrairement à la "nature", l'"environnement" englobe les activités humaines. Il s'agit donc d'une notion plus large que la notion de "nature". Il existe de multiples définitions concernant l'environnement (qui en fait signifie "milieu") que l'on peut décrire comme l'ensemble des conditions naturelles ou artificielles (physiques, chimiques et biologiques) et culturelles (sociologiques) dans lesquelles les organismes vivants se développent (dont l'homme, les espèces animales et végétales). Source : Pages 34 et 35 de l'avis du CES sur l'évolution de la situation économique, sociale et financière de 2007.



Concernant le premier élément, cela signifie qu'un progrès est perçu comme tel jusqu'au moment où un individu donné s'y est adapté.

Ce phénomène permet notamment d'expliquer le paradoxe d'Easterlin⁷⁴ : Le bien-être matériel des individus a progressé. Mais cela ne s'est pas traduit par un changement des réponses des individus à la question sur leur satisfaction de vie, car ils s'habituent d'année en année aux nouvelles évolutions du bien-être.

Concernant le second élément, certaines améliorations du bien-être bénéficient à tous. Dès lors que des personnes perçoivent « leur supplément de bien-être », comme étant moindre ou plus faible à celui d'autres individus, ils vivront cette expérience négativement. En d'autres termes et le Prof. Clark⁷⁵ avait évoqué un tel exemple, une personne préfère avoir 100 de plus si les autres ont 120, au lieu d'avoir 1000 de plus si les autres ont 3000. Cette seconde conclusion met en relief l'importance de la question de l'équité (conformément aux conclusions des deux premiers chapitres de ce rapport qui soulignaient le besoin de mesurer plus finement les inégalités et la pauvreté)

Encadré n°12 : Etat de l'art sur les écueils des mesures subjectives

Voici un tableau synthétisant les travaux du Prof. Andrew Clark⁷⁵ sur la question :

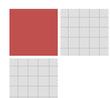
	Comparaisons horizontales (statut)	Comparaisons intertemporelles (adaptation)
Revenu	Oui	Oui
Chômage	Oui	Non
Mariage/Divorce	?	Oui
Santé	Peut-être?	Partiel?
Activités sociales	Peut-être?	Non?
Libertés	?	?
Religion	Peut-être?	?

*Pour plus d'informations sur ce point, consulter la partie relative
à l'intervention du Prof. Clark de l'Annexe n°5*

La présence de ces écueils ne signifie pas pour autant que les mesures subjectives doivent être abandonnées : elles ne fournissent pas une information substituable à celle des indicateurs objectifs, mais bel et bien une information complémentaire.

⁷⁴ Cf. encadré n°3, Page 20

⁷⁵ Directeur de recherche au CNRS à la Paris School of Economics (DELTA/PSE)



Des mesures subjectives devraient notamment être utilisées afin de mesurer les domaines du bien-être les plus importants ou les plus sensibles, c'est-à-dire ceux où l'insatisfaction est la plus grande afin de contrôler l'adéquation des politiques mises en œuvre avec le ressenti des populations⁷⁶. Ces nouveaux types de mesure peuvent également permettre de mesurer les priorités des populations et ainsi rendre les pondérations utilisées dans les indices composites moins arbitraires.

2. Les données subjectives au Luxembourg

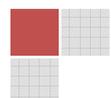
Un certain nombre d'indicateurs composites et de données subjectives sont déjà disponibles au Luxembourg, notamment de par l'existence de l'« European Values Study » (EVS)⁷⁷. Ci-dessous sont présentés 14 indicateurs composites subjectifs ayant trait à la gouvernance et au capital social (et développés par le CEPS/Instead à partir des résultats de cette enquête). Même si l'enquête EVS n'a lieu que tous les 9 ans, il peut-être intéressant de développer des indicateurs similaires à ces éléments composites à des fréquences plus régulières. De la même façon, le récent rapport « Travail et Cohésion sociale 2009 » du STATEC fait appel, lui aussi, à un certain nombre de données subjectives mises en parallèle avec des données objectives (pour les raisons évoquées au paragraphe ci-dessus). Ce dernier repose en partie sur les données de l'European Social Survey⁷⁸ (ESS) qu'il serait utile de financer à nouveau (elle ne l'a plus été depuis 2004), afin de disposer de données/indicateurs subjectifs comparables au niveau européen.

Sphère	Formel	Substantiel
Politique	<ul style="list-style-type: none"> • Confiance dans les systèmes nationaux • Confiance dans les organisations nationales • Confiance dans les organisations autoritaires • Satisfaction avec le gouvernement et démocratie 	<ul style="list-style-type: none"> • Participation légale • Participation illégale • Actions politiques institutions • Conduite politique dans la vie quotidienne

⁷⁶ Conformément aux conclusions du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi qui propose de mesurer la satisfaction à travers des mesures d'insatisfaction

⁷⁷ <http://valcos.ceps.lu/>

⁷⁸ <http://www.europeansocialsurvey.org/>



Socio culturelle	<ul style="list-style-type: none"> • Solidarité proximale ⁷⁹ • Solidarité distale ⁸⁰ 	<ul style="list-style-type: none"> • Associations sociales • Associations politiques • Organisations culturelles • Organisations humanitaires • Organisations de jeunesse/sport • Relations interpersonnelles
------------------	--	---

Source : Enquête EVS

Un cadre pour des indicateurs objectifs et subjectifs dans le "Rapport Travail et Cohésion sociale 2009" du STATEC	
Dimension du bien-être	
Objectif	Subjectif
Niveau de vie RNB par habitant; Consommation/habitant; Espérance de vie	Bien-être subjectif Satisfaction avec la vie; Satisfaction avec la santé
Participation à la vie économique Taux d'emploi; Taux de chômage	
Distribution du revenu monétaire Taux de pauvreté; Distribution du revenu(Gini)	Pauvreté subjective Revenu perçu comme se situant en-dessous d'un revenu permettant de joindre les deux bouts

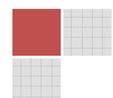
Dimension politique, civique et institutionnelle	
Objectif/Comportement	Subjectif/Attitudes
Participation formelle Participation aux élections; Participation à des associations politiques et civiques, partis politiques, syndicats, organisations professionnelles, humanitaires, environnementales ...	Confiance dans les institutions Parlement, justice, police, figures politiques, partis politiques, système éducatif, système de santé, gouvernement
Engagement politique et civique informel Participation à des manifestations, boycott de produits, porter un badge, signer une pétition	Intérêt pour la politique Basé sur la question « How interested would you say you are in politics ... »

Dimension socio-culturelle (capital social)	
Objectif/Comportement	Subjectif/Attitudes
Participation à des associations Participation à des associations culturelles, sociales et sportives Contacts informels Fréquence de contact avec des amis et collègues Aide bénévole (en dehors de la famille) disponible si besoin	Confiance interpersonnelle Indicateur de confiance Perception de l'immigration Acceptation de l'immigration; Acceptation de la diversité; Perception de l'importance économique de l'immigration

Source : Rapport Travail et Cohésion sociale 2009 du STATEC

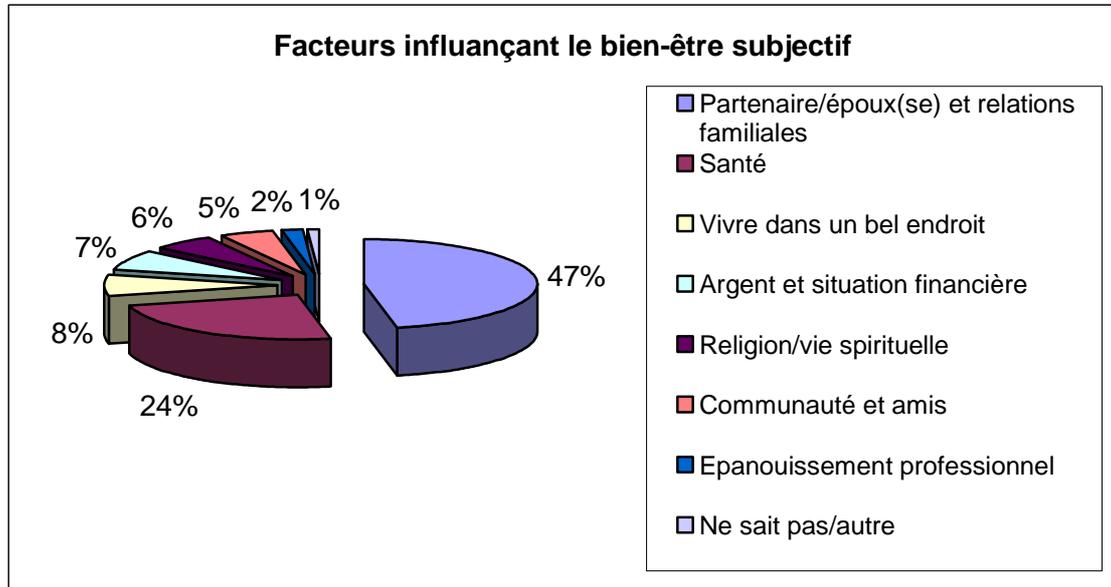
⁷⁹ Vis-à-vis des proches

⁸⁰ Vis-à-vis des personnes vulnérables



3. Les facteurs influençant le bien-être

L'étude ci-dessous datant de 2005 et commandé par la BBC⁸¹ à GfK NOP⁸² indique les principales composantes du bien-être subjectif.



Source : Prospérité sans croissance de Tim Jackson

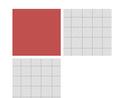
Ces composantes se retrouvent également au sein du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, qui les regroupe de la manière suivante :

- conditions de vie matérielles (revenu, consommation et patrimoine)
- santé
- éducation
- activités personnelles (dont le travail)
- participation politique et gouvernance
- liens et rapports sociaux
- environnement
- insécurité économique et physique

En outre, ces composantes se retrouvent toujours sous une forme ou une autre au sein des différentes études relatives à la qualité de vie. Aussi, un enjeu important du projet PIBien-être sera de développer différentes mesures ayant trait à chacune de ces composantes.

⁸¹ British Broadcasting Corporation (BBC) : organe de production et de diffusion de programmes de radio-télévision britannique.

⁸² GfK National Opinion Polls : agence privée de recherche fournissant une vue des affaires à travers des études quantitatives et qualitatives



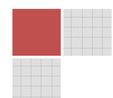
Par exemple, pour le domaine « famille », le temps moyen passé en famille, l'intensité du lien social entre membres de la même famille, la satisfaction vis à vis de ses relations familiales, etc. peuvent être des variables intéressantes. Pour ce qui est du domaine « santé », il peut être utile de mesurer l'espérance de vie à la naissance/à 65 ans/en bonne santé, la satisfaction avec son état de santé, l'état de santé auto-déclaré, etc. Il convient aussi de noter que les mesures de ces dimensions ont une portée plus large que celle à laquelle on s'attend a priori. Ainsi, l'espérance de vie est souvent considérée comme une variable *output* du bien-être. En outre, les mesures de santé auto-déclarées révèlent également le bien-être psychique (stress familial, professionnel, sociétal, etc.) des individus.

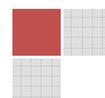
Une autre approche pourrait être de développer uniquement des mesures pour les domaines sensibles, c'est-à-dire ceux pour lesquels l'insatisfaction des populations est grande (cf. la page 50 de ce rapport)

Conclusions

Le groupe technique propose les conclusions suivantes :

- Malgré les critiques que l'on peut adresser aux **variables subjectives**, elles **doivent être introduites** en complémentarité des mesures objectives **pour les domaines sensibles ou les domaines clés**.
- Il serait intéressant de développer l'utilisation des données subjectives déjà disponibles pour le Luxembourg et d'observer, à partir des résultats de l'EVS, les **domaines les plus importants pour la mesure du bien-être ou ceux pour lesquels l'insatisfaction est la plus élevée**.
- Il serait intéressant de reprendre les données publiées par la Fondation de Dublin sur la qualité de vie et de financer l'enquête European Social Survey (ESS).
- Il serait bon de disposer d'une **mesure relative à chaque composante de la qualité de vie**
 - o Dans ce cadre, l'utilisation des **budgets-temps** peut constituer une bonne première approche pour mesurer certaines composantes de la qualité de vie. Une enquête doit être lancée.
 - o Le développement de **mesures subjectives liées à la satisfaction**, est essentiel pour disposer d'informations sur le ressenti réel des populations et pour pouvoir les comparer aux mesures objectives traditionnelles.
 - o La **confrontation entre données subjectives et objectives** devra être développée, voire systématisée dans la pratique statistique.



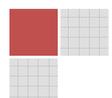


Chapitre quatre

Exercice d'Etalonnage (« Benchmark ») des Indicateurs de Progrès, de Développement Durable et de Bien-être

ENJEUX

- Choisir des indicateurs pertinents pour un premier niveau de tableau de bord
- Choisir des indicateurs plus détaillés pour d'autres niveaux de tableau de bord



Etalonnage (« Benchmark ») des indicateurs de progrès, de développement durable et de bien-être

Dans le cadre d'un processus de sélection d'indicateurs de bien-être, il semble souhaitable d'observer les expériences qui ont déjà été menées à l'étranger, de manière à en tirer des enseignements et de ne pas adopter une approche isolée au niveau international. Un tel exercice permet également un gain de temps, en évitant de devoir inventer une nouvelle approche pour mesurer le bien-être et en permettant d'établir des comparaisons entre les besoins exprimés par les citoyens et les indicateurs retenus dans d'autres nations.

Méthodologie retenue

Liste des sets d'indicateurs retenus

La liste des sets d'indicateurs retenus pour ce benchmark est la suivante :

- ✓ les quatre pays pionniers pour la mesure du progrès et du bien-être des sociétés (Australie⁸³, Nouvelle-Zélande⁸⁴, Canada⁸⁵ et Irlande⁸⁶) : ce sont les pays qui ont le plus travaillé et le plus progressé sur la problématique qui nous intéresse. Ils ont notamment produit des rapports sur le progrès des sociétés et déterminé des sets d'indicateurs en collaboration avec la société civile. Cependant, leur modèle économique et social appartient à la tradition anglo-saxonne, inadapté en partie au cas du Luxembourg. De même, le Canada travaille encore à définir de nouveaux indicateurs pour d'autres domaines du bien-être. Enfin, ces sets d'indicateurs ont pour limite de mettre trop l'accent sur les aspects économiques du progrès.
- ✓ les deux grands cadres européens que sont les indicateurs de la Stratégie de Développement Durable (SDS⁸⁷) et de la Stratégie EU 2020⁸⁸ : le but est de prendre en compte les grands objectifs de progrès au niveau européen.

⁸³ Measures of Australia's Progress :

<http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/1383.0.55.001> (pour 2009)

[http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/by%20Subject/1370.0~2010~Main%20Features~Home%20page%20\(1\)](http://www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/by%20Subject/1370.0~2010~Main%20Features~Home%20page%20(1)) (pour 2010, en cours)

⁸⁴ The Social Report: <http://www.socialreport.msd.govt.nz/>

⁸⁵ Indice Canadien du Mieux-Être:

<http://www.ciw.ca/fr/TheCanadianIndexOfWellbeing/DomainsOfWellbeing.aspx>

⁸⁶ Measuring Ireland's Progress:

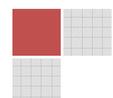
http://www.cso.ie/releasespublications/documents/other_releases/2009/progress2009/measuringirelandprogress2009.pdf

⁸⁷ Sustainable Development Strategy :

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/sdi/context>

⁸⁸ EU 2020 Strategy :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/europe_2020_indicators/headline_indicators



Le futur tableau de bord du projet PIBien-être pourra alors se targuer d'avoir pris en compte certains des grands objectifs et cadres supranationaux. Il pourra être utile au monitoring politique. En outre, la Grande Région est en train de développer, elle aussi, un set d'indicateurs de développement durable. Bien que la liste des indicateurs n'ait pas encore été fixée, il est d'ores et déjà acquis que l'approche de cette dernière se calquera en grande partie sur celle de la Stratégie de Développement Durable (SDS). Aussi, la prise en compte de cette dernière permettra également de se rapprocher du cadre fixé par la Grande Région.

Enfin, il est intéressant de constater que la plupart des pays européens ont eux aussi mis en place des sets d'indicateurs de développement durable basés sur la Stratégie de Développement Durable (SDS) de l'Union européenne. Ce fait explique le nombre limité de pays européens conservés au sein de l'exercice de benchmark (Voir ci-dessous).

- ✓ les pays voisins du Luxembourg (Belgique⁸⁹, Pays-Bas⁹⁰, France⁹¹), les indicateurs de l'ancien PNDD⁹² et ceux de la Suisse⁹³, pays ayant certaines similitudes avec le Luxembourg : ces pays ont réalisé des travaux dans ce domaine et possèdent des spécificités économiques et sociales communes. Il s'agit du modèle social et économique de type continental ou des pays de la « vieille Europe ». En outre, ces sets d'indicateurs apportent une véritable plus-value par rapport aux indicateurs de la Stratégie de Développement Durable de l'Union européenne.
 - La prise en compte de la Belgique et des Pays-Bas est intéressante, du fait de leur association traditionnelle au Luxembourg dans le cadre du Benelux et du fait de l'originalité des sets d'indicateurs existants⁹⁴.

⁸⁹ Avis pour un set d'indicateurs pour le développement durable au niveau belge :

http://www.belspo.be/frdocfdd/DOC/pub/ad_av/2007/2007a15f.pdf

⁹⁰ Sustainability Monitor for the Netherlands 2009:

<http://www.rivm.nl/bibliotheek/rapporten/500147002.pdf>

⁹¹ Les actes de la conférence nationale sur les indicateurs de développement durable :

http://www.cnis.fr/agenda/CR/CR_0546.pdf

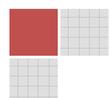
⁹² Les indicateurs du PNDD luxembourgeois pour l'année 2006 :

http://www.environnement.public.lu/developpement_durable/indicateurs/IDD_MAJ_06_08_ALL_PDF.pdf

⁹³ Système d'indicateurs MONET :

<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index/themen/21/02/01.html>

⁹⁴ Le set d'indicateurs des Pays-Bas (Le Moniteur de Durabilité des Pays-Bas) a l'originalité de se baser sur l'approche par capitaux et celui choisi pour la Belgique d'avoir été réalisé par un Conseil du Développement Durable (voir note de bas de page suivante pour plus d'explications).

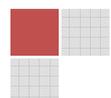


En outre, celui retenu pour la Belgique a été réalisé par un Conseil du Développement Durable⁹⁵.

- La France a été retenue du fait de l'intérêt du Groupe Conjoint pour les travaux français, comme en témoigne l'invitation de M. Philippe Le Clézio à la conférence inaugurale du projet PIBien-être, le 1^{er} Mars 2010 ; M. Jean Philippe Cotis lors du 1^{er} atelier de travail, le 19 mai 2010 ; ou encore de M. Patrick Viveret, le 2 juin 2010.
- Le cas de la Suisse est également intéressant, du fait d'un grand nombre de spécificités communes avec le Grand-Duché : haut niveau de PIB/habitant, nombreux travailleurs frontaliers, secteur bancaire fortement développé, multilinguisme, etc. En outre, le projet suisse est un des projets pionniers, sur lequel s'est basé par la suite d'autres pays comme la Nouvelle Zélande.
- Ensuite, en l'absence d'un nouveau set d'indicateurs pour le PNDD, les indicateurs du premier PNDD ont été repris.
- Enfin, il est à noter que l'Allemagne conduit de nombreux travaux sur le développement durable et ceci depuis plusieurs années (« PIB vert³⁵ » et comptes satellites) et qu'elle vient de lancer des travaux d'étude relatifs au bien-être. Bien que non intégrés à l'exercice de benchmark, ces travaux seront pris en compte et feront évoluer les listes d'indicateurs retenus.

Remarque : Seuls des sets d'indicateurs de pays développés ont été retenus, car ces derniers sont soumis à des problématiques similaires à celles du Luxembourg. Il apparaît, en effet, inadéquat de prendre en compte les sets des pays en voie de développement comme base de comparaison dans un exercice d'étalonnage (« benchmark ») sur cette problématique.

⁹⁵ Le set d'indicateurs retenu par la Belgique est celui du Conseil Fédéral du Développement Durable (CFDD) mentionné dans *l'Avis pour un set d'indicateurs pour le développement durable au niveau belge* de Septembre 2007. Bien que n'ayant pas été retenu au niveau national, contrairement au set du Bureau Fédéral du Plan, c'est ce premier qui a été retenu dans notre approche et ceci pour deux raisons. Premièrement, le set du Bureau Fédéral du Plan se base pour beaucoup sur l'approche d'Eurostat, déjà choisie au sein de notre benchmark. Deuxièmement, ce set d'indicateurs a été réalisé par une instance consultative représentant les forces vives de la nation ainsi que la société civile, c'est-à-dire une institution proche du groupe conjoint CES-CSDD.

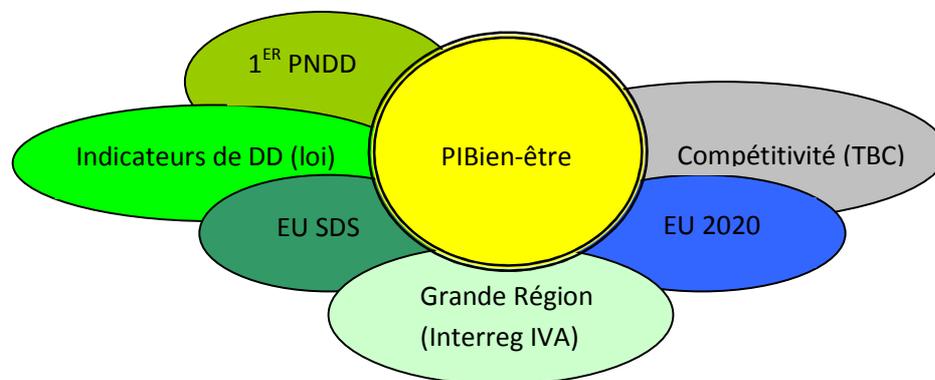


Synergies réalisées

Un effort de communication a été réalisé d'une part avec les personnes en charge de la sélection des indicateurs du PNDD et d'autre part avec ceux de développement durable au niveau de la Grande Région⁹⁶. Le but n'est pas de disposer de tableaux de bord communs, mais de tableaux de bord possédant suffisamment de points communs et de cohérence pour assurer aux différents instruments de mesure une certaine cohésion.

La visibilité des indicateurs de bien-être devra ainsi amener à diminuer le nombre d'incohérences ou de divergences au sein des systèmes d'information.

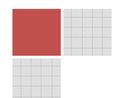
Ci-dessous, se trouve un schéma présentant les différentes articulations entre les projets en cours :



Sélection des indicateurs

Etant donné la variété des tableaux de bord retenus, il a fallu déterminer une méthode de standardisation de ces derniers. Aussi, il a été décidé que pour les tableaux de bord « à un seul niveau », l'ensemble des indicateurs seraient repris, alors que pour les tableaux de bord « à plusieurs niveaux », seul le premier niveau d'indicateurs serait retenu. Une telle démarche a été préconisée, car la finalité de ce rapport est d'aider dans un premier temps à la détermination d'un premier niveau de tableau de bord, qui plus est, le plus restreint possible.

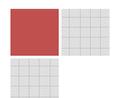
⁹⁶ Travaux du groupe de travail « Statistiques » de la Grande Région dans le cadre du projet Interreg-IVA (2010-2011) « recherche et analyse de nouveaux indicateurs harmonisés pour la Grande Région : une approche thématique » : <http://www.grande-region.lu>



Explications pour la lecture du tableau de résultats

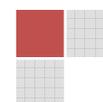
Au sein du tableau de la page suivante :

- ✓ L'ordre de classement est déterminé par le nombre d'occurrence de la variable dans le benchmark
- ✓ les croix (x) représentent la variable retenue « telle quelle » dans un set d'indicateurs (par exemple, le taux de chômage est inscrit tel quel).
- ✓ les symboles « environ égal » (\approx) représentent une variable très proche retenue dans un set d'indicateurs (par exemple, le taux d'emploi est coché avec ce symbole comme taux de chômage). Ce genre de regroupement peut être effectué du fait que l'on se situe dans un exercice de benchmark. En effet, il est fort probable qu'un pays choisisse un indicateur et qu'un autre en choisisse un différent. Le danger est alors, en cas de non regroupement des variables, de ne pas obtenir de score élevé pour des phénomènes mesurables par plusieurs variables proches.
- ✓ Les cases marquées en couleur verte représentent les variables se retrouvant dans au moins un tiers des nations et au maximum dans les trois quart des nations.



Résultats obtenus pour les indicateurs-clés (indicateurs repris des tableaux de bord de synthèse ou *headline indicators*)

Classement des variables (nb de fois où la variable est retrouvée)	A	NZ	CA	IE	SDS	UE	PNDD	FR	BE	NL	CH	TOT
Total des émissions de gaz à effet de serre (GES)	x			x	x	x	x	x	x	x		8
Taux de chômage/taux d'emploi	x	x	≈	x		≈	x	x			x	8
Espérance de vie à la naissance	x	x	x	x	x			x	x	x	x	8
Aide publique nette au développement/RNB			x	x	x		x	x	x		x	7
% des 25-64 ans ayant reçu au moins une éducation de type ...	≈	x		x		≈	x	≈		x		7
PIB				x	x		x	x	x	x		6
Proportion de victimes de crimes personnels (vols et attaques)	x	x	x	≈							x	5
Taux de chômage chronique/de longue durée	≈	≈	x	x					x			5
Revenu réel disponible net par personne	x		≈	≈							x	4
Croissance de la dette nationale ou Dette/PIB				x			x		x		x	4
Croissance des dépenses de Recherche et Développement (R&D)				x		≈		x		x		4
Taux de risque de pauvreté / après transferts sociaux				x	≈	≈			x			4
Croissance de la consommation d'énergie/PIB ou intensité énergétique				x		≈	x				x	4
Nb de jrs où la concentration en particules fines dépasse les seuils fixés	x	x								≈		3
Nombre de cambriolages fait ou essayés et vols de voitures	x		x	≈								3
Ratio du dernier décile/sur le premier décile du revenu disponible		x	≈					x				3
% de la pop ayant un logement où une chambre de plus serait requise		x	≈				x					3
Part de la population en âge de voter qui ne vote pas		x	≈	x								3
Proportion de femmes élues au Parlement		x	x					x				3
Part des répondants trouvant que certains groupes sont discriminés		x	≈							≈		3
Part de la pop affirmant que l'on peut avoir confiance dans les autres		x	x							≈		3
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) : investissement				x			x				x	3
Nombre de départs prématurés de l'école				x		x		x				3
Ratio de dépendance (pop en âge de travailler/pop en âge d'inactivité)				x			x		x			3
Part des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie					x	x		x				3
Abondance des oiseaux communs					x			x			x	3



Correspondances avec les conclusions des ateliers de travail

En répartissant les variables selon les trois volets du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, nous avons la représentation suivante :

Volet Economique		
PIB	Revenu réel disponible net/habitant	Croissance des dépenses de R et D
<i>RNB/habitant</i>	<i>RNB/habitant ou Consommation finale effective</i>	

Volet Social et Qualité de Vie					
Taux de chômage/ taux d'emploi	Taux de chômage chronique/de longue durée	Risque de pauvreté / après transferts sociaux	Espérance de vie à la naissance	Proportion de victimes de crimes personnels	Proportion des 25-64 ans ayant reçu au moins une éducation de type...
		<i>Mesure des inégalités (Gini, rapports interquintiles, interdéciles, taux de pauvreté)</i>	<i>Espérance de vie à 65 ans, en bonne santé, satisfaction avec la santé, état de santé auto-déclaré</i>		

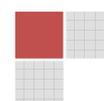
Volet Durabilité et Environnement			
Total des émissions de Gaz à Effet de Serre	Intensité énergétique	Dette/PIB	Aide publique au développement net/RNB
<i>Indicateurs de découplage</i>	<i>Part des énergies renouvelables</i>		

Les indicateurs ressortant des ateliers de travail et se retrouvant au sein du benchmark sont indiqués en caractère gras. Sont également indiqués en italique les indicateurs alternatifs proposés lors des ateliers de travail.

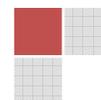
Résultats obtenus pour les indicateurs de rangs supplémentaires

Pour ce qui est du benchmark étendu, c'est-à-dire au-delà des indicateurs de 1^{er} rang, la méthodologie retenue est différente. En effet, pour chaque pays ont été retenus l'ensemble des indicateurs de 1^{er} rang, mais aussi de 2nd et 3^e rang, les indicateurs de contexte et ceux supplémentaires. L'ensemble des indicateurs de chaque tableau de bord a donc été retenu pour ce benchmark. Les indicateurs retenus sont subdivisés en trois catégories :

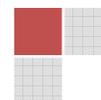
- ✓ ceux en jaune se retrouvent chez au moins un tiers et au maximum la moitié
- ✓ ceux en doré se retrouvent chez au moins la moitié et au maximum les 3/4
- ✓ ceux en orange se retrouvent chez plus des 3/4 des pays sélectionnés



Classement des variables (nb de fois retrouvée)	A	NZ	CA	IE	SDS	UE	PNDD	FR	BE	NL	CH	TOT
Taux de chômage	X	X	X	X	X	X	X	X	X		X	10
Emissions de GES	X			X	X	X	X	X	X	X	X	9
% de jeunes quittant prématurément l'école				X	X	X	X	X	X	X	X	8
Inégalité de répartition des revenus	X	X	X		X			X	X		X	7
Aide publique au développement			X	X	X		X	X	X		X	7
Dépenses de recherche et au développement (R&D)	X			X	X	X		X		X	X	7
Personnes vivant sous le seuil de pauvreté	X	X			X		X	X			X	6
Espérance de vie en bonne santé		X	X		X				X	X	X	6
Part des investissements dans le PIB	X			X	X		X			X	X	6
Intensité énergétique = consommation NRJ/PIB				X	X	X	X			X	X	6
% des énergies renouvelables dans la prod. d'énergie					X	X	X	X		X	X	6
PIB/tête	X			X	X		X	X	X			6
Nombre de diplômés du degré supérieur	X	X		X		X	X		X			6
% ayant reçu une éducation dans le secondaire/tertiaire	X	X		X		X	X			X		6
Espérance de vie	X	X	X	X	X			X				6
Revenu des ménages	X	X	X	X							X	5
Taux de suicide	X	X			X				X		X	5
Nombre de délits violents	X	X	X	X							X	5
Proportion de femmes élues à des assemblées	X	X	X					X			X	5
Compétences en lecture	X	X		X	X						X	5
Productivité du travail	X			X	X				X		X	5
Dettes publiques				X	X		X		X		X	5
Volume de déchets municipaux				X	X		X		X		X	5
Taux de récupération des déchets				X	X		X		X		X	5
Taux de chômage de longue durée	X		X	X	X				X			5
Nombre de tués sur les routes	X	X			X		X		X			5
Taux de participation aux élections législatives	X	X	X	X	X							5



Participation à des cours de formation continue				x				x	x	x	4
Taux d'utilisation d'Internet	x	x		x						x	4
Nombre de demandes de brevets déposés				x				x	x	x	4
Répartition modale du transport de personnes					x		x			x	4
Répartition modale du transport de marchandises				x			x			x	4
Consommation finale d'énergie					x		x		x	x	4
Emissions de CO2	x				x		x			x	4
Concentration des particules fines	x				x					x	4
Population des oiseaux nicheurs/commons	x				x			x		x	4
Risque de pauvreté après transferts sociaux					x	x	x				4
Taux de fertilité					x				x	x	4
Sentiments de discrimination	x	x	x							x	4
Répartition des décès selon leurs causes	x	x					x				4
% d'individus vivant dans des ménages sans emploi	x				x		x	x			4



En répartissant les dites variables se retrouvant dans au moins la moitié des sets sélectionnés selon les trois volets du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, nous avons la représentation suivante :

Volet Economique					
Taux de chômage	Inégalité de répartition des revenus	Dépenses de recherche et au développement (R&D)	Personnes vivant sous le seuil de pauvreté	Part des investissements dans le PIB	PIB/tête
	<i>Mesures de pauvreté</i>		<i>Mesures des inégalités</i>		<i>RNB/habitant</i>

Volet Social et Qualité de Vie				
% de jeunes quittant prématurément l'école	Espérance de vie en bonne santé	Nombre de diplômés du degré supérieur	% ayant reçu une éducation dans le secondaire/tertiaire	Espérance de vie

Volet Durabilité et Environnement			
Emissions de GES	Aide publique au développement	Intensité énergétique = consommation d'énergie/PIB	% des énergies renouvelables dans la production totale d'énergie
Indicateurs de découplage		Indicateurs de découplage	

Les indicateurs ressortant des ateliers de travail et se retrouvant au sein du benchmark sont indiqués en caractère gras. Sont également indiqués les indicateurs alternatifs proposés lors des ateliers de travail en italique.

Ci-joint **la liste complète des indicateurs du benchmark étendu** ventilé par volet du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, puis par thème.

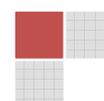
○ Pour le volet économique:

-PIB/tête

-revenu des ménages

-taux de chômage

-taux de chômage de longue durée



- inégalité de répartition des revenus*
- personnes vivant sous le seuil de pauvreté*
- % d'individus vivant dans des ménages sans emploi*
- risque de pauvreté après transferts sociaux*

- part des investissements dans le PIB*
- dépenses de recherche et développement*
- nombre de demandes de brevets déposés*
- taux d'utilisation d'Internet*
- participation à des cours de formation continue*
- productivité du travail*

- dette publique*

○ Pour le volet social et qualité de vie:

- % de jeunes quittant prématurément l'école*
- nombre de diplômés du degré supérieur*
- % ayant reçu une éducation dans le secondaire/tertiaire*
- compétences en lectures*

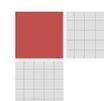
- espérance de vie*
- espérance de vie en bonne santé*
- taux de suicide*
- nombre de tués sur les routes*
- répartition des décès selon leurs causes*
- taux de fertilité*

- proportion de femmes élues à des assemblées*
- taux de participation aux élections législatives*

- nombre de délits violents*
- sentiments de discrimination*

○ Pour le volet durabilité et environnement:

- émissions de gaz à effet de serre*
- émissions de CO2*
- concentration en particules fines*
- consommation finale d'énergie*
- intensité énergétique*
- part des énergies renouvelables dans la production d'énergie*



- volume de déchets municipaux
- taux de récupération des déchets

- répartition modale du transport de personnes
- répartition modale du transport de marchandises

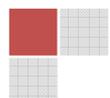
- aide publique au développement
- population des oiseaux nicheurs/communs

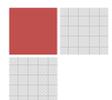
Notons que d'autres indicateurs ont été trouvés dans l'exercice d'étalonnage (« benchmark ») et peuvent représenter certaines spécificités luxembourgeoises.

○ Ces indicateurs plus spécifiques sont les suivants :

- coût du logement
- nombre de logements achevés par an
- programmes locaux à la TV
- utilisation de la langue locale
- conservation de la langue locale⁹⁷
- % des gens pouvant parler la langue locale

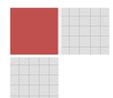
⁹⁷ Part des personnes pouvant parler la langue de leur groupe ethnique





Conclusion

Pistes pour la détermination d'un tableau de bord et la rédaction d'un futur rapport sur le progrès sociétal luxembourgeois



Synthèse des indicateurs identifiés par le rapport technique

Le rapport technique a permis d'identifier un peu plus d'une centaine de variables potentiellement utilisables (variables des ateliers de travail, de la littérature scientifique et de l'étalonnage (« benchmark »)). Le CES et le CSDD devront évaluer, modifier et valider ces choix.

Le rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, mais aussi d'autres bonnes pratiques recommandent ou retiennent une structuration de ces indicateurs en plusieurs niveaux. Il s'agit le plus souvent de trois niveaux : un niveau de tableau de bord d'une dizaine-quinzaine d'indicateurs, un second plus détaillé et enfin un dernier qui reprend l'ensemble. Il conviendrait que le CES et le CSDD examinent ces aspects et sollicitent, le cas échéant, des travaux complémentaires.

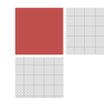
La liste ci-dessous présente les indicateurs identifiés par le rapport technique pour le tableau de bord du bien-être. Les variables mises en gras émanent du public des différents ateliers de travail et celles en italique restent à développer. Les variables du projet Valcos (Valeurs et Cohésion Sociale) produites à partir de l'enquête EVS ne sont pas disponibles régulièrement mais pourront faire l'objet de développements annuels.

Bien-être

001. **Satisfaction avec la vie** (Rapport Travail et Cohésion sociale)

Capital social/solidarité

- 002. Solidarité proximale/avec les proches (Valcos)
- 003. Solidarité distale/avec les plus démunis (Valcos)
- 004. Associations sociales (Valcos)
- 005. Organisations humanitaires (Valcos)
- 006. Organisations de jeunesse/sport (Valcos)
- 007. Relations interpersonnelles (Valcos)
- 008. Contacts avec les amis, les collègues (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 009. Aide disponible en dehors du ménage si besoin (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 010. Confiance interpersonnelle (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 011. Ouverture à l'immigration (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 012. Ouverture à la diversité (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 013. Perception de l'importance économique de l'immigration (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 014. Aide publique au développement (benchmark)



Culture

- 015. *Indicateur de participation à des activités culturelles (à développer)*
- 016. Participation à des associations sociales, culturelles et sportives (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 017. Organisations culturelles (Valcos)
- 018. Part des programmes locaux à la TV (benchmark)
- 019. Utilisation/conservation de la langue locale (benchmark)
- 020. Part des individus pouvant parler la langue locale (benchmark)

Economie/Niveau de vie

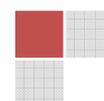
- 021. PIB (benchmark)
- 022. « PIB vert³⁵ »
- 023. Dépense intérieure brute en R&D (EU2020)
- 024. Part des investissements dans le PIB (benchmark)
- 025. Nombre de demandes de brevets déposés (benchmark)
- 026. Taux d'utilisation d'Internet (benchmark)
- 027. Dette/PIB ou croissance de la dette (benchmark)
- 028. *Indicateur de post-croissance (à développer)*
- 029. PIB/tête
- 030. **RNB/tête**
- 031. Revenu disponible (ajusté) moyen/médian
- 032. Consommation privée des ménages (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 033. *Patrimoine des ménages (à développer)*
- 034. *Valeur économique totale du bénévolat (à développer)*

Education

- 035. Jeunes ayant quitté prématurément l'éducation et la formation (EU2020)
- 036. Niveau de scolarité supérieur pour la tranche d'âge 30-34 ans (EU2020)
- 037. % des 25-64 ans ayant reçu une éducation secondaire/tertiaire (benchmark)
- 038. Nombre de diplômés du degré supérieur (benchmark)
- 039. Compétences en lecture (benchmark)
- 040. Formation continue (benchmark)

Emploi

- 041. Taux de chômage/taux d'emploi (benchmark)
- 042. Taux de chômage chronique/de longue durée (benchmark)
- 043. Taux d'emploi des 20-64 ans (EU2020)
- 044. Productivité du travail (benchmark)



Environnement/Energie

022. « PIB vert³⁵ »
045. Emissions de Gaz à Effet de Serre (EU2020)⁹⁸
046. Emissions de CO2 (benchmark)⁹⁹
047. Concentration de l'air en particules fines (benchmark)
048. Energies renouvelables dans consommation finale brute d'énergie (EU2020)
049. Intensité énergétique de l'économie (EU2020)
050. Consommation finale d'énergie (benchmark)
051. **Dépendance de l'économie aux ressources fossiles (à développer)**
052. **Empreinte écologique**
053. Empreinte carbone
054. Indicateur de découplage
055. Productivité des ressources
056. Agriculture biologique
057. Mesures de qualité environnementale
058. Volume des déchets municipaux (benchmark)
059. Taux de récupération des déchets (benchmark)
060. Répartition modale du transport de personnes (benchmark)
061. Répartition modale du transport de marchandises (benchmark)
062. Population des oiseaux nicheurs/commons¹⁰⁰ (benchmark)

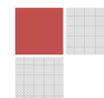
Gouvernance

063. Confiance dans les systèmes nationaux (Valcos)
064. Confiance dans les organisations nationales (Valcos)
065. Confiance dans les organisations autoritaires (Valcos)
066. Satisfaction avec le gouvernement et démocratie (Valcos)
067. Participation politique légale (Valcos)
068. Participation politique illégale (Valcos)
069. Actions politiques institutions (Valcos)

⁹⁸ Au niveau du Luxembourg, la différence entre émissions de gaz à effet de serre et émissions de CO2 est faible du fait que plus de 90% des émissions de gaz à effet de serre sont dues aux émissions de CO2.

⁹⁹ Idem que ci-dessus.

¹⁰⁰ Indicateur non pertinent pour le Luxembourg du fait que les oiseaux communs ont tendance à se multiplier et que les « petits » oiseaux ont tendance à disparaître.



- 070. Conduite politique dans la vie quotidienne (Valcos)
- 071. Confiance dans les institutions (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 072. Engagement politique (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 073. Participation à des associations politiques et civiques (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 074. Intérêt pour la politique (Rapport Travail et Cohésion sociale)
- 075. Proportion de femmes élues à des assemblées (benchmark)
- 076. Participation aux élections législatives (benchmark)¹⁰¹
- 077. Sentiments de discrimination (benchmark)
- 078. Associations politiques (Valcos)

Inégalités/Pauvreté/Équité

- 079. **Coefficient de Gini**
- 080. **Rapport interquintile, interquartile, interdécile**
- 081. Mesure de la pauvreté relative
- 082. Part des individus dans une situation économique délicate
- 083. Population à risque de pauvreté ou d'exclusion (EU2020)
- 084. Personnes vivant dans des ménages avec une très faible intensité de travail (EU2020)
- 085. Part des individus vivant dans des ménages sans emploi (benchmark)
- 086. **Personnes à risque de pauvreté après transferts sociaux** (EU2020)
- 087. Personnes en situation de privation matérielle grave (EU2020)
- 088. **Indicateur de risque global pour la société** (à développer)
- 089. *Indicateur de confiance sociale* (à développer)

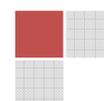
Logement

- 090. **Indicateurs de prix des terrains et des logements**
- 091. Part des ménages trouvant le coût du logement préoccupant (STATEC)
- 092. Coût moyen du logement (benchmark)
- 093. Nombre de logements achevés par an (benchmark)

Santé

- 094. **Espérance de vie à la naissance** (benchmark)
- 095. Espérance de vie en bonne santé (benchmark)
- 096. Taux de suicide (benchmark)
- 097. Nombre de tués sur les routes (benchmark)

¹⁰¹ Cette variable n'est pas pertinente pour le Luxembourg du fait du caractère obligatoire du vote lors des élections législatives



- 098. Répartition des décès selon leurs causes (benchmark)
- 099. Taux de fertilité (benchmark)
- 100. Satisfaction avec la santé (Rapport Travail et Cohésion sociale)

Sécurité

- 101. Nombre de délits violents (benchmark)
- 102. Part des victimes de crimes personnels (vols et attaques) (benchmark)

+ Indicateurs de monitoring du PNDD2

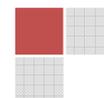
Les 14 tendances non durables identifiées par le PNDD2 :

- 1) Utilisation excessive des ressources naturelles
- 2) Consommation trop importante d'espace
- 3) Changement climatique
- 4) Hausse constante des transports
- 5) Précarisation de la population
- 6) Risque pour la cohésion sociale
- 7) Développement de maladies dites de civilisation
- 8) Vieillesse de la population
- 9) Risques de crises économiques
- 10) Ressources financières insuffisantes
- 11) Importantes différences de revenu entre le nord et le sud
- 12) Défis pour le système d'éducation
- 13) Inégalités de chance des hommes et des femmes
- 14) Déficits en relation avec une gouvernance cohérente

+ Indicateurs des composantes de la qualité de vie

Partenaires/époux/relations familiales	Conditions de vie matérielles
Santé	Santé
Vivre dans un bel endroit	Education
Argent et situation financière	Activités personnelles dont le travail
Religion/vie spirituelle	Participation à la vie politique et gouvernance
Communauté et amis	Liens et rapports sociaux
Epanouissement professionnel	Environnement
	Insécurité économique et physique

+ Indicateurs de qualité de vie de la Fondation de Dublin



Remarques conclusives

Le rapport technique n'a pas abordé toute une série de questions/thèmes. Ces derniers relèvent, de par leur nature, de la compétence du CES et du CSDD. Elles pourront être abordées par ces deux instances lors de leur délibération en vu de leur avis à remettre au Gouvernement.

Parmi les questions qui restent posées, figurent principalement les points suivants :

- les valeurs, les objectifs du développement économique et social du pays
- le choix des groupes d'indicateurs qui seront à retenir ou à développer
- la suite à donner à ces travaux dans le cadre des avis qui seront rendus

Sur les deux derniers points, plusieurs possibilités remontent des travaux.

* Les indicateurs

- La hiérarchisation des indicateurs
- La sélection d'une dizaine-quinzaine d'indicateurs principaux
- La structuration de l'ensemble des indicateurs en trois groupes : les dix-quinze principaux, une batterie plus large et des ensembles d'indicateurs spécialisés sur certains thèmes

* Les suites à donner

- Périodicité : Chaque année ? Tous les deux ans ?
- Rédaction d'un rapport sur le progrès de la société au Luxembourg (basé sur les exemples australien, néozélandais ou irlandais) : texte analytique + données
- Brochure synthétique sur le premier groupe d'indicateurs (Nouvelle-Zélande)
- Qui produira un tel rapport ?
 - Le CES et le CSDD
 - Le STATEC associé à un groupe d'experts nommé par le CES/CSDD ou le gouvernement
 - Un groupe désigné par le CES/CSDD
- La révision et l'adaptation de la liste d'indicateurs :
 - Préparée par le STATEC
 - Débattue annuellement/tous les deux ans par le CES et le CSDD

Ces rapports périodiques seraient aussi, pour ces deux instances, une façon de conduire/de poursuivre les débats sur les enjeux de société, les changements de modèles de référence et l'adoption de nouveaux objectifs pour le développement de la société luxembourgeoise.

Développements nécessaires de l'appareil statistique pour mettre en place un PIBien-être au Luxembourg

A court terme :

Pour la réforme du PIB

- Calculer le Revenu disponible (ajusté) moyen/médian des ménages
- Développer les comptes de patrimoine, en donnant accès au STATEC aux micro-données de l'administration fiscale.

Pour le développement durable

- Développer au plus vite le "PIB vert"³⁵ et les comptes environnementaux
- Mieux mesurer le « mieux consommer » (agriculture biologique, énergies renouvelables, mesures de qualités environnementales, etc.)

Pour la qualité de vie

- Développer les données subjectives, surtout celles liées à la satisfaction
- Mettre en place des Enquêtes temps (« Time use survey »)

A moyen terme :

Développer les comptes de secteurs

Développer la comptabilité des productions non marchandes en développant un système de comptes satellites notamment sur le bénévolat, du fait de son caractère créateur de lien social

Faire financer l'enquête European Social Survey (ESS)

A long terme :

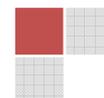
Mesurer individuellement chaque capital de la Richesse Totale Nationale

La confrontation entre données subjectives et objectives devra être développée voire systématisée

Un modèle macro économique-socio-environnemental, à l'exemple du modèle de Peter Victor, devrait être développé pour mieux poser les futurs choix de développement

Des mesures spécifiques à développer :

- Une mesure du risque global pour la société
- Une mesure de confiance sociale
- Une mesure de découplage
- Une mesure de productivité des ressources
- Une mesure d'utilisation/de dépendance vis-à-vis des énergies fossiles
- Une mesure relative aux problèmes liés aux ressources foncières



Annexes

Les annexes se subdivisent en deux catégories :

- ✓ **les comptes-rendus des différentes conférences et ateliers de travail (annexes 1 à 5).**
- ✓ **les documents techniques ayant vocation à approfondir les différents encadrés du rapport technique (annexes 6 à 10).**

Annexe 1 : Compte-rendu de la conférence avec M. Philippe Le Clézio

Introduction et présentation du projet « PIBien-être »

M. Dr. Allegrezza rappelle que le PIB est une simple mesure de la production marchande, alors que le bien-être est un concept multifactoriel prenant en compte des variables aussi diverses que le temps de travail, les loisirs, la santé, l'intégration politique, les réseaux sociaux, et un certain nombre de phénomènes subjectifs faisant appel à la psychologie et donc difficiles à appréhender.

Il cite ensuite les principaux travaux luxembourgeois et internationaux réalisés en la matière. Il relève ainsi pour le Grand-Duché les indicateurs de l'Observatoire de la Compétitivité, les indicateurs de Santé Sociale et de Développement Durable. Il se réfère aussi pour la France au « rapport Stiglitz », au « Global Project » de l'OCDE et au « GDP and beyond » de la Commission européenne.

Il souligne que les travaux réalisés ne sont à l'heure actuelle toujours pas suffisants et qu'il est nécessaire d'accomplir un travail d'inventaire des indicateurs disponibles, de réaliser des développements méthodologiques et, si nécessaire, des collectes supplémentaires de données, afin de mener à bien ce projet. Un autre enjeu important sera de maintenir une cohérence avec les travaux/objectifs du Programme National de Réforme, dans le cadre de la mise en place de la Stratégie de Lisbonne et du Plan National pour le Développement Durable (PNDD). Ce travail sera réalisé conjointement par les deux institutions, que sont le Conseil économique et social (CES) et le Conseil supérieur pour un développement durable (CSDD). Ce binôme va avoir la responsabilité de dégager une définition du bien-être et au-delà, de lancer les réflexions sur quel modèle de société pour le Luxembourg.

Le CES et le CSDD vont aussi organiser une vaste consultation des citoyens à travers trois ateliers de travail. Ces derniers seront axés sur les trois chapitres du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (à savoir « Réforme du PIB », « Qualité de vie », et « Durabilité ») et pour ce qui est du volet « Durabilité » des aspects de prospective seront abordés (notamment avec la SoLEP¹⁰²). Afin d'optimiser le processus de consultation démocratique, un site Internet sera mis à la disposition des intéressés. La remise d'un rapport au Premier Ministre est prévue, quant à elle, d'ici un an.

¹⁰² Société Luxembourgeoise d'Evaluation et de Prospective

Intervention sur les indicateurs de développement durable en France

M. Le Clézio, Président de la Commission de concertation sur les indicateurs de développement durable du CESE (Conseil économique, social et environnemental) français, explique que la démarche française fait suite au souhait de quatre députés verts de faire de l'Empreinte Ecologique un instrument privilégié du développement durable.

Devant cette demande, M. Fillon, le Premier Ministre français, a alors demandé la création d'une Commission, afin d'examiner le sujet et de traiter par la même occasion la question plus large des indicateurs de développement durable.

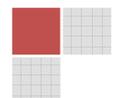
Suite à cette entrée en matière, M. Le Clézio confirme que le PIB/habitant est la référence en termes d'indicateurs et qu'il occulte vraisemblablement les autres mesures existantes, à l'exception peut-être du taux de chômage. Il précise également que le PIB était considéré, à tort, comme la mesure du progrès social et de l'amélioration du niveau de vie de tous.

Ainsi, dès la mise en place du premier système de comptabilité nationale en France, Claude Gruson¹⁰³ affirmait déjà que le PIB et la croissance étaient impropres à la mesure de l'amélioration du bien-être. Il s'en suit la citation d'autres limites du PIB, à l'instar de la mauvaise estimation de la valeur des biens et services produits par l'administration (estimée jusqu'à présent uniquement par leurs coûts de production) et l'insuffisante/ mauvaise prise en compte de la production domestique.

M. Le Clézio précise également que l'assimilation du PIB avec le bien-être n'a pas posé véritablement de problème dans le contexte de reconstruction d'après-guerre, et ce, jusqu'au choc pétrolier de 1973. La mondialisation, la pression à la baisse sur les revenus, le creusement des inégalités, le développement de la pauvreté et la remise en cause du système de sécurité sociale, ont fait apparaître alors les limites du PIB.

Trois limites majeures ont ainsi été relevées : l'absence de prise en compte des inégalités (ainsi en Chine, malgré une croissance moyenne annuelle du PIB de 10%, un milliard de personnes « restent sur le carreau »), des aspects environnementaux (épuisement des ressources, pollutions, atteintes à la santé. Cependant, toutes ces atteintes génèrent souvent une hausse du PIB) et de la production domestique (qui représenterait entre 30 et 40 % du PIB calculé).

¹⁰³ Administrateur, économiste français et directeur général de l'INSEE de 1961 à 1967



L'accent est mis ensuite sur la notion de développement durable, selon la définition donnée par le rapport Brundtland¹⁰⁴. Il s'agit de répondre aux besoins des populations (pourquoi accroître la richesse nationale et pour qui ?) selon certaines modalités (comment ?) et de connaître les limites au prélèvement opéré sur la nature. Le développement durable nécessite ainsi le choix d'un nouveau modèle de société, ce qui sous-entend une modification des logiques de production, des modes de consommation, une prise en compte des aspects éthiques, ainsi qu'une appréhension globale des enjeux. Le PIB restant silencieux sur ces aspects, il a fallu développer de nouveaux indicateurs.

Il est apparu alors un consensus sur le fait qu'il va falloir une adaptation économique ainsi que d'intenses efforts en matière de recherche, d'innovation, de formation, etc. Ce processus va impliquer également des transformations de l'emploi, ce qui nécessite une adaptation de la formation initiale, de la formation tout au long de la vie et de la sécurisation des parcours professionnels. De même, la baisse des émissions de dioxyde de carbone va nécessiter des mutations technologiques, le développement de transports en commun, mais également la baisse des temps de trajet domicile-travail avec l'installation de logements sociaux à des distances plus courtes des lieux d'activité. Cependant, tout cela a un coût pour les ménages, qu'il faudra compenser par une plus juste répartition de la fiscalité. Ceci suppose donc des politiques coordonnées, évaluées, infléchies et réorientées.

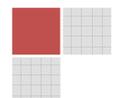
Un autre point important, mis en avant par M. Le Clézio, est le choix de laisser les citoyens juger par eux-mêmes la politique de développement durable. La question de la communication des informations revêt alors une importance capitale.

Une des solutions est de compléter le PIB par des d'indicateurs agrégés (comme le PIB, l'Empreinte Ecologique, l'Épargne Nette Ajustée¹⁰⁵) ou composites (à l'instar de l'IDH¹⁰⁶), mais la difficulté pour les premiers est d'arriver à fixer un prix à leurs composantes et pour les seconds d'arriver à un consensus sur les pondérations. En outre, de tels indicateurs, malgré leur qualité, pourront quand même masquer certains phénomènes.

¹⁰⁴ Rapport publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement et qui définit la politique nécessaire pour parvenir à un développement durable de nos sociétés.

¹⁰⁵ Indicateur développé par la Banque Mondiale et qui est égal à l'épargne nette augmentée des dépenses de formation et diminuée des consommations de capital fixe et de ressources naturelles.

¹⁰⁶ Indicateur de Développement Humain créé par Le Programme des Nations Unies pour le Développement, et prenant en compte l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation, le taux de scolarisation et le PIB/habitant en parité de pouvoir d'achat.

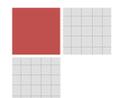


Ainsi, le choix du CESE français a été de privilégier une logique de tableau de bord. Mais, là aussi, surgissent un certain nombre de difficultés, comme par exemple la nécessité d'améliorer les statistiques économiques et sociales, qui ne sont pas toujours disponibles (il faudra alors multiplier les enquêtes, ce qui a un coût évident, mais représente selon les dires de notre orateur « le prix de la démocratie »), d'impliquer les citoyens à la construction des statistiques (ce qui se fait déjà pour partie dans le cadre du CESE, mais peut se faire aussi avec un panel de personnes tirées au sort, puis formées pour tester les tableaux de bord) et enfin de construire un tableau de bord simple et pédagogique, qui soit une référence commune dans les débats de la nation.

Enfin, M. Le Clézio expose plus précisément l'expérience française: le projet a débuté lors d'une Conférence de Septembre 2009 avec la proposition d'une liste d'indicateurs pour la Stratégie Nationale de Développement Durable et le travail s'est achevé avec la Conférence sur le développement durable du 20 Janvier 2010. La proposition d'indicateurs a été effectuée assez rapidement et le débat sur le projet de société, jugé extrêmement long, a été évacué. Les indicateurs phares de la Stratégie de développement durable étaient calés jusqu'alors sur les onze de l'Union Européenne, et qui ont tendance à privilégier la dimension environnementale au détriment de l'aspect social.

A l'issue des travaux effectués, quinze indicateurs ont été retenus avec six indicateurs de contexte (comme les inégalités de revenu, le taux de chômage par tranche d'âge, etc.) et il existe également un second niveau composé de 35 indicateurs. La difficulté majeure a été de retirer des indicateurs pour des raisons de lisibilité et c'est sur ce point qu'ont surgi les principales contestations de la part des représentants de la société civile. De même, il a été décidé de fixer une vingtaine d'« indicateurs à développer » (qualité du travail, accès au logement, taux de nitrate dans les nappes phréatiques, formation tout au long de la vie) qui renseignent mieux sur le développement durable et qui ont vocation à remplacer à terme les indicateurs existants.

L'idée du CESE français est aussi de décliner ces indicateurs au niveau régional, d'analyser la dispersion plutôt que les moyennes, de publier une fois par an un tableau de bord, de confronter celui-ci avec la compréhension du citoyen « lambda », d'impliquer une société civile habituée à tenir uniquement un rôle critique passif et de lui faire approprier les outils statistiques.



Conclusion de la conférence-débat

M. Raymond Weber, Président du CSDD, conclut la conférence en remerciant les personnes présentes et en relevant de ces débats sept points importants pour les travaux futurs :

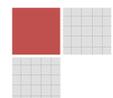
- l'importance de la question des définitions (de notions comme le développement durable, le bien-être, le mieux-être, etc.) et le passage d' « une conception de l'avoir à celle de l'être »;
- la nécessité du développement d'un nouveau modèle de société et de développement durable, qui appelle une approche pragmatique afin de connaître des avancées concrètes, ainsi qu'un consensus, qui doit laisser néanmoins de l'espace à l'expression des conflits d'intérêts;
- la prise en compte de la justice et de la cohésion sociale dans les futurs travaux;
- l'importance d'un déroulement efficient des travaux sur les indicateurs (processus démocratique, transparence, implication de la société civile, bénévolat, implication parlementaire) avec une distinction entre le temps de la démocratie participative et celui de la démocratie parlementaire;
- la nécessité de conserver le PIB pour ce qu'il est, mais l'urgence de disposer d' « un thermomètre de mesure du mieux être »;
- la nécessité du jeu de la complémentarité entre le CES et le CSDD;
- enfin, un dernier point crucial est de faire preuve d'ouverture, en examinant les travaux et expériences effectués à l'étranger et d'étudier comment résoudre les problématiques d'intégration des dimensions liées à la Grande Région.

Questions/Réponses posées lors du débat animé par M. Byk

Question1:

Comment a-t-on procédé en France pour associer les citoyens et quelles sont les astuces/solutions trouvées pour générer ce débat avec des individus « lambdas » (ce qui est un critère essentiel de réussite de la démarche), car sur le site Internet dédié au Plan du Projet du Développement Durable il n'y avait eu qu'un seul commentaire laissé?

M. Le Clézio répond qu'en France, malheureusement, l'expérience de confrontation avec les citoyens n'avait pas encore eu lieu, malgré le fait qu'elle est essentielle.



M. Weber propose l'idée de conférences de consensus, de mise en place d'un site Internet, et de sensibilisation des différents artistes du pays.

M. Dr. Allegrezza, répond que le CES est de par sa composition même représentatif. Il ajoute qu'un site Internet est indispensable et que les enquêtes de consensus sont une voie à explorer. Il propose également d'organiser des auditions à la Chambre des Députés.

Question 2:

Quelle est l'utilité de la mise en place de nouveaux indicateurs, en l'absence de démarche de la part des entreprises (avec notamment un changement des logiques de production et de profit) dans le contexte actuel de crise et quels vont être les impacts sur l'emploi?

M. Le Clézio rappelle que le Développement Durable concerne non seulement l'environnemental, mais aussi le social et l'économique. Il précise aussi qu'il existait déjà une prise de conscience des entreprises, surtout des PME, et qu'outre ce volontarisme l'autorité publique doit intervenir en légiférant.

Questions 3:

Est-ce que ce projet signifie « la mort du PIB » ou plutôt la réforme de celui-ci?

Est-ce qu'il existe des normes internationales?

Et enfin comment prendre en compte les travailleurs frontaliers?

M. Le Clézio répond que le PIB a son utilité pour mesurer la production et que le « mieux-être » doit être mesuré par de nouveaux indicateurs.

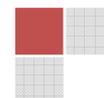
M. Allegrezza annonce, quant à lui, la réforme du PIB, et le fait qu'il faisait sens par le passé mais plus maintenant. En ce qui concerne, la prise en compte des frontaliers, le STATEC préconise le Revenu National Brut par tête.

M. Byk intervient pour préciser qu'il n'existe pas de normes internationales, mais uniquement une série de « bonnes pratiques ».

Question 4:

Quelle doit être la hiérarchisation entre les piliers du développement durable et comment mesurer les éléments du développement durable alors que c'est très complexe (la question concerne plus particulièrement les prix pour mesurer la biodiversité)?

M. Le Clézio répond qu'il n'existe pas de hiérarchisation, que l'on commence à établir des comparaisons en donnant un prix au CO² par exemple, mais qu'il s'agit d'un travail extrêmement long et difficile et que la mesure dans le domaine de la biodiversité est pour le moment un échec.



Question 5:

Est-ce que la mesure du bien-être n'implique pas de prendre en compte certains aspects concernant les frontaliers et la Grande Région ?

M. Allegrezza répond qu'il est important d'intégrer la Grande Région et de tenir compte, notamment du bassin d'emploi, de l'échange scientifique ou des exportations.

Question 6:

Une intervention informe le public des différentes initiatives existantes au niveau européen telles que le « GDP and Beyond », la prévision de la révision des systèmes des comptes nationaux, le lancement d'un groupe de travail avec la Commission européenne pour voir quels indicateurs sont à ajouter, d'un autre groupe de travail avec l'INSEE. Il s'interroge aussi sur le coût de développement des nouvelles statistiques, afin que l'on puisse avoir une image d'ensemble.

M. Le Clézio explique qu'en France, il n'y a pas eu de crédits supplémentaires accordés, que cela s'est aggravé en outre par le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mais il se montre néanmoins optimiste en confirmant que « l'on peut déjà faire beaucoup ».

Question 7:

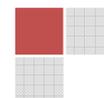
Est-ce qu'il existe un trait ou deux pour définir le développement durable car chaque personne doit certainement en avoir une vision propre?

Est-ce que c'est au travers des indicateurs que cette définition va prendre forme?

M. Weber répond que le CSDD allemand avait déjà eu une réflexion à ce sujet, qu'il avait préconisé de reprendre tout simplement la définition du rapport Brundtland, afin de ne pas perdre trop de temps sur ce sujet.

M. Le Clézio, explique que l'on peut reprendre la définition du rapport Brundtland et que les indicateurs indiquent la vision du développement durable pour un temps, même s'ils seront remplacés dans le futur. Il ajoute également que selon lui la première question à se poser est : « Quels sont les besoins des populations ? ».

M. Allegrezza tient à préciser que la définition du développement durable ne sera satisfaisante que si l'on arrive à mettre au point un modèle mathématique correspondant et que l'on fera preuve de cohérence dans les arbitrages réalisés.



Question 8:

Une intervention nous a rappelé l'importance des associations comme baromètre d'opinion et que le bien-être est lié aussi à la notion de partage.

Quelle est l'importance du bien-être?

Qu'en est-il d'un indicateur concernant le bénévolat, élément important du bien-être social?

M. Le Clézio explique que le bénévolat n'est pas pris en compte dans le PIB et qu'il n'existe pas de bons indicateurs sur ce sujet. Il est nécessaire d'en disposer rapidement et qu'ils soient pertinents.

Remarque 9:

Une intervention souligne le besoin de prendre en compte la situation des pauvres de ce monde et des possibilités technologiques. Il note que la définition du rapport Brundtland du développement durable est plus longue et qu'il faudrait considérer l'intégralité de la définition qui comprend les deux aspects en question. Il exprime aussi la difficulté de définir le développement durable à l'instar de la notion de justice, mais au contraire de ce qui n'est pas durable. Il évoque ensuite la question des privilèges dont nous jouissons et ceci juste parce que nous sommes nés « au bon endroit » et se demande aussi si tout cela n'est pas l'expression d'une question de conflits d'intérêt (entre certains possédant le bien-être et d'autres non).

Y a-t-il eu des discussions sur ce point en France ?

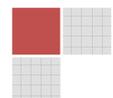
M. Le Clézio évoque alors la prise en compte de l'aide au développement, ainsi que le débat sur l'émission de CO² en Chine, avant de conclure sur le fait que les pays émergents recherchent déjà un mode de développement plus durable.

Remarque 10:

Une intervention porte l'attention sur le fait qu'il ne faut pas mettre en place « le hit parade » du bien-être entre les pays, car on ne peut pas établir de comparabilité. Il explique que l'économie n'est pas rationnelle, qu'il faut mettre l'humain au centre des mesures et que cela implique des notions d'émotion, et de comportement des individus.

Remarque 11:

Une intervention évoque l'expérience de sa région, où le taux de pauvreté monte à 30 % chez les femmes retraitées et insiste sur le fait qu'il faut « un développement humain de la société »



Comment les personnes qui vivent au jour le jour peuvent participer à ce changement de société et être des citoyens à part entière?

Y a-t-il un changement de culture ?

M. Le Clézio énonce qu'il n'y a pas de changement de culture et que les comportements doivent d'abord changer du côté de l'offre. Il répète aussi que développement durable et développement humain vont de paire, et que les changements de consommation dans le futur risquent d'être « terribles ».

M. Byk explique que l'Australie, par exemple, mesure la pauvreté à travers la notion de "personnes en difficulté économique"

Question 12: Une intervention a évoqué le coût important de ces travaux et la nécessité de voir ce qui a été fait dans les autres pays,

Est-ce qu'il existe une clé pour mieux sentir ce qui peut être copié dans les travaux étrangers?

Comment faire pour ce qui concerne la « création locale » de travaux, données, indicateurs ?

Remarque 13: Une intervention après avoir apporté son soutien aux idées de conférence de consensus, de création d'un site Internet et de mobiliser les artistes, évoque la difficulté de créer un système de référence et d'utiliser les données pour la prise de décision.

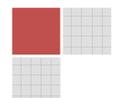
Existe-t-il des mécanismes pour que les travaux qui vont être effectués servent à quelque chose ?

Remarque 14: Une intervention expose les deux approches existantes pour appréhender le développement durable (celle « monitoring » pour le pilotage des politiques et celle d' « un cadre conceptuel » avec l'évaluation de capital).

Comment mesurer le capital social ? (car c'est un point très délicat et problématique)

Est-ce qu'il faut prendre en compte des variables objectives, subjectives ou un mélange des deux pour mesurer le bien-être?

M. Le Clézio répond qu'il faut établir une unité de mesure, si possible commune. La France a adoptée une approche « monitoring » qui a contribué à accompagner la Stratégie Nationale de Développement Durable. Il ajoute enfin qu'il faut rendre l'information facilement disponible à l'aide de dispositifs de distribution dans « les lieux de passage » et qu'il faut mettre fin au « chaque jour son indicateur ».



Annexe 2 : Compte-rendu du 1^{er} Atelier de Travail

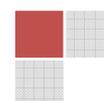
Introduction de M. Jean Stoll, représentant du CSDD

M. Stoll ouvre la session en rappelant que nous devons repenser notre manière de vivre et adapter les indicateurs actuels, ainsi que nos outils de gestion. La dématérialisation de la croissance et la décroissance sont ainsi évoquées comme des pistes existantes pour repenser notre mode de vie. Quant à ce qui est de l'adaptation des indicateurs, cette introduction est l'occasion d'annoncer la publication prochaine des travaux du CSDD sur l'empreinte écologique, et dont un des résultats est que le Luxembourg est « le plus mauvais élève de toutes les nations occidentales ». S'en suit le rappel que M. Stoll a permis la mise en place d'une comptabilité des flux de matières dans l'agriculture et d'un certain nombre de bilans et qu'ainsi les exploitants agricoles ont pu augmenter « la durabilité » des productions animales. Tous les membres du CSDD reconnaissant cette importance de disposer de nouveaux indicateurs afin de mieux connaître l'impact de nos activités sur la planète, il a été formulé dans l'avis du CSDD sur la biomasse, une recommandation proposant d'introduire de tels indicateurs afin que « les agriculteurs ne produisent plus à l'aveuglette ». Il rappelle enfin que deux autres ateliers de travail, un sur la qualité de vie et l'autre sur le développement durable sont prévus et qu'une conférence avec M. Patrick Viveret aura lieu le 2 juin à 20h à l'Auditorium du Cercle-Cité. Les objectifs et le programme de la journée sont ensuite rappelés.

Présentation de M. Thierry Paccoud, consultant-modérateur

M. Paccoud débute sa présentation par un rapide historique de la comptabilité nationale : Petty fût à l'origine du premier système d'évaluation de la richesse d'une nation, la question des flux et stocks apparut avec Quesnay, mais les systèmes plus cohérents ne furent développés que dans les années 30 avec Kuznets, s'en suivra Keynes et sa théorie de l'équilibre général et Leontief avec les premiers tableaux entrées-sorties. La comptabilité nationale standardisée se construira par la suite à travers un certain nombre de manuels (dont le premier date de 1947) déterminant une méthode de comptabilité nationale commune à l'échelle mondiale. Cependant, trois questions se posent toujours : Quelle utilisation fait-on de cette richesse ? Quels sont ceux qui se la partagent ? Et enfin sous quelle forme ?

Il nous présente ensuite les trois approches et modes de calcul du PIB: production, revenus et dépenses. Il évoque aussi les différents concepts de marchand et non-marchand, brut et net, national et intérieur, produit national et revenu national, prix courants et prix constants, coûts des facteurs et prix du



marché. Il rappelle également les valorisations les plus connues, à savoir celles par habitant et celles en parité de pouvoir d'achat.

Il se réfère ensuite à une citation de Disraeli : « Il y a trois catégories de mensonges : le mensonge, le gros mensonge et les statistiques » et explique que la construction du PIB nécessite des enquêtes sur la consommation, les revenus, la production, la consommation intermédiaire... Toutefois, un obstacle majeur reste le taux de réponse, malgré l'existence d'un recoupement des sources administratives.

Il évoque que pour Samuelson, le PIB était « un indicateur phare »; et qu'aujourd'hui, on le retrouve partout : il est un indicateur de production, de niveau de vie (PIB/habitant), un critère de décision politique (indicateur de référence du traité de Maastricht pour déterminer les déficits et dettes publiques autorisées, de même pour le FMI et la Banque Mondiale où les pays sont classés selon leur niveau de PIB/habitant) et un indicateur d'évolution de l'économie. Cependant, le PIB ne prend pas en compte le travail non-rémunéré, le bénévolat, l'autoconsommation, l'économie souterraine et les atteintes environnementales. Le PIB ne mesure pas non plus le patrimoine national et ignore ce qui relève de la qualité de vie (loisirs, sécurité, etc.). Ainsi, « épouser sa femme de ménage fait baisser le PIB ». En conséquence, le PIB ne représente que le bien-être procuré par la production de biens et services marchands (le bien-être lié au fait de gagner de l'argent et de le dépenser).

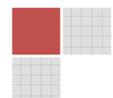
M. Paccoud conclut sa présentation en énonçant les deux approches possibles pour la mesure du bien-être : soit il faut améliorer le calcul du PIB, soit il faut développer d'autres indicateurs (IDH, PIB vert, Indicateur de Progrès véritable, Empreinte Ecologique, Happy Planet Index, etc.). Mais, dans tous les cas, la société a besoin d'un indicateur clair qui indique quelle direction emprunter...

Débat:

1) Question : Existe-t-il des activités n'ayant pas de valeur économique ?

Réponse : Pour les économistes, toutes les activités ont une valeur économique, même le sommeil.

2) Question : Existe-t-il des valeurs qui n'ont pas de valeur économique ? Est-ce que l'on peut mesurer l'évolution de ces valeurs ? Comment les mesurer ? Les valeurs impliquent-elles toujours un jugement de valeur, donc un débat sur les valeurs, dont un débat sur la valeur de la valeur économique ?



Réponse : On peut imputer une valeur économique à toute chose. Le PIB n'est qu'une notion quantitative, qui ne prend pas en compte la valeur de ses composantes. Ainsi, la production d'un char ou d'une bombe a-t-elle la même valeur que celle d'une voiture ou d'une éolienne ?

M. Daniel Byk rajoute que le PIB ne permet pas de mesurer certaines choses importantes pour nous, comme la poésie, l'amour des enfants, un sourire... Quelle place ces éléments doivent-ils alors avoir dans notre mesure ? Est-ce que l'on peut les évaluer, les quantifier ? Est-ce qu'on les met avec ce qui est économique ou bien à part ? Comment expliquer que nous voulons réduire la réalité à deux ou trois chiffres ? Il cite ensuite la météo comme exemple de combinaison de données quantitatives et qualitatives et difficiles à réduire à l'échelle d'un pays.

3) Remarque : la question du bien-être est en général identifiée avec celle de la production et de la consommation de richesses. Cependant, une étude européenne montre qu'un nombre croissant d'individus cherche à « consommer du sens », phénomène que la statistique ne prend pas en compte. Il existe ainsi des décalages entre perception et réalité. Aussi, le bien-être n'est pas qu'une question de quantification statistique, mais aussi de perception...

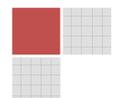
4) Question : Est-ce que « toujours plus », c'est vraiment « toujours plus » ? Est-ce que "le plus" n'est pas profitable pour seulement une catégorie, mais préjudiciable pour les autres ? Est-ce que le bien-être pourra être mesuré de telle sorte que l'on pourra dire : « oui, on a moins de quelque chose, mais c'est mieux » ?

M. Daniel Byk reformule: Le PIB doit-il être condamné ou alors doit-on dire qu'il ne faut pas produire plus, mais produire mieux ?

Réponse : Quelles que soient les valeurs qu'on a, il faut connaître les richesses physiques sur lesquelles la société s'appuie. Il existe cependant une multitude d'autres éléments à prendre en compte. Alors, est-ce qu'on complète le PIB ou est-ce qu'on le transforme petit à petit ? La réflexion n'est pas pour ou contre le PIB, mais comment évaluer la richesse globale en considérant d'autres aspects...

M. Daniel Byk rajoute qu'on ne peut pas se contenter d'un chiffre global, mais qu'il vaut mieux comprendre et analyser les différentes composantes de ce dernier. Le PIB ne prend pas et ne peut pas tout prendre en compte et donc sera toujours insatisfaisant.

Il conclut par le fait qu'il est malheureux que le mariage fasse baisser le PIB, alors que le traitement des pollutions le fasse croître.



5) M. Jean Stoll : Il existe un biais total, depuis que le PIB existe, entre la contribution de l'agriculture au PIB et les masses réellement en jeu...

Réponse : Il s'agit d'un problème politique et non économique. Il faut cependant aller le plus loin possible dans la représentation des aspirations individuelles et la détermination d'une idée qui corresponde à tous et qui permette la prise de décision. L'avantage du PIB, c'est qu'avec lui, la décision est très simple à prendre. Or, prendre une décision, c'est aussi simplifier les choses. Il faut en conséquence disposer des outils les plus simples à utiliser, mais qui représentent néanmoins quelque chose pour les individus...

6) M. Daniel Byk : Comment peut-on suivre les phénomènes qui ont des enjeux majeurs ? L'attente des utilisateurs est de se référer au PIB, statue du commandeur... Mais il faut changer cette logique : c'est par rapport à la demande d'informations qu'il faut structurer l'offre et non avoir une offre telle qu'on présuppose qu'elle doit répondre à toutes les demandes et surtout en mettant en avant quelque chose d'aussi "obscur" que le PIB.

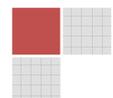
7) M. Jean Stoll : Il faut hiérarchiser les indicateurs par rapport aux besoins d'une nation.

M. Daniel Byk : Il faut que la société civile acquière la « statistical literacy »

Présentation de M. Jean-Philippe Cotis, Directeur général de l'Insee

M. Cotis rappelle le retentissement du rapport Stiglitz et son appel à accélérer les mutations statistiques, afin de mieux répondre à la demande sociale. Il continue en rappelant la filiation régalienne du PIB, qui permet d'appréhender les questions fiscales, la puissance économique ou encore la stabilisation de l'activité macroéconomique. Il souligne aussi qu'aujourd'hui la société attend de l'information sur la mesure du bien-être et de sa soutenabilité. On entre ainsi dans le domaine de la subjectivité, du ressenti, avec les difficultés de ce type d'évaluation. On entre aussi, avec les travaux sur la soutenabilité et le développement durable, dans des difficultés conceptuelles et une pénurie de données.

Le manque de données et les difficultés conceptuelles ont conduit la Commission Stiglitz à renoncer à la construction d'un indicateur synthétique de soutenabilité pour s'en remettre à un tableau de bord, surveillant quelques variables-clés en matière environnementale.



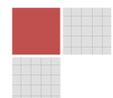
Dans le domaine du bien-être, M. Cotis évoque que la Commission Stiglitz a pu s'appuyer sur les développements en psychologie expérimentale et en sciences sociales. Il s'en suit un rappel que le PIB est une mesure de l'activité économique et non du bien-être. Mais, cette mesure de l'activité peut être améliorée, en prenant mieux en compte les activités non marchandes. Pour cela, l'Insee s'appuiera sur les enquêtes retraçant fidèlement l'emploi du temps et les comptes des ménages, car ce sont les personnes physiques et non morales qui ressentent du bien-être. Du point de vue du bien-être, il explique que ce n'est pas seulement les revenus, la consommation et la richesse totale qui comptent, mais aussi la manière dont ils sont distribués entre les différentes catégories de ménages. Ainsi, l'Insee a réalisé une enquête sur les évolutions des revenus des ménages par quintile, qui montre, notamment, le rôle important joué par les transferts en nature dans la réduction des inégalités (santé, éducation) et le tassement relatif du revenu des ménages du milieu de la distribution, « à la fois distancés par les plus riches et rattrapés par les plus pauvres ».

Au plan international, M. Cotis annonce que l'Insee et Eurostat vont animer un « parrainage » (le « Sponsorship Group ») pour mettre en œuvre les recommandations du rapport Stiglitz, et que la coopération avec l'OCDE va se poursuivre dans la déclinaison et l'acclimatation des recommandations du rapport Stiglitz. L'OCDE se consacrera également aux suites à donner aux travaux de la Commission Stiglitz.

L'Insee réalisera, enfin, une enquête sur la qualité subjective attribuée au temps passé à diverses activités, c'est-à-dire sur les « affects positifs et négatifs ». L'analyse des très hauts revenus, du capital humain, du capital social, et du capital logement sera également une préoccupation, afin de mieux cerner la soutenabilité économique et sociale.

M. Cotis continue en évoquant qu'une forte croissance n'est utile que si elle ne se traduit pas par une érosion des différents stocks de capital. L'Insee a présenté dans cette optique des indicateurs de suivi de l'état de l'environnement, dans le but de développer des « indicateurs physiques » de soutenabilité. Au-delà de 2010, il y aura également un projet d'évaluation du contenu en polluants des différents postes de la demande finale.

Dans le domaine social, l'Insee voudrait aboutir à un suivi régulier du « mal-logement », pour éclairer les trajectoires des personnes et mieux connaître le degré d'exclusion sociale dans la durée. M. Cotis conclut en affirmant que l'Insee est engagé dans des investissements lourds sur beaucoup de sujets relatifs au bien-être et au progrès social.



Débat:

1) Question : Qui va déterminer ce qui est essentiel et ce qui est accessoire ? Des réflexions sur ce sujet ont-elles été formulées dans la Commission Stiglitz ?

Réponse : L'ambition initiale de la Commission était de calculer une Epargne Nette Ajustée, mais cela s'est révélé impossible. Il a donc fallu revenir à l'idée d'un tableau de bord et sélectionner 5-6 indicateurs « phares », afin que l'information se concentre sur l'essentiel et qu'elle soit lisible.

La Commission donne dans son rapport des exemples d'indicateurs que l'on peut reprendre, mais il n'y a pas de prescription formelle, et ceci afin de ne pas tomber dans le paternalisme.

2) Question: Le travail des femmes a augmenté et, en parallèle, il y a une hausse du nombre de gardes d'enfants et un plus grand recours aux services domestiques... En conséquence, la hausse du PIB n'a-t-elle pas été artificielle ? Existe-t-il des études sur ce sujet ?

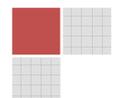
Réponse : Je n'ai pas connaissance d'études sur le sujet, mais il est vrai que le PIB a été surévalué. En outre, comme il est difficile de distinguer la partie "loisirs" du travail des ménages et de l'éducation des enfants, se pose la question des bonnes imputations.

3) Remarque : Il va falloir mettre en place une liste des différents indicateurs, puis opérer un choix entre eux, avant de déterminer lesquels seront mis en avant. Les différents ateliers de travail devraient nous aider dans ce choix...

4) Question : Pourriez-vous donner des exemples de travaux concernant le capital social et le capital humain ? Y a-t-il eu des tentatives de mesure de l'ascension/perméabilité sociale ?

Réponse : Le capital social a été mis en avant par Putman, qui a noté l'effondrement du tissu associatif. Pour la mesure de la richesse des liens, on peut ajouter des modules dans les enquêtes des ménages et l'Insee va notamment étudier les affects positifs/négatifs.

5) Question : On se dirige vers des indicateurs de plus en plus subjectifs et très liés à la culture des pays, mais en même temps, il existe un besoin de comparabilité. Comment coller aux attentes des individus s'il existe un besoin d'indicateurs similaires entre pays ?



Réponse : Les enquêtes subjectives ne sont pertinentes qu'au sein d'une même société. Il ne faut pas comparer les niveaux de satisfaction entre eux, mais il peut être intéressant d'observer les évolutions de ces niveaux dans les différents pays. Et pour pouvoir comparer ces évolutions, il faut une méthodologie commune... L'objectif final est de garder la comptabilité nationale, tout en prenant en compte les nouvelles attentes des utilisateurs.

6) Question : Quels sont les critères qui ont incités la Commission à retenir telle recommandation ou tel indicateur ?

Réponse : La Commission voulait réussir à calculer une Epargne Nette Ajustée, mais la mesure du capital environnemental a posé problème. Il a alors été proposé de réaliser un tableau de bord, comprenant des indicateurs connus et 5-6 indicateurs « phares » ayant le plus d'impact macro-environnemental.

7) Question : Le capital social pose beaucoup de problème dans le cadre des travaux de l'OCDE, car une fois certains résultats obtenus, il faut effectuer des jugements de valeur. Ainsi, comptabiliser l'engagement associatif pose problème, car on peut être membre, par exemple, d'une association défendant des idées/valeurs extrémistes... Qui va alors trancher entre ce qui est positif et ce qui est négatif pour la société?

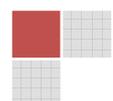
8) Remarque : Pour ce qui est de la question de Mme Borsenberger, il existe des études du CEPS des années 1990 sur cette question. Ces dernières concluent que les activités de loisirs baissent lorsque les femmes entrent en activité, ce qui relativise la surévaluation du PIB.

Réponse : Il faut essayer de mesurer les productions domestiques, mais cela ne dit rien sur la hausse ou non du bien-être.

9) Dr. Serge Allegrezza annonce que le Luxembourg participe au « Sponsorship Group ». Il ajoute que ces dernières années, les statistiques sociales étaient le parent pauvre des statistiques, du fait des restrictions budgétaires et de la priorité donnée aux statistiques pour l'euro, mais que désormais, on s'intéresse plus à ce qui se passe au sein des ménages.

Réponse : L'approche ménage est au cœur du rapport Stiglitz et le PIB est un indicateur instrumental de moyens. Cependant, les crises macroéconomiques ont de l'importance et affectent le bien-être. Le rapport Stiglitz cherche au final à diversifier les statistiques, mais pas à faire diversion.

10) M. Jean Stoll : Quelle est la vision de la Commission sur les indicateurs de mesure physique (comme les empreintes) ?



Réponse : Une minorité de la Commission était très favorable à l’empreinte écologique, et la position finale de la Commission est qu’il s’agit d’un indicateur important et communicable, mais non d’une mesure globale. L’empreinte écologique ne dit rien, par exemple, sur la substituabilité. Aussi, il ne faut pas être trop pessimiste, car on peut perdre du bien-être dans une dimension, mais en gagner dans une autre...

Présentation de Mme Inna Steinbuka, Directrice de l’Unité Statistiques Sociales d’Eurostat

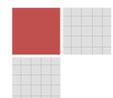
Mme Steinbuka débute sa présentation en rappelant qu’il existe une corrélation entre PIB/habitant et satisfaction, mais que celle-ci est non linéaire. Le PIB ne peut donc pas être un indicateur universel de satisfaction. Ainsi, le Luxembourg possède le PIB/tête le plus élevé au monde, mais les pays scandinaves connaissent des taux de satisfaction supérieurs. La question qui se pose alors est de savoir comment améliorer la mesure de la satisfaction des individus, autrement que par le PIB.

Elle expose ensuite le fait que les recommandations du rapport Stiglitz se retrouvent dans diverses initiatives internationales, à l’instar de la nouvelle Stratégie de Développement Durable, le Global Project de l’OCDE, la communication « le PIB et au-delà », le rapport Stiglitz et la stratégie « Europe 2020 ». Il existe notamment de nombreux points communs entre le rapport Stiglitz, « PIB et au-delà » et « Europe 2020 ».

A titre d'exemple, « le PIB et au-delà » demande de compléter rapidement le PIB avec des indicateurs sociaux et environnementaux devant reposer sur des données récentes, ainsi que de mesurer les inégalités et le développement durable. La stratégie « Europe 2020 », succédant à la stratégie de Lisbonne et à la Stratégie de Développement Durable, ambitionne, quant à elle, de déterminer ce que sera l’UE en 2020. Il s’agit notamment de viser une croissance durable, utilisant efficacement les ressources, basée sur la connaissance, avec un taux d’emploi et de protection sociale élevée.

D’autres objectifs sont une mobilité accrue des jeunes, une hausse des innovations et des technologies de communication, ainsi qu’une réduction de la pauvreté. Ce sont autant d’objectifs liés au bien-être...

Mme Steinbuka poursuit son exposé en présentant le lien entre le taux de risque de pauvreté et la privation de biens matériels, avant de relever la difficulté à définir la pauvreté.



Elle évoque ensuite le projet « Améliorer la mesure du bien-être et du développement durable » ou « Sponsorship Group », qui est un projet commun entre Eurostat, l'Insee, et d'autres Etats membres et qui porte sur les questions suivantes : Comment disposer de bons indicateurs statistiques ? Comment sélectionner les recommandations du rapport Stiglitz dans un contexte de crise économique et sociale ?

Pour conclure, Mme Steinbuka explique que pour Eurostat, les indicateurs objectifs de qualité de vie sont privilégiés au détriment des indicateurs subjectifs du bien-être, et que les conseillers d'Eurostat ont mis en place un indicateur de bien-être couplant l'espérance de vie à la naissance avec la satisfaction de vie moyenne, tout en mentionnant qu'ici aussi il existe un problème d'ancienneté des données.

Débat:

1) Question : Vous avez mentionné le PIB/habitant, or il est difficile de le mesurer au Luxembourg du fait notamment des frontaliers et des services financiers. Ce chiffre ne reflète que très partiellement la réalité...

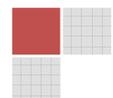
Réponse : Il est effectivement difficile de mesurer le PIB au Luxembourg, mais je voulais montrer que satisfaction et PIB/habitant ne vont pas forcément de paire... Le PIB reste cependant, malgré ses limites, le meilleur indicateur de progrès et personne ne veut le remplacer. Il suffit simplement de le compléter avec d'autres indicateurs.

Dr. Serge Allegrezza : Pour le Luxembourg, on recommande de le remplacer par le Revenu National/tête

2) Question : En ce qui concerne le risque de pauvreté analysé à travers la privation matérielle, utilise-t-on le même panier de consommation pour tous les pays ou bien l'adapte-t-on pour chaque nation ? Mesure-t-on la pauvreté absolue ou bien relative ?

Réponse : La mesure des privations est très difficile et la formulation des questions est différente selon les pays, car il est impossible de tout comparer et harmoniser.

3) Question : L'emploi ne protège pas forcément contre la pauvreté. Est-ce que dans le cadre de l'UE2020, c'est uniquement le taux d'emploi qui est pris en compte ou bien également la qualité de l'emploi ? Comment prendre également en compte la question du bien-être commun ? Que penser du fait de baisser le bien-être individuel au profit du bien-être commun ?



Réponse : L'évaluation de l'emploi prendra en compte la qualité des emplois. Une commission interne a ainsi formulé 40 recommandations pour améliorer la qualité des sondages. Mais, à l'heure actuelle, il reste à formuler des objectifs précis de qualité voulue pour les emplois. Les deux autres questions sur le bien commun sont philosophiques et délicates, et il me semble important d'analyser au préalable les inégalités sociales, avant de s'atteler à la question du bien-être collectif.

4) M. Daniel Byk : Il existe une contradiction entre ce que désire Eurostat (des indicateurs objectifs) et ce que préconise l'INSEE avec des indicateurs subjectifs...

M. Jean-Philippe Cotis pense qu'il faut faire les deux (améliorer la comptabilité nationale, et en même temps entrer dans le domaine essentiel du subjectif).

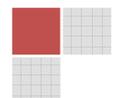
Débat politique de l'après-midi

1) Est-ce que le PIB et les comptes économiques vous aident ? Quels sont les indicateurs manquants ? Quelles sont les données dont vous souhaiteriez disposer ?

M. Nicolas Schmit : Je crois que le PIB m'aide, car il indique l'évolution économique. Cependant le lien entre croissance et emploi est à relativiser et à prendre avec des pincettes. On ne peut pas concentrer non plus toute l'économie dans un indicateur, surtout dans une économie aussi bizarre que celle du Luxembourg. On a besoin également d'outils supplémentaires et un peu plus fins. Le PIB ne dit pas tout et dit des choses fausses, car la croissance économique ne signifie pas automatiquement un supplément de bien-être. Il faut changer enfin notre manière de regarder l'économie et nos ressources.

M. Lucien Thiel : Le PIB est faussé, car il ne se rapporte qu'au matériel, et ne représente qu'une des trois faces que sont l'économique, le social et le développement durable. Est-ce que nous réussissons à réaliser un nouvel étalon universel ? Est-ce que nous allons vers un nouveau PIB ? Ou bien allons-nous vers une logique de tableau de bord avec de nouveaux indicateurs à côté du PIB ?

M. André Hoffman : Le concept du PIB n'est pas idéologiquement neutre et remonte à l'utilitarisme. Avec la comptabilité nationale, on a réduit le bien-être à des aspects quantitatifs et monétaires. On ne sait rien, par contre, sur la répartition de la richesse. Il ne faut pas abandonner le PIB, mais il faut savoir ce qu'il mesure, ce qu'il ne mesure pas, ce qu'il mesure faussement et ce qui pourrait le compléter avec une hiérarchie de valeurs.



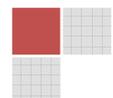
M. Carlo Thelen : Le rapport Stiglitz souligne que « le PIB n'est pas erroné en soi, mais que son utilisation est erronée ». Le PIB a cependant des limites, comme le fait de ne pas inclure le bénévolat, ni la production domestique, ou encore de valoriser la production des administrations publiques au coût des facteurs (au Luxembourg, près de 30% de la production concerne les administrations publiques au total). Le PIB ne dit rien non plus sur la distribution des revenus, et il est difficile de calculer la composante « services financiers ». De plus, les prix ne sont pas optimaux, car l'information est asymétrique. Enfin, il y a le problème des dépenses défensives et du fait que le PIB est utilisé comme critère d'octroi d'aides pour la politique régionale (le pays se trouve ainsi désavantagé).

M. Marco Wagener : Les syndicats avaient demandé à établir un tableau de bord social en 2000 pour aller au-delà du PIB et il en a résulté le « tableau de bord compétitivité ». On possède donc déjà d'autres outils, mais la presse ne les utilise pas. On ne parle jamais non plus des inégalités de revenus et de fortunes. Les performances économiques du Luxembourg sont plutôt bonnes, mais celles sociales et environnementales beaucoup moins.

M. Jean-Louis Schlessler : Il ne faut pas abandonner le PIB, car il est utile. Il faudrait trouver des moyens pour tenir compte de la Grande Région et se donner les moyens de ses ambitions. Le PIB devrait être intégré dans un tableau de bord. Si on faisait la comparaison avec celui d'une voiture, c'est comme si l'on ne regardait que la vitesse. Il faudrait aussi un tableau de bord le plus public possible, afin de sortir des discussions des politiques pour entrer dans la Politique. Il y a en effet une instrumentalisation des données en général et il faut également sortir de la logique productiviste dans laquelle nous sommes enfermés.

2) Quels sont les éléments sur lesquels vous souhaiteriez disposer de plus d'informations ?

M. Nicolas Schmit : On sort d'une crise économique, précédée d'une forte croissance du PIB grâce à la croissance d'une *économie irréaliste*. Il y a eu des phénomènes sociaux importants : les écarts de rémunération ont explosés, la cohésion sociale a été affaiblie, l'écart de qualification s'est creusé. Il y a aussi des enjeux importants comme la croissance verte, la gouvernance des entreprises, et la régulation des marchés. Le PIB ne dit pas plus que ce qu'il ne dit; il faut l'élargir pour intégrer le social, l'environnemental, la cohésion sociale, la *distribution des revenus*.



Les politiques peuvent mener des politiques correctes s'ils ont les instruments pour les mener. On a besoin d'indicateurs pour connaître l'impact des décisions. Par le passé, le quantitatif a été trop privilégié, le tour du qualitatif doit venir.

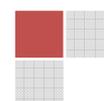
M. André Hoffman : Ne faut-il pas soumettre l'économie à la société au lieu de l'inverse ? Une des grandes sources de la gauche a été la libération humaine de l'aliénation productive, mais cela a été oublié avec les années. Or, on peut mesurer cette aliénation avec l'évolution du *temps de travail*, avec les *budgets temps* et les temps sociaux. Le problème des *inégalités* est également majeur, et il faudrait rompre avec l'obsession de la compétitivité.

M. Lucien Thiel : Tout le monde est d'accord pour dire que le *PIB* est insuffisant et qu'il faut intégrer les *dimensions sociales* et le *développement durable*. Mais, ceci ne vaut pas grand-chose si l'on reste au niveau européen, il faut atteindre le niveau mondial, et ce, malgré le fait que le Luxembourg possède de nombreuses spécificités. Enfin, *les budgets temps* sont un des éléments intéressants pouvant trouver leur place dans le volet social.

M. Marco Wagener : Il faut analyser *la distribution des revenus* et *le degré de mobilité intergénérationnel*. Il ne faut pas seulement mesurer le nombre d'emplois, mais aussi *la qualité de ceux-ci* (stress, suicides, etc.). On est toujours dans un système productiviste. Le travail est certes important, mais il faut pouvoir établir un *équilibre satisfaisant avec les autres activités*.

M. Jean-Louis Schlessler : Le productivisme a occulté la question de *la répartition de la richesse*. Le PIB et la façon de le moduler ne sont donc pas vierges d'idéologie...

M. Carlo Thelen : Il existe actuellement beaucoup d'indicateurs, comme ceux du tableau de bord compétitivité. Mais, les mesures peuvent se révéler trompeuses: s'il y a moins d'activité par exemple, il y aura moins d'accidents de travail, moins de travail pour ceux qui n'aiment pas travailler et donc plus de loisirs et plus de bonheur pour eux. Il faudrait aussi prendre en compte le *patrimoine* et établir des bilans nationaux. Il ne faut pas non plus surpondérer les mesures subjectives et la question du coût de la collecte de nouvelles mesures doit être posée. Il faut aussi prendre en compte le bien-être des personnes morales au-delà des seules personnes physiques (indicateurs de bénéfices, solvabilité, liens sociaux)



Ouverture du débat public

1) Question : Je me sens mal à l'aise à l'idée de changer le PIB, sur lequel se base tant de politiques... En outre, si l'on introduit de plus en plus d'indicateurs subjectifs, se pose alors la question de l'indépendance des statistiques publiques. Il faut donc une objectivité maximale de tous les indicateurs, ainsi que des garanties pour le maintien de l'indépendance des statistiques.

M. Daniel Byk : Au début, en Australie et en Nouvelle Zélande, les inquiétudes étaient les mêmes et progressivement la société a pensé que ces indicateurs sont utiles et qu'il vaut mieux que les statisticiens produisent des indicateurs subjectifs plutôt que d'autres. La fragilité de la mesure n'empêche pas la pertinence de la démarche. Et de la même façon que la qualité du calcul du PIB a augmenté, les mesures subjectives vont gagner, elles aussi, en qualité...

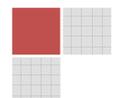
2) Question : Si notre société s'efforce à devenir une société de la connaissance, comment va-t-on mesurer cela ?

3) Question : Il faudrait relativiser la mesure de la qualité du travail par le temps, car on peut passer beaucoup d'heures à ne rien faire et on peut travailler peu d'heures et faire beaucoup. Ensuite, justifier la qualité des mesures subjectives par l'excellence des statisticiens est risqué, car il faut s'assurer au préalable que ceux-ci sont bel et bien excellents. Pour le bien-être, il faut améliorer aussi la qualité de l'enseignement, de la politique et développer l'économie de la connaissance. Est-ce que l'on va toujours tout changer pour que rien ne change encore une fois ?

M. Daniel Byk : L'excellence n'est pas l'excellence des individus. Les instituts statistiques sont rigoureux et c'est l'intelligence collective, qui est excellente et qui offre des garanties.

4) Question : On a tous besoin du PIB, mais il ne nous informe pas sur le bien-être des sociétés et il nous faut en conséquence disposer de nouveaux outils. Comment mesurer la qualité de l'eau, de l'air ? Quelle est la valeur d'une nature intacte ? Comment mesurer tout cela ? Faut-il la taxer pour qu'elle ait un prix ? Précisons aussi que le développement durable ne concerne pas que l'environnement, mais aussi le social et l'économique...

M. Marco Wagener : Je suis partisan des enquêtes subjectives. Si on demande aux individus « ce qui compte », ils ne parleront pas du PIB, mais de santé, de liens sociaux, de leur famille, de la qualité de leur emploi et de ressources matérielles.



Le développement durable, est effectivement constitué de trois piliers et il y a des liens/interférences entre ces derniers. Il faut certes prendre en compte l'environnement, mais il ne faut pas remplacer une imposition progressive sur le revenu par une imposition écologique égalitaire.

M. André Hoffman : Il faut distinguer le quantitatif et l'objectif, le qualitatif et le subjectif. Le STATEC devrait faire des enquêtes subjectives, même si le subjectif est manipulable, trop instantané et volatile et que les données objectives restent préférables. Pour ce qui est de l'économie de la connaissance, on en parle depuis 20 ans et il n'y a eu aucune avancée. En outre, toute société est une société de la connaissance, car sans connaissance pas d'économie et pas de société. La question est plutôt de savoir quel est le contenu de cette économie de la connaissance et quel est le mode de transmission et de répartition équitable du savoir ?

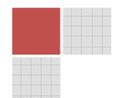
M. Jean-Louis Schlessler : L'économie de la connaissance est importante et mesurable objectivement. On peut faire confiance aux statisticiens, mais il ne faut pas confondre statistique et sondage d'opinions.

M. Lucien Thiel : Comment peut-on déconnecter le bien-être des sentiments humains ? Cela étant a priori impossible, il est donc difficile de s'écarter trop des mesures subjectives... Les sondages fournissent déjà des données assez fiables, et donc la question de la qualité des mesures subjectives ne se pose pas vraiment.

M. Carlo Thelen : Il est difficile de mettre en place certaines mesures (comme celle de la beauté des paysages) et le développement durable est un triptyque, mais en temps de crise, les trois domaines ne doivent pas s'égaliser. La connaissance est une des dernières matières premières dont on dispose et il faut donc augmenter les investissements dans ce domaine.

M. Daniel Byk : On ne mesure pas toujours ce qui est important, mais ce qui est important n'est pas toujours mesurable. Il faut donc accepter la non-complétude d'une approche.

M. Thierry Paccoud : Les statisticiens ne doivent pas travailler seuls, car certains aspects vont leur échapper. Si on introduit d'autres composantes à côté du PIB, il faut introduire d'autres disciplines... Pour le PIB, il y a eu une codification et donc pour les nouveaux indicateurs, il doit y avoir un véritable suivi. Le PIB a montré aussi qu'il est un indicateur fragile, malgré la codification et la surveillance mis en place. Enfin, il ne faut pas avoir peur de ne pas produire quelque chose de solide, car les choses se solidifient avec le temps.



Présentation de Dr. Serge Allegrezza, Directeur du STATEC

M. Dr Allegrezza débute son intervention en soulignant que l'indépendance des statisticiens est une question difficile, mais que le STATEC est une institution basée sur une loi, que le traité de Maastricht garantit l'indépendance des statisticiens et que la statistique communautaire est très réglementée. Tout ceci permet au STATEC de jouir d'un haut niveau de confiance de la part des utilisateurs. Il rappelle ensuite que la statistique et le PIB ont évolué au fil des siècles. Ainsi, pour Quesnay la seule activité productive était l'agriculture, alors que dans la conception marxiste il s'agit du travail agricole et manufacturier... La définition de la production a donc évolué et va continuer à évoluer...

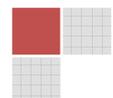
Le débat quantité/qualité est ensuite évoqué avec les questions de définition de ce qui peut être mesuré et le fait que la frontière entre les deux notions précitées est fluctuante. L'opinion publique confond ainsi quantités physiques et argent avec éléments mesurables.

En réaction au débat qui vient de se tenir, il rappelle que le concept de productivité est un bon concept, car il permet de mettre en évidence le rapport output/inputs. Il précise aussi que toute démarche ne peut être réalisée que dans le cadre communautaire ou de l'OCDE.

Il évoque ensuite les appels incessants du STATEC à utiliser le RNB/tête et non le PIB/tête du fait des frontaliers et des services financiers particulièrement difficiles à mesurer (environ 30% de la production). Avec le RNB, apparaît ainsi une décote de presque 60% et une croissance bien plus lente que pour le PIB traditionnel.

Le PIB/tête, malgré ces critiques, doit être conservé et utilisé du fait des cadres réglementaires de l'UE. En effet, le PIB n'est pas qu'une mesure de la production, mais aussi une base imposable aux budgets de l'UE et une référence centrale du pacte de stabilité. Le PIB est aussi un agrégat de différentes composantes importantes, toutefois peu abordées, telles que la consommation, l'investissement ou encore la balance commerciale.

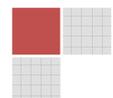
Concernant les travaux réalisés, le STATEC a introduit les comptes trimestriels, malgré les révisions conséquentes (mais non aberrantes) des comptes annuels que cela engendre, les comptes de secteur public, les comptes financiers, la mesure de l'économie illégale et le PIB vert. Le STATEC travaille actuellement sur les comptes sectoriels, qui comprennent les ménages, les entreprises, les sociétés financières et non-financières, les administrations publiques, ainsi que sur les comptes de patrimoine, sur la construction de séries longues et enfin sur l'analyse des comptes.



Enfin, Dr. Serge Allegrezza annonce la mise en place du SEC2010, qui va permettre d'améliorer et de restructurer les comptes nationaux, et les tentatives de mesure des inégalités de revenu et de l'économie solidaire.

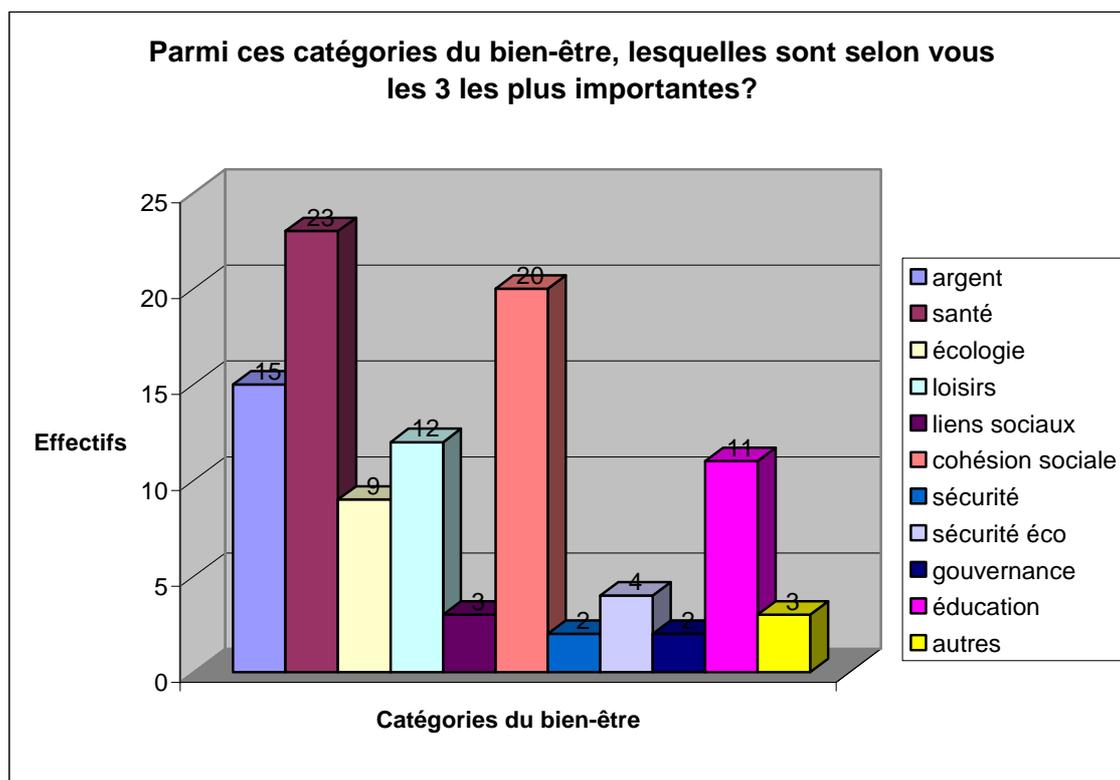
Conclusion de M. Jean Stoll, représentant du CSDD

M. Stoll conclut la journée en rappelant que le PIB est un étalon économique, mais faible car mesurant uniquement la production et excluant les questions sociales et de développement durable. Il rappelle aussi qu'il faut révolutionner notre économie, mieux gérer les ressources et prendre en compte les externalités. Les questions à se poser sont alors: Vers où voulons-nous aller ? L'économie est-elle un but en soi ou un simple moyen de remplacer le troc ? Comment communiquer avec la société civile ? Comment fournir des données subjectives suffisamment fiables ? Parlerons-nous de bien-être individuel ou de bien-être commun ? Comment prendre en compte enfin notre impact sur la biocapacité ?



Annexe 3 : Analyse des questionnaires sur la « Qualité de la Vie »

Nombre de réponses : 35 personnes

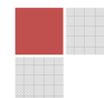


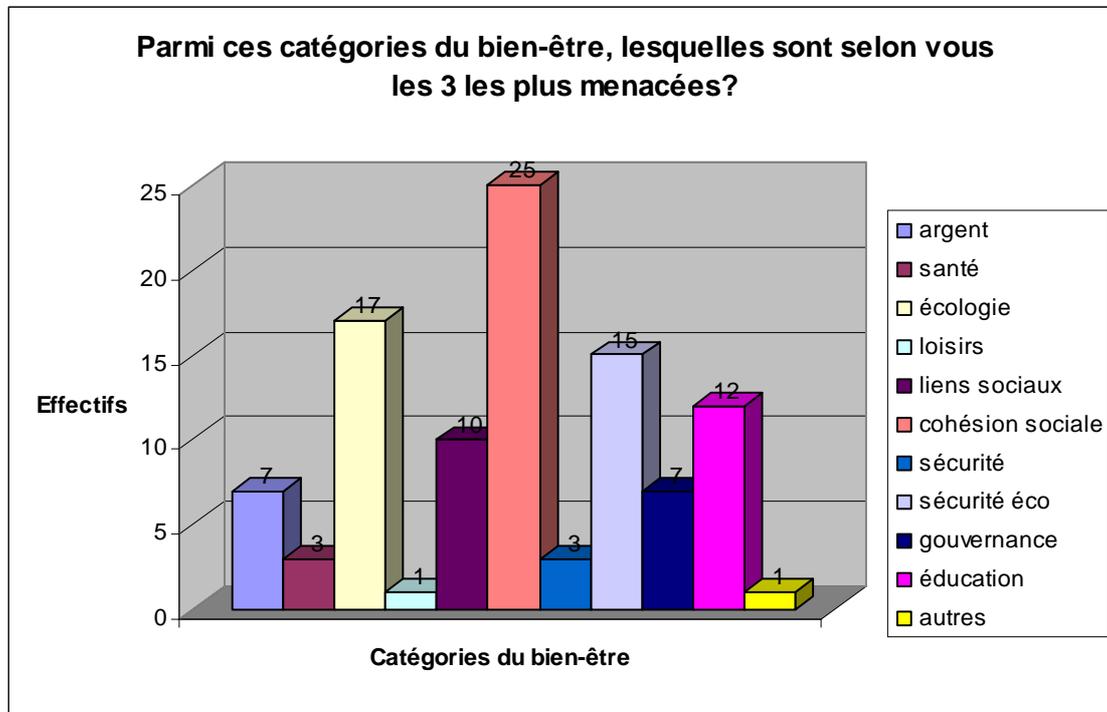
Top 5:

- 1) Santé et absence de stress
- 2) Cohésion sociale
- 3) Argent et conditions matérielles
- 4) Temps dédié aux loisirs et activités personnelles
- 5) Education de bonne qualité

Autres éléments cités:

- un territoire basé pour/sur l'économie de la connaissance
- la transparence des activités administratives/gouvernementales



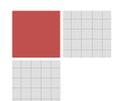


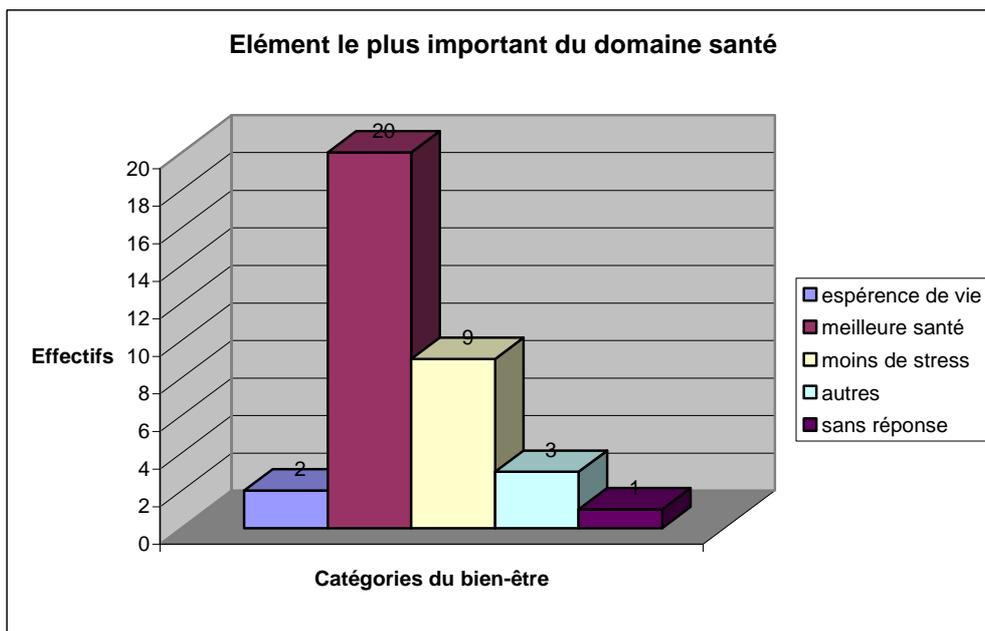
Top 5:

- 1) **Cohésion sociale**
- 2) **Environnement et écologie**
- 3) **Sécurité économique**
- 4) Représentation politique et gouvernance
- 5) Liens sociaux

Autres éléments cités:

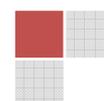
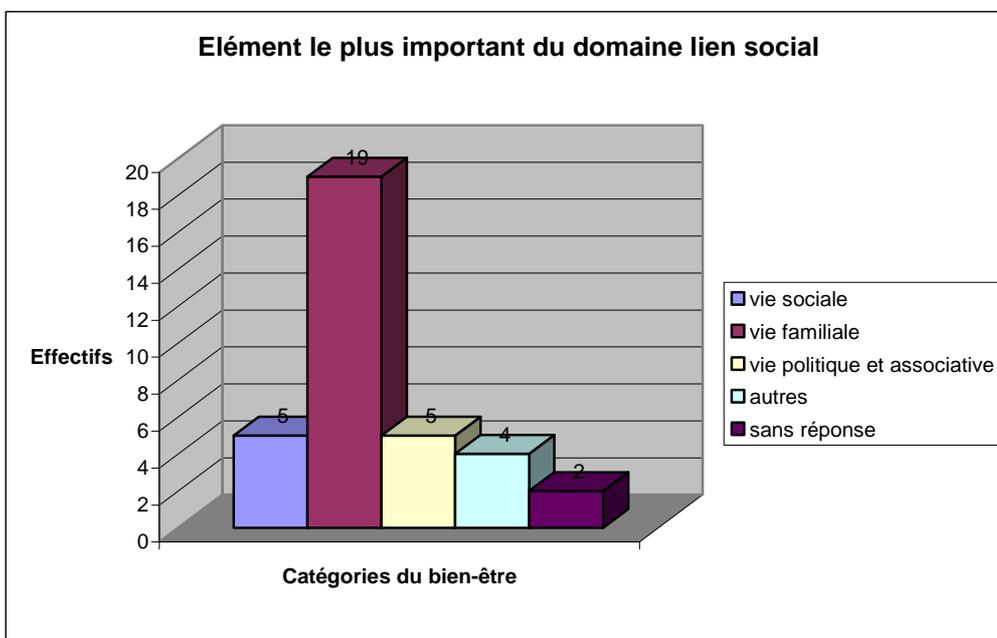
- l'excellence des services publics
- la liberté d'expression
- une vie familiale intacte

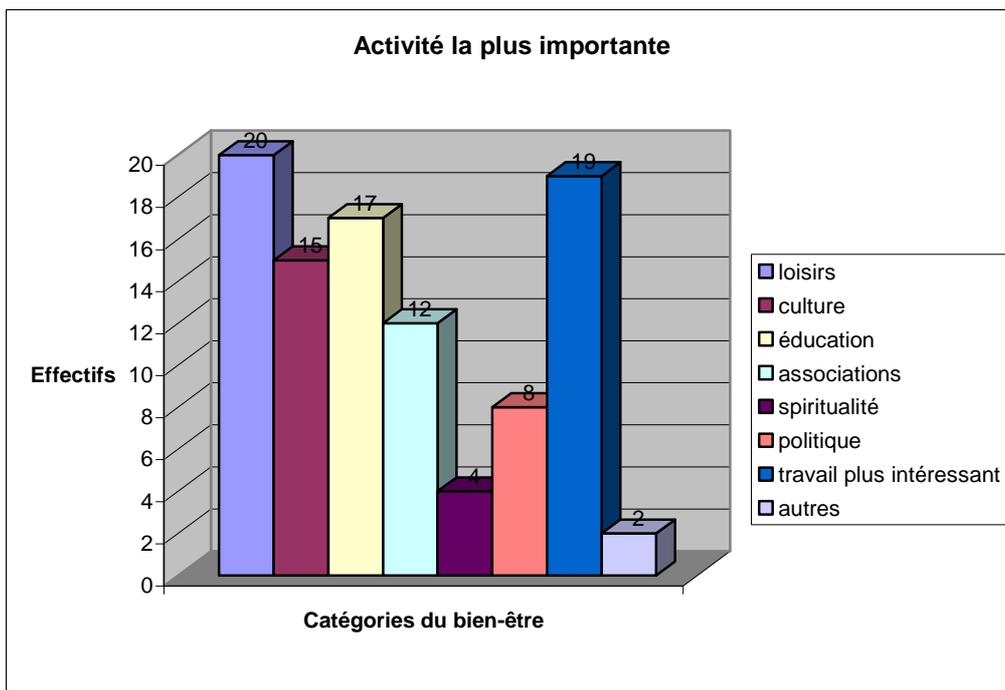




Autres éléments cités:

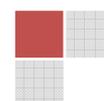
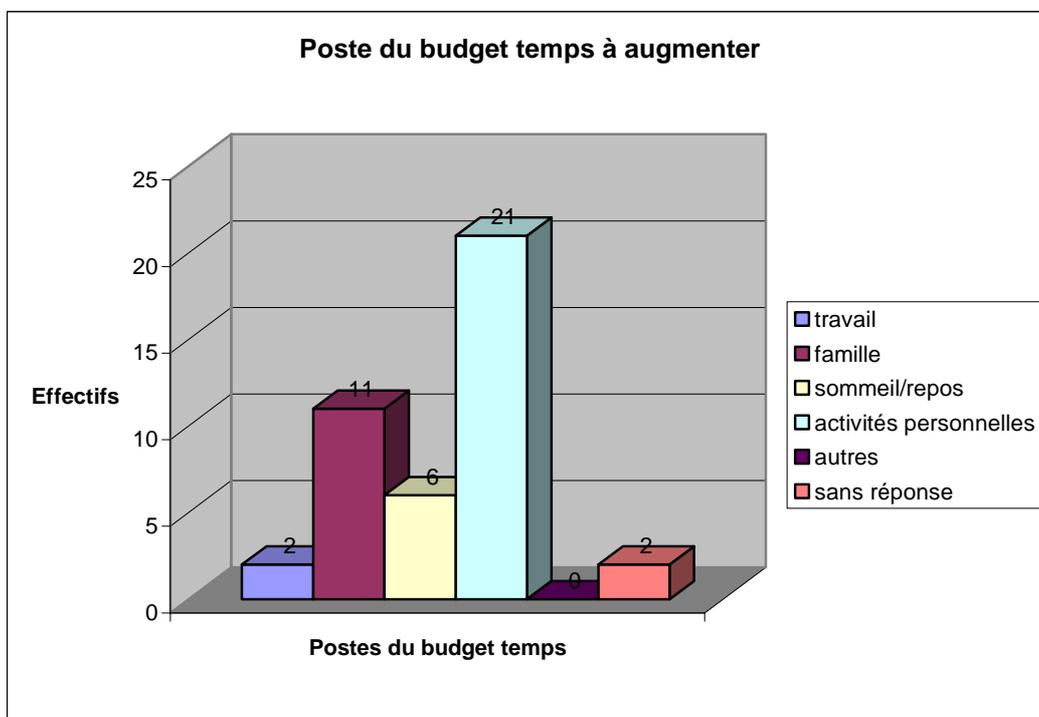
- Avoir une vie intéressante
- Avoir une vie en adéquation avec l'environnement écologique
- Avoir une vie heureuse/trouver son bonheur

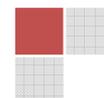
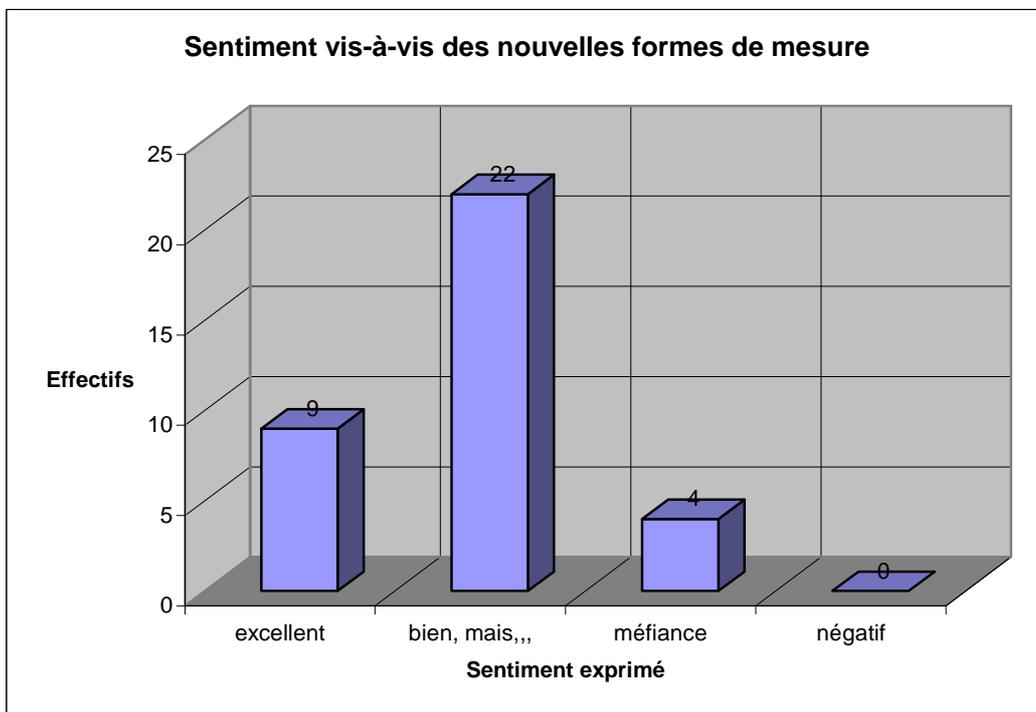
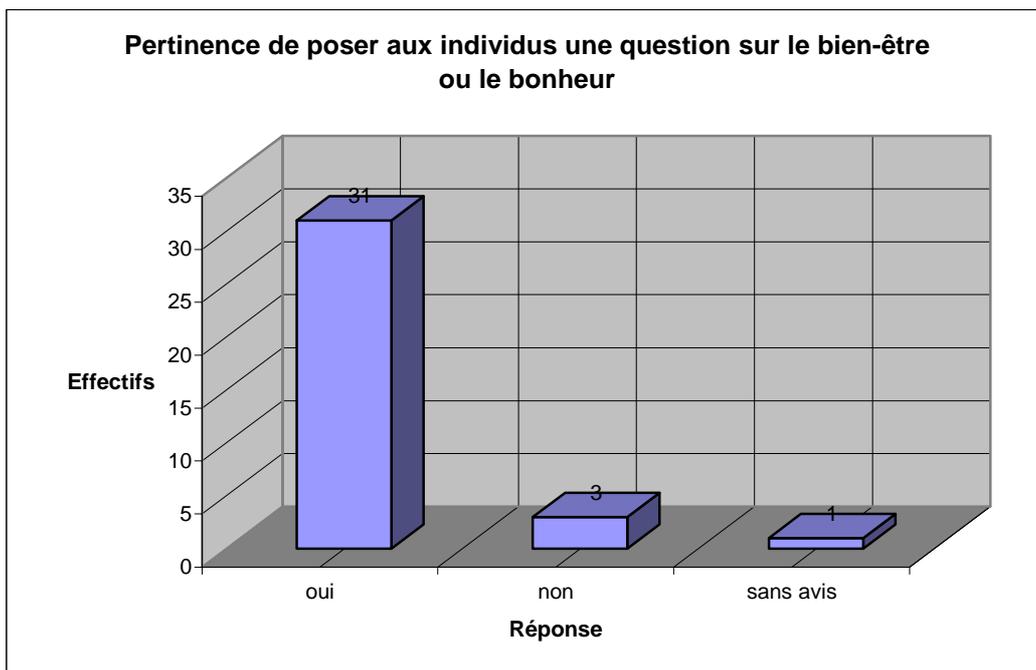




Autres éléments cités:

- La transparence dans les activités politiques et administratives
- les activités sportives





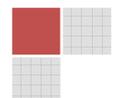
Annexe 4 : Compte-rendu du 2nd Atelier de Travail

Introduction de M. Raymond Weber, Président du CSDD

M. Raymond Weber, Président du CSDD, signale que de nombreuses études sur le développement durable ont été réalisées au Luxembourg, notamment par le CES (avis annuel 2008), le CSDD (rapport sur l'empreinte écologique) et par d'autres instances, telles que le séminaire de l'AICESIS sur la mesure du progrès, du développement et du bien-être, la conférence de la Chambre des Salariés « Comment prévenir la pauvreté ? », la conférence-débat du MECO « Nach Wegen aus der Wachstumsfalle suchen ! » ou les travaux du CEPS/Instead.

Le concept de développement durable peut être défini comme un développement économiquement efficace, socialement équitable, écologiquement soutenable et respectueux de la diversité des expressions culturelles. Afin de mettre en place une stratégie de développement durable, il est nécessaire de penser sur le long terme et de prendre en compte le bien-être des pays du Sud comme du Nord. Le développement durable se fonde aussi sur un traitement conjoint des effets économiques, sociaux et environnementaux. Son succès repose sur la coopération entre acteurs de disciplines, de secteurs et de milieux différents, agissant à différents échelons, du niveau international au niveau local. Le développement durable repose aussi sur une nouvelle forme de gouvernance: il promeut la démocratie participative et rénove l'approche citoyenne. L'accès à l'information et la transparence sont donc des pré-requis. Il est aujourd'hui nécessaire de réagir contre une banalisation de ce concept et d'éviter de le réduire à l'action environnementale. Le développement durable implique aussi de nouvelles règles commerciales, à savoir une mutation de l'agriculture, un commerce équitable, une coopération au développement, une finance éthique, de nouvelles règles sociales et une nouvelle gouvernance promouvant le respect des droits humains, des règles internationales du travail renforcées, le débat public, la lutte contre la pauvreté dans le monde, etc.

Le CES et le CSDD ont pris comme base de travail le Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi qui constitue le travail le plus complet sur les nouveaux indicateurs. Ses propositions sont cependant trop économistes et partent d'une définition insuffisante du développement durable, dissocié de la qualité de vie et de la qualité des sociétés, et déconnecté des questions d'inégalités, de pauvreté, de démocratie, de diversité sociale et culturelle. En outre, la proposition de prendre l'ENA (épargne nette ajustée) comme repère-clef pose problème.



Cet indicateur est incompréhensible pour des non-spécialistes et donc, inutilisable pour guider l'action publique ou privée. Elle repose aussi sur l'hypothèse inacceptable selon laquelle les trois formes de capital (capital économique, humain et naturel) sont substituables.

Enfin, l'enjeu démocratique dans le débat sur les nouveaux indicateurs est primordial, afin que la société puisse débattre « du monde que nous voulons ». L'élaboration d'indicateurs relève, en effet, des choix de société.

En vue d'un développement durable, il convient de passer de la société du « beaucoup avoir » pour quelques uns à une société « du bien-être durable pour tous ». Il faudrait de ce fait promouvoir la mise en œuvre de principes de responsabilité, de solidarité, d'altérité (reconnaissance de chacun dans ses différences et recherche des interactions entre tous pour de nouvelles formes de capital social – cf. les « capabilities » d'Amartya Sen), etc. Ceci montre que redéfinir le tableau de bord de la richesse implique une interrogation et un débat de ce qui fait « valeur », de la place octroyée à la dimension démocratique du « bien vivre ensemble ».

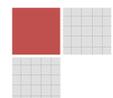
Trois livres complètent les travaux de la Commission Stiglitz :

- « Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable », de Tim Jackson. Ce livre regarde au-delà des conceptions habituelles du progrès pour affronter les défis économiques du futur. Il convient de dissocier la prospérité de la croissance et de passer d'une économie qui vise à l'opulence /l'utilitarisme à une économie qui vise à l'épanouissement humain en tenant compte du social, du culturel et de l'écologie. L'auteur enrichit l'analyse par une exploration de la théorie macroéconomique pour comprendre comment stabiliser l'emploi sans passer par la croissance. Il invite à une transition progressive vers une prospérité alternative à la croissance.

- « Postwachstumsgesellschaft - Konzepte für die Zukunft », travail collectif sous la direction de Irmi Seidl et Angelika Zahrt¹⁰⁷. La thèse est que la société post-croissance ne dépend pas de la croissance économique : elle n'est pas un impératif, ni une fin en soi et ne saurait plus être le paradigme de l'économie, de la politique et de la société.

- « Adieu à la croissance - Bien vivre dans un monde solidaire », de Jean Gadrey, membre de la Commission Stiglitz.

¹⁰⁷ www.postwachstum.de



Il part des constatations que le PIB ne mesure ni le bien-être, ni la soutenabilité écologique et sociale et que la croissance comme remède à tous les maux n'est plus une solution, mais un problème et un facteur de crise. Pour des scénarios alternatifs post-croissance, une forte réduction des inégalités sociales dans le monde et dans chaque pays est nécessaire. Aussi, les modes de production et de vie devraient être modifiés, ce qui impliquerait une baisse du niveau de vie matériel, mais compensée par de meilleurs services, une meilleure alimentation, plus de temps libre, des liens plus durables, plus de lien social, etc.

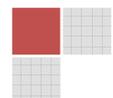
La réflexion sur la post-croissance fait partie d'une réflexion sur un développement durable redynamisé.

Discours de M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce Extérieur

Le terme de post-croissance demande réflexion : s'agit-il d'une autre croissance, d'une croissance non excessive, d'une croissance respectueuse du social ou de l'absence de croissance provoquant des récessions ?

Ensuite, il faut être prudent avec les éléments synthétiques, car ces derniers peuvent se révéler confus, voire dangereux. Tel était le cas lors de la présentation d'un rapport de l'OCDE sur la situation au Luxembourg qui donnait lieu à des conclusions étranges du fait que les spécificités locales n'étaient pas prises en compte. De même, le bien-être universel n'existe pas et c'est pour cela que le gouvernement a inscrit dans son programme 2009-2014 le projet PIBien-être. Le Ministre de l'Economie souligne aussi qu'il existe déjà beaucoup d'instruments disponibles dans le Tableau de Bord - Compétitivité.

En 1995, lors des discussions sur le budget de l'Etat, le Ministre avait demandé d'engager le débat sur le choix de société. Or, quelques années après, dans le cadre des discussions sur le système de pensions, les pensions ont été relevées malgré le fait que cela nécessiterait une croissance de 4%. Cet exemple montre qu'il est important d'adopter une vue prospective et de long terme. Certains prédisent que la crise financière n'est rien comparée à la crise de l'humanité et environnementale, et qu'il suffit de regarder ce qui se passe en France avec le blocage des raffineries pour se rendre compte de la dépendance au pétrole et aux ressources. Pour pouvoir changer la société de manière radicale, il faut poursuivre deux démarches parallèles : il faut, d'une part, prendre en compte les besoins actuels des gens et, d'autre part, être déterminé et courageux à long terme, notamment sur la question de l'énergie. Concernant, ce dernier point le Ministre précise que les énergies renouvelables vont être développées davantage et que des études sont réalisées pour introduire la voiture électrique au Luxembourg.



Il souligne qu'il est essentiel de débattre des implications des directions à emprunter et qu'il ne faut pas se diviser politiquement sur la question du développement durable. On ne peut pas posséder plus matériellement et rechercher, en même temps, la durabilité.

Il déplore que les objectifs de la stratégie de Lisbonne n'aient pas été atteints, alors que c'était la seule voie crédible. Les écotechnologies devront jouer également un rôle fondamental en permettant de créer des emplois plus durables. Or, celles-ci mettront du temps pour se substituer à l'industrie financière. Il faut montrer aussi la durabilité de manière concrète pour que les gens adhèrent au projet. A travers une croissance intelligente, durable et inclusive, la Stratégie Europe2020 trace la voie d'un développement durable.

Le Ministre de l'Economie conclut sa présentation avec une citation de St Exupéry : "Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres, nous l'empruntons à nos enfants."

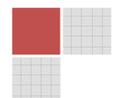
Remarque : Il est dommage que les visions ne soient pas plus développées et que le gouvernement n'ose pas dire davantage la vérité à ses citoyens.

Remarque : Les énergies renouvelables seront de plus en plus chères au fur et à mesure que le pétrole deviendra lui aussi plus cher. Si nous voulons être entièrement approvisionné par l'éolien, il faudra le quadruple de toutes les installations électriques actuelles, ce qui laisse présager des coûts de production de 8 à 10 supérieurs à ce qu'ils sont actuellement.

Réponse : Il y aura une pauvreté provoquée par l'énergie si nous ne réagissons pas.

Remarque : Le syndicat IG Metall du Baden Württemberg avait demandé, il y a une dizaine d'années, aux salariés s'ils voulaient un peu plus de salaires et 40h/semaine ou un peu moins de salaire et 35h/semaine. Tous ont choisi la 1^{ère} option. La décroissance est donc envisageable pour les mieux lotis, mais pas pour les plus démunis. Le concept de croissance qualitative me semble préférable, mais on s'est engagé dans un certain nombre de voies non durables. Il faudrait peut-être penser aux taxes sur l'énergie pour que les gens préfèrent un mode de fonctionnement durable. Le gouvernement pourrait alors se concentrer sur les biens publics.

Réponse : Certaines personnes ne peuvent pas avoir moins de salaire, car le Luxembourg est un pays où la vie est chère.



Pour ce qui est des logements moins "gourmands" en énergie, les gens hésitent alors qu'ils achètent des logements à des prix faramineux. Il est possible de mieux bâtir, mais au Luxembourg les prix des terrains ne cessent de croître. Les bénéficiaires sont les résidents de souche, qui deviennent riches, alors que d'autres deviennent pauvres. Tant que les prix seront aussi élevés, les gens n'oseront plus faire d'investissements pour le développement durable. Les prix des terrains posent en outre d'autres problèmes, comme les hausses de salaire, etc.

Remarque de R. Weber : Un modèle luxembourgeois qui se fonde sur 4% de croissance n'est plus tenable. L'empreinte écologique l'a également montré. Il faudrait un large débat sur la croissance en essayant d'éviter l'élitisme.

Remarque : Le PIB est une mesure imparfaite. A l'instar des placements financiers où le rendement est lié au risque, ne serait-il pas possible d'associer au PIB ou au PIBien-être une mesure du risque global encouru par la société ?

Réponse de Dr. Allegrezza : Le risque est une probabilité affectée à la survenance d'un événement. Il y a distinction entre incertitude (non probabilisable) et risque (probabilisable). Cela demande de prendre en compte les risques de survenance de certains scénarios.

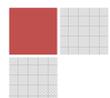
Réponse du Ministre : Qui se soucie du fait que les prix que l'on paye ne reflètent pas la valeur réelle de ce que l'on produit en Europe ? Des chaussures dont la semelle provient d'Espagne sont ainsi produites au Vietnam pour 1.5 USD et sont ensuite vendues 10 USD. Or, personne ne se pose la question de la valeur et de l'exploitation.

Remarque de R. Weber : Au lieu de parler d'incertitude, on pourrait évoquer la confiance dans notre société.

Remarque : Il n'y avait pas assez de visions dans votre discours, alors que les scientifiques affirment que des solutions existent. On aurait pu faire beaucoup au Luxembourg avec toutes les liquidités disponibles.

Présentation du PNDD par M. Claude Origer, Ministère du Développement Durable et des Infrastructures

Le développement durable a démarré en 1999 avec le 1^{er} PNDD qui a été la réponse donnée à la réunion internationale Rio+5.



En 2002 ont été publiés les premiers indicateurs, la loi de politique de développement durable date, quant à elle, de 2004 et un rapport sur la mise en œuvre du développement durable a été réalisé en 2006.

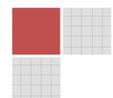
La loi de 2004 a également créé le CSDD et la Commission Interdépartementale du Développement Durable, chargée d'élaborer le PNDD2. Un nouveau PNDD doit depuis lors être mis en place tous les 4 ans et un rapport national de mise en œuvre tous les 2 ans. Un document, intitulé « Luxembourg Visions », mettant en exergue les tendances non durables au Luxembourg, a marqué le lancement du processus participatif. L'avant-projet du PNDD2 a été adopté en février 2009. La loi prévoit, en outre, que le document doit être avisé par le CSDD, la Chambre des Députés et par une consultation publique. Les remarques du CSDD et de la Chambre ont été intégrées et fin novembre le PNDD2 sera présenté au Conseil de Gouvernement pour adoption.

Le PNDD2 est basé sur 5 principes fondamentaux, 14 tendances non durables, 18 objectifs de qualité (directions à emprunter jusqu'en 2050), 150 objectifs d'action et plus de 150 mesures. Des indicateurs seront développés par la suite. Les cinq principes fondamentaux sont le fruit de la présidence luxembourgeoise de 2005 et ont été intégrés dans la stratégie européenne de DD :

1. Le développement durable met en avant l'homme, maintient le bien-être, la qualité de vie, le développement humain et l'épanouissement personnel.
2. Un respect des droits sociaux, écologiques et culturels, des générations futures ainsi que de toutes les nations est nécessaire.
3. Il faut respecter les limites écologiques et les capacités de régénération de la nature.
4. Il est nécessaire de rechercher la cohésion sociale
5. Il est nécessaire de rechercher la prospérité économique.

Le programme d'action est ordonné selon 4 mondes : économique, social, environnemental et institutionnel + le niveau international. Les 150 objectifs d'action sont, quant à eux, déterminés à partir des 18 objectifs de qualité.

Le PNDD n'a pas vocation à présenter une solution à tous les problèmes, la concrétisation pratique doit se faire par d'autres plans d'action. L'essentiel est que ces planifications se tiennent dans le cadre commun qu'est le PNDD.



Il reste cependant quatre questions ouvertes : la fiscalité écologique (surtout énergétique), l'efficacité des ressources et l'amélioration de l'éco-efficacité (facteur 4¹⁰⁸ ou facteur 10¹⁰⁹), la création d'un fonds d'avenir et enfin, l'étude des conséquences budgétaires sur les hommes et les femmes.

Présentation des indicateurs de développement durable par M. Eric De Brabanter, Ministère du Développement Durable et des Infrastructures

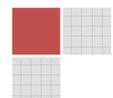
Les indicateurs de développement durable permettent d'évaluer la mise en œuvre d'un plan, ainsi que les progrès réalisés concernant la durabilité (équité intergénérationnelle et personnelle), de rendre le développement durable opérationnel (adapter, réorienter certaines mesures d'un plan), de montrer les interactions entre les différents « mondes », et d'évaluer les conséquences à long terme des comportements et décisions actuelles. Il faut aussi prendre en compte le rôle des institutions et de la culture, les démarches prospectives, l'équité entre nations dans le développement durable. Ce dernier est un développement qui vise à accroître durablement notre richesse, en utilisant moins de ressources et en préservant nos capitaux. Il convient aussi de préserver l'équité entre les générations, entre les personnes et entre les nations.

La notion de développement durable est incluse dans la croissance verte, le progrès des sociétés, GDP and Beyond, Europe 2020 et le bien-être. Les dimensions clés du développement durable sont l'économie, le social, l'environnemental et il existe des liens entre ces dimensions (l'environnement donne des ressources à l'économie, absorbe des pollutions et l'économie exerce des pressions sur l'environnement/l'environnement donne des écosystèmes, les plantes donnent des médicaments, la nature est un élément de loisir et de qualité de la vie et la démographie a un impact sur l'environnement, comme nos modes de vie, notre éducation). Il s'y ajoute deux nouveaux piliers : le partenariat global et la bonne gouvernance. Pour le premier volet, un jeu d'indicateurs comprendrait ainsi des mesures de nos externalités économiques, sociales et environnementales à l'extérieur, par exemple, l'empreinte écologique, l'empreinte carbone, l'aide publique au développement. Quant à la gouvernance et l'institutionnel, les indicateurs sont difficiles à déterminer.

Pour le développement durable, il faut plus qu'une juxtaposition des piliers, c'est-à-dire une superposition, une synergie. Pour cela, il existe différentes approches conceptuelles : l'approche monitoring comme pour la SDS ou le PNDD (indicateurs classiques) ou une approche par capitaux.

¹⁰⁸ Doubler la croissance avec 2 fois moins de ressources

¹⁰⁹ Doubler la croissance avec 5 fois moins de ressources

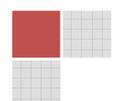


Selon cette dernière, la richesse totale nationale (RTN) serait la somme des capitaux financiers, produits, naturels, humains, et sociaux. C'est une approche par stock et les capitaux sont évalués à travers de prix fictifs. Cependant, certains capitaux peuvent se dégrader et d'autres augmenter; de même, il est possible que la RTN augmente, alors que des capitaux essentiels se sont dégradés. Cette approche est utilisée par la Norvège et le Canada, mais elle connaît des problèmes qui portent essentiellement sur la distinction entre stocks et flux, l'actualisation des flux futurs, l'estimation des prix comptables, l'estimation difficile de certains capitaux (par exemple, la notion de capital social peut varier selon les nations).

Dans tous les cas, un cadre est nécessaire aux indicateurs. Au Luxembourg, la loi du 25 juin 2004 impose un monitoring reposant sur un nombre limité d'indicateurs clés et complétés par d'autres plus détaillés. Mais d'autres questions restent à trancher, telles que : Faut-il des tableaux de bord ? Des indicateurs composites ? Des benchmarks ? Faut-il une structure pyramidale ? Un cadre conceptuel ? Des indicateurs nominaux, ordinaux, cardinaux ? Il faut aussi utiliser des indicateurs d'autres sets d'indicateurs et assurer une cohérence avec le PIB vert, Europe 2020 et le PIBien-être. Les indicateurs de découplage sont aussi intéressants. L'empreinte écologique doit-elle enfin être un indicateur clé ou un indicateur parmi d'autres ?

Présentation de la prospective et de l'exercice de la SoLEP par M. Philippe Durance, professeur au CNAM

Le PNDD possède une bonne compréhension du développement durable. Ce concept nécessite cependant une approche intégrée, c'est-à-dire qui envisage les conséquences des solutions adoptées. Enfin, l'aspect participatif est important (en impliquant la société civile) et relève de l'enjeu de gouvernance. Il n'y a donc pas de solution universelle : la meilleure est celle qui émane des discussions. En conséquence, en matière de politique publique, le développement durable constitue la vision partagée d'un territoire et de son évolution à venir. Il représente le résultat de choix collectifs effectués à partir de valeurs communes. Cette qualité du PNDD provient, notamment, de la mise en place d'un comité interministériel. Le PNDD est pragmatique, car le diagnostic est lucide et il existe des ambitions et des moyens. Mais, le système de valeur n'est pas explicité : Quel est le sens de la qualité de vie, du développement humain, de la prospérité économique ? Quelle va être l'articulation avec le politique ?



Les indicateurs ne sont que des mesures et l'avenir appartient à la volonté, la responsabilité et la liberté. Mais avant de prévoir et de décider, il faut imaginer les différents avènements possibles et leurs conséquences. La prospective vient de la volonté de mettre en avant la question de la finalité par rapport à celle des moyens. Elle reconnaît que l'avenir n'est pas écrit et que la bonne solution est celle qui est partagée. L'avenir ne se prédit pas, il se construit. La prospective cherche à déterminer les avènements possibles et les risques. Il y a 3 grands principes dans la prospective, qui peuvent être appliqués au développement durable : il faut rentrer dans la complexité, se méfier des idées reçues, et impliquer la société. La prospective éclaire donc l'action présente à la lumière des futurs possibles et souhaitables.

La démarche Luxembourg 2030 est d'élaborer une vision partagée des enjeux du Luxembourg dans le développement durable de la Grande Région et de transmettre une culture prospective. Un séminaire sera organisé en février 2011 pour mutualiser les interrogations dans le cadre de trois ateliers.

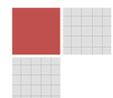
Remarque : Il faut débattre, mais le dialogue social est aujourd'hui bloqué et les différentes parties ne sont même plus d'accord sur les constats...

Réponse de M. Durance : En forçant les gens à regarder l'avenir, la prospective permet d'éviter ce genre de situation, car l'avenir n'existe pas et débattre d'elle n'engage donc pas à grand-chose en apparence. En général, les clivages du présent arrivent à être dépassés.

Remarque : L'implication de la population a été évoquée plusieurs fois, mais il existe une attitude égoïste dans notre société. Comment concilier ces deux faits et inciter les personnes à dépasser leurs intérêts personnels ?

M. Durance : On essaye de mettre ensemble des individus qui représentent au maximum les différentes composantes de la société, pour ainsi disposer de voix diverses. Ensuite, il faut que les élus aillent porter les résultats de la réflexion commune effectuée dans chaque territoire pour analyser les réactions. Un travail d'appropriation sera ensuite à mettre en œuvre.

Remarque : Un économiste libéral dirait que s'il y avait des solutions gagnant-gagnant, le marché les aurait exploitées, mais la réalité est différente. La prospective est un cadre approprié pour les exploiter, d'autant plus qu'au Luxembourg, le potentiel est fort du fait des étrangers. Il faudrait marier le regard des étrangers avec la connaissance des dossiers des représentants luxembourgeois.



Question : Lorsque des avancées technologiques se produisent, le supplément de revenu engendré par une moindre consommation énergétique ou par une plus grande longévité des biens se traduit par une hausse de la consommation, ce qui annule les gains écologiques initiaux. Il faudrait donc augmenter les impôts sur l'énergie. Quel est le problème avec le facteur 4 et le facteur 10?

M. Origer : Le facteur 4 est expliqué dans le 1^{er} PNDD. Un des éléments pour ne pas le retenir est que ce principe est difficile à appliquer et à mesurer au niveau national. Le MDDI a débattu du facteur 10 pour le 2nd PNDD et les discussions se poursuivent encore.

Remarque : Le paradoxe évoqué est celui de Jevons qui soutient, d'une manière générale, que l'efficacité est un outil et en même temps un leurre.

Question : Ne pourrait-on pas disposer d'indicateurs évaluant les progrès vers les 20/20/20 ?

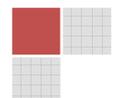
M. De Brabanter : Pour les objectifs-clés, il est aisé de produire des indicateurs évaluant les efforts restant à accomplir. Cela sera fait annuellement afin de rapporter les avancées accomplies à la Commission Interdépartementale de Développement Durable.

Remarque : La prospective est un débat sur le futur. Pour le PNDD, il n'y a pas eu de réactions publiques et d'intérêt pour le sujet. Par contre, cela a été le cas pour le débat sur le Luxembourg à 700 000 habitants. Aujourd'hui, on constate un dépassement des prévisions en terme démographique. Cela va jouer à la hausse sur le prix des logements et augmenter la pollution ainsi que le trafic. Un des objectifs de la prospective pourrait être de transformer ce cercle vicieux en un cercle vertueux.

Remarque : Le problème est que le Luxembourg n'a jamais posé les choix et a toujours subi les faits. Cet exercice de prospective arrive certes trop tard, mais heureusement, il arrive.

M. Durance : Il n'est jamais trop tard pour penser l'avenir. Il faut prendre conscience que la société change sans nous. Je suis allé à Totnes, qui est la 1^{ère} ville au monde en transition, et où 30% de la population est impliquée dans la réinvention des modes de vie. Ces individus ont fait le choix de vivre autrement et cela s'est fait sans aucune implication politique. Il faut faire confiance à la société.

Question : Quel a été le déclic ? Que faudrait-il au Luxembourg pour l'avoir également ?



M. Durance : Le déclic n'est pas une idée : il est provoqué par des personnes. Quelques individus avaient organisé des réunions publiques pour faire prendre conscience des changements en cours et proposé un petit livret pour faire des économies de façon pragmatique. En outre, il y a toujours un ou plusieurs leaders qui arrivent à embarquer le reste de la société. Mais, en général, il s'agit de communautés assez petites et il est difficile d'imaginer cela pour une grande ville. Un autre problème est un repli sur soi, l'autosuffisance et sur ces points, il faut être vigilant.

Conclusion de M. Raymond Weber, Président du CSDD

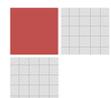
Trois remarques s'imposent :

- Le "toujours plus" est définitivement révolu, surtout au vu des crises actuelles. Il faut un parler vrai et dire clairement que l'on ne peut plus continuer ainsi.
- Il est important de relier cet exercice à une réflexion sur la prospective et d'inventer une autre forme de gouvernance. Les alternatives s'expliquent souvent théoriquement, mais peuvent se vivre aussi : il existe des transformations silencieuses.
- La complexité est présente dans le PNDD et dans le choix des indicateurs. Il faudrait rapidement mettre en place ces derniers. Mais comment rester lisible en choisissant des indicateurs aussi bien utiles aux citoyens qu'aux décideurs politiques ?

Présentation de M. Didier Blanchet, Chef du département des études économiques d'ensemble à l'INSEE et membre de la Commission Stiglitz

La Commission Stiglitz critique le PIB comme mesure du bien-être, alors que pour les statisticiens, il est seulement un indicateur de production. Une 1^{ère} vague de remise en cause avait eu lieu dans les années 1970 avec une demande d'indicateurs sociaux et une mise en débat de la croissance par le Club de Rome. Il y avait aussi les travaux de Tobin et de Nordhaus sur cette dernière. Les années 1990 ont connu, quant à elles, l'apparition du concept de développement durable, la création de l'IDH et d'autres indices alternatifs. Il y a enfin eu une distorsion croissante entre statistiques et perceptions publiques.

La Commission Stiglitz n'est qu'une étape dans ce processus. Il n'y a pas eu de forum participatif, car le but était de contribuer au débat social et ce travail a été un succès de par la renommée des économistes présents.



Les principaux messages du rapport sont de dire que tout n'est pas monétarisable et qu'il n'est pas question de trouver un indicateur unique qui résumerait tout (au profit de tableaux de bord limités). Il convient de garder le PIB pour ce qu'il est, de mettre en avant les revenus des ménages (p.ex. les revenus disponibles ajustés), les dispersions et de mettre en place des comptes satellites (pour le travail domestique, les loisirs).

Concernant la qualité de vie, il faut se centrer sur les dimensions fondamentales et calculer des mesures subjectives du bien-être.

La soutenabilité doit être mesurée séparément et le rapport plaide en faveur de l'approche par capitaux. Il ne faut pas cependant la mesurer par un indicateur unique (comme l'ENA ou l'empreinte écologique).

L'INSEE travaille actuellement sur les comptes des ménages par catégorie ainsi que sur un petit tableau de bord de la qualité de vie, et met l'accent sur l'empreinte carbone (approches production intérieure et demande finale). Elle va aussi renforcer ses sources, mais cela sera plus lent avec les restrictions budgétaires. Il existe également un Sponsorship Group avec Eurostat et un partenariat avec la Task Force des Nations Unies pour transposer les recommandations de la Commission Stiglitz.

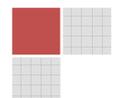
Remarque: Il est dommage de ne retenir que le volet carbone, car les autres composantes sont tout aussi importantes pour constater notre impact sur la soutenabilité.

Question: Quels sont les projets et les limites concernant les indicateurs subjectifs ?

M. Blanchet: Les indicateurs subjectifs restent stables dans le temps du fait d'un biais d'auto-adaptation aux aspirations et donc ils n'apportent pas beaucoup d'information pour les pays développés. Ils peuvent cependant être utiles pour obtenir une information indirecte sur la manière dont les individus pondèrent leurs préférences.

Table ronde

M. Mike Mathias, membre du CSDD: La transition vers un monde durable est indispensable (au vu de l'empreinte écologique, de la consommation des ressources et de l'intensité carbone des Luxembourgeois) en utilisant moins de ressources et en étant plus équitable (Wilkinson et Pickett ont montré que l'équité produit des externalités positives pour toute la société et dans tous les domaines). Le bien-être ne doit donc pas être recherché dans la consommation, mais plutôt dans la construction de liens sociaux.

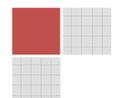


M. André Hoffmann, député dei Lenk : Parmi les éléments affectant le bien-être, il y a le fait de vivre près de son lieu de travail. Il faudrait également utiliser l'empreinte écologique comme outil majeur, mais en la comparant à celle d'une zone d'activité semblable. Il faut se méfier aussi des moyennes : il faudrait différencier l'empreinte selon les catégories sociales et les secteurs économiques. La question de la dispersion du bien-être et de l'équité devrait enfin être au centre des réflexions pour rendre notre société plus durable.

M. Jean-Claude Reding, Président de la Chambre des salariés : Les pauvres dans les pays les plus pauvres deviennent plus pauvres et les riches dans les pays les plus riches deviennent plus riches et la même chose a lieu dans l'Union européenne. Il faut aussi changer nos modes de production. Les débats du rapport Stiglitz ne sont pas pris en compte : on ne parle que des finances publiques et non de l'environnement et du climat. On discute aussi de l'avenir sans prendre en compte les dimensions sociales et écologiques. Il faut aussi une société plus égalitaire et réfléchir à comment compenser les emplois détruits dans les secteurs les plus polluants. Il faut développer l'emploi dans les secteurs respectueux de l'environnement. Il faut aussi que les gens aient le moins de trajet possible à faire pour se rendre au travail.

M. Charles Goerens, Député européen et ancien Ministre de l'Environnement : L'économie doit être un moyen et non une fin. Les statistiques du Luxembourg sont à prendre avec précaution, comme pour le chômage, la consommation d'alcool, de tabac... On ne peut pas isoler le développement du Luxembourg de celui de l'Union européenne, qui lui-même doit s'ancrer au niveau mondial. Il y a une incapacité à maîtriser les effets de la globalisation. Le FMI affirme que la globalisation a réduit les inégalités entre nations, mais les inégalités croissent au sein des nations. Au sein des nations, on peut avancer grâce aux bons compromis. Il faut impliquer les citoyens pour trouver un consensus sur un nouveau modèle de société. Il faut aussi organiser les transitions, en réduisant les inégalités, mais sans oublier les impératifs économiques. La stratégie EU2020 doit réussir et cela doit supposer la solidarité entre nations. Il ne faut pas faire abstraction de l'impact des pays étrangers sur le modèle luxembourgeois. Il faut aussi une diminution des écarts fiscaux et de coûts du travail. Le Luxembourg doit prendre ses mesures politiques en concertation avec l'Europe.

M. Claude Wiseler, Ministre du Développement Durable et des Infrastructures : Nos modèles de société sont basés sur la croissance, il faut donc veiller à assurer un certain équilibre. L'empreinte écologique a été calculée à des fins pédagogiques pour illustrer que les Luxembourgeois consomment trop. Les politiques de mobilité et de croissance doivent également devenir plus durables.



Je suis pour le développement de la logistique, car elle permettra de diversifier l'économie. Des conflits d'intérêt existent dans chaque secteur et derrière chaque choix (p.ex. arbitrage rail/route du fait des restrictions budgétaires).

M. Durance : Il faut désormais être soucieux de l'articulation du PNDD avec le politique. Que doit-on faire pour que le PNDD2 ne reste pas lettre morte? Participer, c'est plus que mettre en ligne un questionnaire, c'est impliquer les gens physiquement, ainsi que les amener à se poser des questions au lieu de les poser à leur place.

Question : Les Luxembourgeois consomment beaucoup. Comment les convaincre de consommer moins ? Comment leur expliquer qu'il faut moins consommer et que la richesse augmentera malgré tout ?

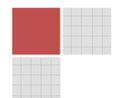
M. Goerens : Il ne faut pas consommer moins, mais consommer mieux et le facteur 4 n'est pas une utopie.

Question : Que ferons-nous lorsque nous serons poussés vers une direction que nous ne souhaitons pas ? Les prix pétroliers vont, en effet, exploser dans les années à venir et le coût de l'énergie va grignoter notre croissance...

M. Goerens : Il faut une croissance plus respectueuse des ressources, car nous devons résorber le chômage par la croissance, d'autant plus que le travail est la clé de l'intégration. Le modèle luxembourgeois souffre aussi de problèmes de dialogue social. Il faut également mettre en place des obligations dans les domaines stratégiques et être plus incisif dans certaines planifications, comme pour le pétrole, et voir ce que les grandes puissances économiques sont prêtes à faire pour la durabilité. Les Luxembourgeois, seuls, ne pourront pas réussir. La seule solution a toujours été de rétablir la croissance, mais nous savons que ce n'est pas la solution de demain. Il faudrait trouver sur quoi bâtir notre société, mais le gouvernement n'a pas l'habitude de consulter la société pour mettre au point ses plans d'action.

M. Wiseler : La discussion est difficile à organiser et on s'affecte plutôt à essayer de faire de la pédagogie. Il est important de passer par les associations, de trouver comment inciter les individus à faire les bons choix et être normatif. Le MDDI met en place une démarche participative pour le plan climat, mais cela ne peut pas être trop long, car il y a urgence à mettre en place des politiques.

M. Hoffmann : Nous vivons dans une société, qui pousse à la consommation et qui crée des besoins plus ou moins artificiels. Il est difficile de convaincre les individus de résister à la tentation permanente orchestrée par la publicité. Il faut aussi se demander ce qu'il faut entendre par croissance : il est ainsi possible de substituer la quantité par la dépense (et donc par la qualité).



La santé sociale est aussi d'autant plus grande que l'égalité est grande.

Le développement durable et le bien-être restent cependant des concepts abstraits par rapport au fait de joindre les deux bouts. Des efforts pédagogiques sont donc encore nécessaires.

M. Durance : Il y a 3 grandes solutions publiques pour convaincre les gens: inciter (fiscalement), susciter (faire naître l'intérêt) et la co-construction (des services publics avec les citoyens/usagers). Les sociétés changent, mais pas du jour au lendemain, il faut leur laisser du temps.

M. Reding : Il faut réduire notre consommation de certains biens et services et même ne plus consommer ceux qui sont trop polluants. Il faut aussi produire des biens de substitution et soutenir les recherches technologiques visant à mieux consommer. Le « consommer autrement » pose aussi la question de l'équité : les plus modestes veulent consommer comme les mieux nantis et si l'écart entre les deux types de consommation est trop grand, il existe des tensions sociales. Il faut donc qu'il y ait une classe moyenne aussi large que possible. Le Luxembourg a enfin la chance d'avoir assez de richesses pour assumer les transitions nécessaires, mais il manque un consensus politique pour mettre en œuvre une révolution douce.

Conclusion de M. Dr. Serge Allegrezza, Président du CES

Le modèle social luxembourgeois doit devenir durable. Ce dernier concerne, au delà du dialogue social, la capacité à attirer au Luxembourg des capitaux et des hommes et à redistribuer la richesse pour assurer la cohésion sociale.

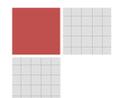
Le PNDD a été chronophage. Il faut désormais le mettre en œuvre et déterminer des indicateurs qui mesureront ses avancées.

Il faut prendre le soin de définir les notions utilisées. La croissance peut ainsi être positive si elle est portée par les industries culturelles. Le PIB est trop souvent pris comme symbole de cette critique de la croissance quantitative et est critiqué comme mesure du bien-être, alors qu'il n'a jamais été conçu pour cela.

La question du choix de société est importante : il faut discuter et décider des modifications que nous voulons apporter à notre modèle de société.

Il est difficile de conceptualiser la durabilité et l'approche par capitaux est autant délicate que complexe. Le gouvernement a décidé de calculer un PIB vert, mais cela n'a pas encore débuté du fait des restrictions budgétaires.

Il faut, enfin, une cohérence d'ensemble et imaginer des solutions pour assurer les transitions.



Annexe 5 : Compte-rendu du 3^e Atelier de Travail

Atelier de travail "Vers une meilleure prise en compte de la qualité de vie" du 11 novembre 2010 – Synthèse des principales conclusions

Séance matinale:

M. Dr. Serge Allegrezza, Président du CES, explique que cet atelier de travail est le dernier de trois; le premier étant consacré au PIB et plus particulièrement à sa contribution à l'économie du bonheur; et le second traitant du développement durable et de ses indicateurs. Ces trois ateliers serviront à alimenter le débat qui doit être mené au sein du CES et du CSDD pour développer un indicateur composite de bien-être au-delà du simple PIB/tête.

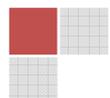
Un défi de cet atelier est le recours à des indicateurs dits "subjectifs" ou "qualitatifs" pour définir la qualité de vie. Comme démontré par de récentes études, la mesure du bien-être "subjectif" peut être reliée à des indicateurs objectifs de façon cohérente grâce à des travaux économétriques. Certains de ces travaux seront présentés, mais il convient de souligner qu'il s'agit d'un domaine en pleine exploration et qu'un grand nombre d'experts travaillent sur ces données.

M. Dr. Serge Allegrezza informe également le public que ces données seront utilisées pour produire un rapport technique soumis au CES et au CSDD et qui sera discuté au sein des deux institutions pour donner lieu à une proposition cohérente, voire commune, sur un système alternatif d'indicateurs.

I. Présentation de Dr Prof. Andrew Clark, Directeur de recherche au CNRS à la Paris School of Economics – " Income Comparisons, the Easterlin Paradox and Public Policy"

Prof Clark explique que les indicateurs subjectifs sont intéressants du fait qu'ils décrivent la manière dont les personnes se comportent. Différents travaux ont été menés, notamment en psychologie économique, afin de comprendre ce qui provoque la joie ou le bonheur des personnes.

La première partie de la présentation analyse la question: "Est-ce l'argent fait le bonheur?" Intuitivement, la réponse serait affirmative, mais de nombreuses recherches contredisent en partie cette réponse. La raison est que le niveau de satisfaction de vie dépend d'un certain seuil de référence. La problématique ne se limite pas seulement au fait de savoir combien possède une personne, mais de combien elle possède par rapport à une autre qui représente un niveau de référence.



Cette thèse est appliquée au revenu et à sa contribution au bien-être. Le modèle standard, utilisé dans tous les systèmes économiques, établit que le bien-être d'une personne est fonction de son revenu. En revanche, dans un modèle de comparaison, ce revenu est important de façon relative; c'est-à-dire par rapport à un niveau défini Y^* . Il en découle que si le niveau de référence Y^* augmente pour toute une population, le résultat est le même pour chacun et la satisfaction de la population n'est pas plus élevée. Ce raisonnement constitue un résultat clé qui laisse présager que le PIB n'est pas un indice intéressant à suivre dans ce modèle de comparaison.

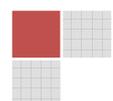
Pour rendre ce modèle opérationnel, il est nécessaire de définir des groupes de référence. Ceci est réalisé empiriquement en fixant un groupe référence par exemple avec la même religion, la même l'éducation, ou par rapport au/à la conjoint/e ou à la famille. Le groupe de référence peut aussi être restreint au point qu'un individu puisse se comparer à lui même, c'est-à-dire à sa situation passée. Cette particularité du modèle suggère qu'il existe un processus d'adaptation au bien-être individuel : un individu est heureux lorsque son revenu augmente, mais le temps fait qu'il finit par s'habituer et son niveau de satisfaction retourne à son ancien niveau.

Selon une enquête menée auprès de 5.000 personnes par le "British Household Panel Survey¹¹⁰", la satisfaction au travail est une fonction croissante du revenu. Or ce niveau de satisfaction ne dépend pas seulement du revenu individuel, mais aussi de celui des pairs et des augmentations au fil du temps. En effet, en questionnant les mêmes personnes, l'enquête a montré que plus leur revenu augmentait, moins elles étaient satisfaites au fil du temps.

Dans une certaine mesure, "l'argent fait le bonheur", mais il faut tenir compte des deux aspects du modèle de comparaison, à savoir, la coupe transversale reflétant la comparaison entre individus et l'axe temporel, expliquant, voir même, réaffirmant le paradoxe d'Easterlin.

Compte tenu de ce paradoxe, Prof. Clark s'interroge sur le fait de savoir si le revenu peut être remplacé par "autre chose" comme l'emploi, le mariage, les activités sociales, la liberté, la démocratie, la religion, etc. En considérant les effets comparatifs dans le domaine de la politique salariale, qu'en est-il de ces effets dans les domaines comme l'emploi, le mariage, etc.?

¹¹⁰ <http://www.esds.ac.uk/longitudinal/access/bhps/L33196.asp>



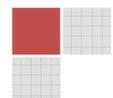
Une étude, menée par le Prof. Clark, et consacrée au marché du travail, montre que les chômeurs ne sont pas particulièrement heureux et que le chômage n'est pas associé au bien-être. Mais l'impact psychologique dû au fait d'être au chômage est ressenti comme moins grave par un individu qui se trouve soit dans une région avec un taux de chômage élevé, soit dans ménage comprenant plusieurs chômeurs, soit si l'individu a connu plusieurs périodes de chômage. Une autre étude menée pendant sept ans dans différentes régions montre que l'écart entre le bien-être des personnes ayant un emploi et celui des chômeurs est moins élevé dans les régions avec un taux de chômage élevé.

Au niveau du couple, l'étude montre que le meilleur cas de figure est celui où les deux personnes ont un emploi. Or, la pire situation n'est pas celle où les deux sont au chômage, mais celle où la personne étudiée est au chômage et non son partenaire. Dans ce cas de figure, on retrouve les effets comparatifs.

En ce qui concerne l'accoutumance au chômage, elle n'existe pas, car même après 3-4 ans ces personnes se sentent aussi mal qu'au début de leur période de chômage.

Prof Clark s'intéresse ensuite au mariage et plus précisément au fait de s'habituer à être marié. Il énonce que le mariage est un facteur de satisfaction lors des deux premières années, mais qu'au bout de cinq ans, la corrélation devient négative. Concernant l'accoutumance au divorce, les hommes sont malheureux peu avant, mais leur niveau de satisfaction augmente rapidement après ; alors que pour les femmes, le niveau de satisfaction reste constant et faible durant les deux années qui suivent le divorce. Pour le veuvage, le niveau de satisfaction se dégrade de manière significative tant pour les hommes que pour les femmes au moment de la mort, mais augmente un an après. Quant aux enfants, ils rendent leurs parents heureux au moment de leur naissance, ensuite le niveau de satisfaction reste à un faible niveau tout au long de la période d'observation.

Le capital social joue un rôle important dans la satisfaction de vie des individus. Mais comment le mesurer ? Le Prof. Clark s'est inspiré des recherches du "British Household Panel Survey" qui mesurent le niveau de capital social en prenant en compte les activités sociales des personnes. Il en découle que, globalement, les individus sont plus heureux lorsqu'ils exercent des activités sociales. Ils sont plus heureux également lorsque les personnes vivant sous le même toit ont des activités sociales. Et dans ce cas, l'effet de comparaison joue puisque le niveau de satisfaction de la personne augmente si elle est la personne la plus active du ménage.



En ce qui concerne la santé, et plus particulièrement l'obésité, les données européennes mettent en avant trois résultats: premièrement, les problèmes d'obésité n'impactent pas le bien-être individuel s'ils sont partagés avec les personnes qui vivent sous le même toit, ensuite dans une région où vivent beaucoup de personnes obèses, les individus se sentent moins obèses et enfin, si au sein d'un couple, les deux personnes sont obèses, celles-ci ont le même niveau de stress qu'un couple non obèse.

Concernant les religions, les données montrent que les personnes pratiquant une religion sont plus heureuses lorsqu'elles vivent dans des régions, où il y a beaucoup de pratiquants. Les catholiques sont plus heureux parmi les protestants et moins parmi les athées. Les protestants aiment vivre avec les protestants mais n'aiment pas vivre non plus avec des athées. Enfin, les athées n'aiment pas vivre avec les athées.

Prof. Clark conclut que malgré les nombreuses recherches réalisées, il reste encore beaucoup de travail. Il souligne qu'il est important de ne pas déduire qu'il y a paradoxe en se focalisant uniquement sur le PIB et le revenu, mais qu'il faut considérer les comparaisons et les adaptations que font les individus.

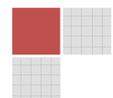
Débat avec le public:

Question : Les variations de revenu ne sont pas tellement importantes pour le bonheur lorsque le revenu des autres augmente également. Est-ce que cela ne dépendrait pas du niveau absolu du revenu ? Une personne pauvre ne serait-elle pas plus heureuse si son revenu augmente, indépendamment du fait que celui des autres augmente ou pas ?

Réponse du Prof Andrew Clark : Les données européennes montrent que l'intensité, c'est-à-dire l'importance des comparaisons est plus forte chez les pauvres. En termes de qualité de vie, l'effet de comparaison est plus important pour un "pauvre" dans une société "riche" que pour un "riche" dans une société "riche". Dans les pays en voie de développement, les comparaisons de revenus semblent ne pas apparaître. Des études empiriques montrent cependant que les individus sont conscients de leur statut, ce qui implique une comparaison aux autres. Cette dernière est, cependant, beaucoup plus forte dans les pays développés.

Question : Peut-on être heureux dans une société égalitaire ou a-t-on besoin d'inégalités pour être satisfait ?

Réponse du Prof Andrew Clark : Si dans une société donnée, le degré de comparaison est important, il est préférable pour ces personnes de vivre dans une société inégalitaire. Toutefois, les travaux menés jusqu'à présent ne laissent pas conclure que d'importantes inégalités soient positives.



II. M. Raul Suarez de Miguel, Conseiller principal à l'OCDE pour le "Projet Global" – "Indicateurs objectifs et subjectifs du bien-être et de qualité de la vie"

M. Suarez fait une présentation de l'état des travaux de recherche de l'OCDE. Il tient à signaler, toutefois, que les données ne sont pas encore validées.

Un indicateur objectif du bien-être est l'espérance de vie qui constitue un cadre objectif pour discuter du bien-être et de la qualité de vie. La plupart des pays de l'OCDE ont connu en 25 ans une progression extraordinaire de l'espérance de vie de leur population. Cet indicateur peut être interprété de deux façons: la première, d'une manière positive puisqu'il permet de constituer un cadre à la qualité de vie et la seconde de manière négative puisqu'elle fait référence au problème de la pyramide des âges et de la population vieillissante. Cette problématique sous-entend également celle des jeunes qui ont de plus en plus de peine à entrer dans le marché du travail. Il existe donc deux sortes de tension du bien-être social : une à l'entrée du marché du travail et, l'autre, à la sortie.

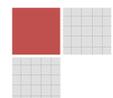
Les inégalités, mesurées par le coefficient de Gini lors des 25 dernières années, ont connu une augmentation dans les $\frac{3}{4}$ des pays de l'OCDE.

Concernant la relation entre PIB et acquis sociaux, on s'attend à ce qu'une croissance du PIB se traduise par de meilleurs résultats dans les domaines non économiques. Or, en comparant l'évolution du PIB/hab. et de l'espérance de vie aux Etats-Unis et en France, on constate que la France, bien qu'ayant connu des performances économiques moins élevées, l'espérance de vie est cependant supérieure.

Compte tenu des travaux de l'OCDE en matière de progrès économique, M. Suarez met en avant trois constatations. Premièrement, dans l'ensemble des pays de l'OCDE et dans certains pays émergents, la croissance économique s'accompagne d'inégalités accrues. Deuxièmement, la croissance économique par elle-même, ne conduit pas nécessairement à de meilleures performances sociales et environnementales. Troisièmement, l'image véhiculée par les indicateurs officiels ne correspond pas à la perception que l'homme et la femme de la rue ont de leur propre condition de vie.

L'OCDE essaye de trouver des mesures alternatives au PIB/hab. comme le revenu national net ou encore le revenu médian des ménages.

De même, elle a développé dans plusieurs pays des enquêtes sur l'utilisation du temps. Ces enquêtes fournissent des indicateurs sur les activités personnelles telles que les trajets domicile-travail, l'utilisation du temps libre, le travail non



payé, les relations sociales, les pratiques culturelles et religieuses. Ces activités ont toutes une influence sur la qualité de vie et peuvent permettre de faire des analyses plus fines, comme celle du Prof. Clark.

Les données sur la citoyenneté fournissent aussi des indications relatives à la qualité de vie. Il ne s'agit pas seulement du droit de vote, mais également de la participation politique et du fait d'être reconnu comme un agent à part entière de la communauté.

Les liens sociaux sont compliqués à cerner, car il existe peu d'informations objectives sur les contacts et les relations proches, moyennes et lointaines des gens. L'intégration sociale constitue toutefois un des éléments déterminant de la qualité de vie.

Concernant la sécurité et l'insécurité, qui ont une influence sur la qualité de vie, l'OCDE se base sur des enquêtes de victimisation, sur les statistiques de condamnation, sur les mesures des autorités pour assurer la sécurité et les mesures prises par des agents privés pour assurer la sécurité des citoyens.

M. Suarez souligne que dans tous ces domaines, il est important de passer des moyennes aux distributions, car il est nécessaire de mesurer les inégalités pour pouvoir identifier les groupes défavorisés. Des politiques plus ciblées peuvent ainsi être mises en place pour pallier les fractures et les conflits à court, à moyen et à long terme.

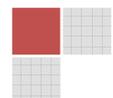
Selon M. Suarez, les données objectives sur la situation économique, sociale et environnementale doivent être confrontées aux données subjectives, qui comprennent la perception des individus, indépendamment de leur statut économique, sur leur satisfaction de vie et leurs frustrations, sur leurs valeurs, sur leurs comportements et sur leurs attentes. La qualité de vie et le bien-être ne peuvent être analysés que si ces données existent et sont disponibles.

Un indicateur, qui devient de plus en plus important pour l'OCDE en matière de qualité de vie, est la satisfaction des personnes avec l'eau et l'air. Ces deux indicateurs sont aussi fortement corrélés avec les indicateurs objectifs de santé.

L'OCDE travaille actuellement avec des données du pool de Gallup¹¹¹, qui permettent de résoudre le problème du biais culturel national.

Concernant la citoyenneté, l'OCDE se réfère à des indices de corruption et de confiance dans les institutions.

¹¹¹ www.gallup.com



Pour mesurer la tolérance envers les minorités, les données de Gallup ont été exploitées d'une façon systématique permettant ainsi de mesurer le degré de tolérance et du changement. D'une manière générale, dans les pays de l'OCDE, la tolérance est différenciée : les individus sont tolérants envers les ethnies, moyennement tolérants avec les migrants et pas du tout tolérants avec les homosexuels. Les pays les plus "riches" sont les plus tolérants, comme c'est le cas au Luxembourg.

L'eurobaromètre analyse la perception des tensions entre riches et pauvres, travailleurs et entreprises, hommes et femmes et enfin au niveau des différents groupes ethniques. Les tensions sont perçues comme très fortes en Amérique latine, suivie de l'Europe occidentale et ensuite de l'Europe de l'Est. Ce type d'information permet d'identifier les tensions latentes dans certaines régions, voire pays du monde.

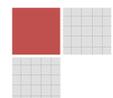
L'OCDE cherche aussi à promouvoir la décomposition des différentes données, de façon à ensuite pouvoir les recomposer et les analyser. Il ne s'agit pas de construire « un outil miracle », mais de pouvoir continuer à alimenter la réflexion sur la cohésion sociale, la qualité de vie, et le bien-être dans les différents pays. Pour conclure, l'objectif de l'OCDE est d'obtenir des mesures appropriées pour éclairer les politiques et trouver des points d'appui.

Débat avec le public:

Remarque : Il manque à la présentation des éléments essentiels, tels que les droits et libertés publics, qui vont plus loin que la simple participation démocratique. Un indicateur essentiel au bien-être est donc la liberté de penser, de s'exprimer, de s'activer. Il manque aussi la culture et la bonne gouvernance, qui constituent des éléments importants de politique sociale.

Réponse de M. Raul Suarez : Il est évident qu'il n'y a pas de citoyenneté sans Etat de droit et que la gouvernance n'est pas seulement la participation, mais aussi la réponse des institutions publiques aux attentes des citoyens. En ce qui concerne la culture, l'OCDE est en train de collaborer avec l'Alliance pour les civilisations des Nations Unies,¹¹² dont l'objectif est de développer des indicateurs de diversité culturelle. C'est une tâche extrêmement difficile, car elle comprend non seulement le dialogue interculturel à l'intérieur des pays, mais aussi entre les pays. Il existe aussi le cadre conceptuel de l'UNESCO pour les indicateurs de culture.

¹¹² www.unaoc.org



Question adressée au Prof. Andrew Clark : Compte tenu du fait que le PIB/hab. n'augmente pas nécessairement la satisfaction, les décideurs politiques ne sont plus obligés de rechercher la croissance pour augmenter la satisfaction de la population. Cependant, la satisfaction des personnes dépend de la comparaison de leur revenu passé au revenu présent.

Réponse du Prof. Andrew Clark: A long terme, tout niveau de PIB/hab. est aussi bon qu'un autre s'il reste constant. Chaque bond ou choc du PIB/hab. entraîne une hausse de la satisfaction à court terme, avant que n'ait lieu un phénomène d'accoutumance. En termes politiques, il faudrait sans cesse augmenter le PIB/hab. pour maintenir les personnes heureuses, mais d'une façon plus conséquente que les attentes des citoyens. Une augmentation à long terme du bien-être des citoyens est seulement possible si leurs attentes par rapport à une croissance du PIB/hab. sont satisfaites.

III. Présentation de M. Paul Zahlen, Chargé d'études principal aux statistiques sociales du STATEC – "Indicateurs objectifs et subjectifs de qualité de vie"

La présentation porte sur une étude réalisée en 2009 dans le cadre du rapport travail et cohésion sociale¹¹³ du STATEC.

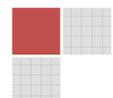
M. Zahlen explique qu'il existe plusieurs approches pour construire des indicateurs sociaux. L'approche retenue dans cette étude se base sur le cadre conceptuel du projet VALCOS¹¹⁴ ainsi que sur la typologie de Paul Bernard. Celle-ci comprend les trois dimensions économique, politique et socioculturelle (capital social) et les deux composantes formelle et substantielle. Pour chacune de ces dimensions et composantes, Paul Bernard a mis des binômes, c'est-à-dire des extrêmes. Par exemple, dans le domaine économique, dans la composante formelle, les extrêmes des binômes constituent l'inclusion et l'exclusion, tandis que dans le substantiel, ce sont l'égalité et l'inégalité. La dimension socioculturelle fait apparaître un besoin d'indicateurs subjectifs comme l'appartenance, l'isolement et le rejet ou la reconnaissance.

Du fait de sa complexité, cette étude a eu recours à une seconde typologie, qui reprend, d'un côté, une dimension horizontale, le capital social, et d'un autre côté, la dimension verticale, la relation citoyen/Etat.

A partir de ces deux typologies, un set d'indicateurs de cohésion sociale comportant trois dimensions est mis en place : la première le bien-être; la deuxième la politique civique ou institutionnelle; et la troisième la dimension socioculturelle, c'est-à-dire le capital social.

¹¹³ Cahier économique N° 109 Travail et cohésion sociale au Luxembourg, Rapport 2009

¹¹⁴ Valeur et cohésion sociale, voir présentation de Mme Monique Borsenberger



Pour chaque dimension, une distinction est faite entre les indicateurs objectifs et subjectifs.

M. Zählen analyse ensuite la notion de qualité de vie, telle que définie dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi. Ce rapport met en avant la nécessité d'indicateurs de bien-être subjectif pour évaluer la qualité de vie, tout en soulignant que celle-ci ne se limite pas seulement à l'aspect subjectif mais comprend également la représentation politique et la gouvernance. La représentation politique favorise le consensus, donc implicitement, le consensus fait partie de la qualité de vie. De ce fait, il est utile de mettre en place des indicateurs et de réaliser des enquêtes sur le fonctionnement des institutions, les difficultés pour y accéder et la confiance.

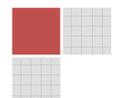
Selon le rapport Stiglitz, les liens sociaux améliorent la qualité de vie. Ce dernier recommande alors la mise en place d'instruments de mesure des liens sociaux, tels que les indicateurs d'engagement politique et civique, d'adhésion aux organisations, de travail bénévole, de relations avec le voisinage, etc. La Commission Stiglitz suggère aussi de considérer les inégalités de qualité de vie dans leurs diverses dimensions au lieu d'établir une moyenne par pays. Pour cela, il faut désagréger les indicateurs en sous-groupes.

M. Zählen présente quelques résultats de l' "European Social Survey" des vagues 2001 et 2004:

Le bien-être est mesuré par la satisfaction avec la vie selon l'âge et le revenu. La satisfaction avec la vie selon l'âge diminue jusqu'au milieu des classes d'âge (45-54 ans) et augmente ensuite pour les classes d'âge plus élevées. Quant à la satisfaction avec la vie selon le revenu, il existe une forte corrélation avec le niveau des revenus. Pour le premier quintile, elle est de 70%, alors que pour le cinquième quintile, elle est de 94%.

La dimension politique et institutionnelle est mesurée par l'intérêt pour la politique selon l'âge et la profession. L'intérêt des jeunes pour la politique est très faible, alors que pour les 45-54 ans, il est le plus élevé. En considérant les professions, les cadres sont beaucoup plus intéressés par la politique que les travailleurs manuels.

Un indicateur objectif de cette dimension est la participation à des associations politiques ou civiques par âge, par niveau d'éducation et par nationalité. Pour un niveau d'éducation élevé, la participation à des associations politiques ou civiques est de 20%, alors qu'elle n'est que de 9% pour un niveau d'éducation faible. La participation est aussi plus élevée chez les 45-54 ans et chez les Luxembourgeois.



La dimension socioculturelle peut être mesurée par la confiance interpersonnelle par revenu et par profession. Pour les quatre premiers quintiles, la confiance interpersonnelle est plus faible au Luxembourg qu'au niveau de l'Union européenne, contrairement à la confiance dans les institutions.

Les graphiques radars permettent de présenter ces résultats d'une manière plus globale et cohérente sans perdre le détail:

Pour les indicateurs par âge, il s'en dégage que:

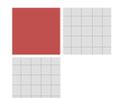
- les 15-24 ans ont un faible intérêt pour la politique; une faible participation à des associations politiques; un engagement politique informel relativement élevé; des contacts avec des amis et collègues développés.
- les 45-54 ans ont un intérêt élevé pour la politique; une participation élevée à des associations politiques et civiques, culturelles et sportives.
- les 65 ans et plus ont une faible satisfaction avec leur santé; une faible ouverture à l'immigration; un engagement politique informel relativement faible.

Pour les indicateurs par nationalité, on constate que les étrangers ont par rapport aux nationaux une confiance élevée dans les institutions; une participation faible à des associations politiques; un engagement politique informel faible; une ouverture à l'immigration et à la diversité assez grande.

Pour les indicateurs par niveau d'éducation, on constate qu'en comparant le niveau d'éducation élevé à des niveaux d'éducation faible ou moyen, l'intérêt pour la politique est plus développé; la participation à des associations politiques/civiques est plus large; l'engagement politique informel est plus développé; la participation à des associations sociales, culturelles, sportives est plus large. Cela se répercute sur les indicateurs subjectifs où la confiance interpersonnelle est plus répandue.

Le graphique radar par quintile de revenu se superpose à celui du niveau d'éducation; la seule différence fondamentale se trouvant au niveau de l'ouverture plus grande à la diversité et à l'immigration pour les quintiles plus élevés.

Pour ce qui est de la comparaison internationale, on constate que les pays nordiques sont bien placés, pour quasiment l'ensemble des indicateurs, à l'exception de l'ouverture à l'immigration. Le Luxembourg se trouve généralement juste en dessous des pays nordiques, sauf pour la pauvreté subjective où il est mieux placé.



Il reste cependant des questions ouvertes, telles que la privation matérielle et la dynamique de la pauvreté ou la différence de patrimoine.

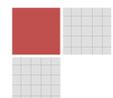
De même, dans le domaine du bien-être subjectif, des indicateurs restent à développer. Cette présentation s'est limitée à deux indicateurs, à savoir, l'indicateur de satisfaction avec la vie et de satisfaction avec la santé. Cette dimension devrait être développée et complétée par des indicateurs comme la satisfaction avec le travail, la satisfaction avec les loisirs, la satisfaction avec les conditions de logement. Il serait également intéressant d'inclure la qualité environnementale du point de vue objectif (CO² etc.) et subjectif (bruit, qualité de l'air, ...).

La dimension de l'insécurité, thématiquée dans le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi n'a pas été prise en compte, mais l'enquête sur la victimisation (« EU-Safety Survey ») prévue pour 2013 devrait permettre de combler cette lacune.

Pour ce qui concerne l'intensité de la participation associative et des contacts sociaux, l'indicateur "participation dans des associations" se base sur le fait d'être membre d'une association. Cet indicateur ne mesure pas l'intensité de l'engagement associatif en termes de temps investi ou de responsabilités prises. De même, l'intensité et la diversité des contacts sociaux sont peu documentées. Une enquête sur l'utilisation du temps ("Time-use Survey") pourrait être utile dans ce domaine.

Est-ce qu'"inclusion" pourrait signifier "exclusion", respectivement ségrégation ? La participation à des associations est souvent considérée comme un indicateur non-équivoque de cohésion sociale, de capital social et de qualité de vie. Implicitement, les membres des associations sont supposés être plus tolérants que les autres. Or, selon des travaux menés Woolley (1998), les personnes qui sont volontaires sont les "piliers de la société" centristes et sont intolérants envers les politiciens extrémistes et envers ceux qui enfreignent les règles. La participation à des associations peut également signifier "ségrégation", si ces associations ne sont pas caractérisées par une certaine mixité ethnique, sociale ou culturelle. Le sujet est compliqué et il faudrait creuser la question de la participation associative.

Le rôle et la mesure du conflit ? Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi dit que "la représentation politique réduit les risques de conflit et favorise le renforcement du consensus sur les questions-clés". Cela devrait nous amener à poser la question du rôle du conflit dans la société. Comment mesurer le conflit? Est-ce que, dans certains cas, le conflit ne peut pas être synonyme de "progrès"? Beaucoup dépend de la médiation des conflits, mais cette médiation semble encore plus difficile à mesurer que le conflit lui-même.



Pour ce qui est d'un indicateur composite de qualité de vie, la Commission Stiglitz suggère de ne pas se focaliser sur un indicateur unique, mais de fournir une panoplie d'indicateurs pour que chacun, chaque groupe, puisse construire son propre indicateur synthétique.

Un point qui se rapporte plutôt à la présentation et la communication, est que les indicateurs subjectifs de qualité de vie devraient être présentés comme complémentaires aux indicateurs objectifs.

Comme conclusion, il y a lieu de constater que les inégalités d'éducation, de profession et de revenu sont corrélées avec les inégalités constatées pour la plupart des autres indicateurs de qualité de vie, que ce soient les indicateurs subjectifs, comme le bien-être subjectif, la confiance interpersonnelle ou l'intérêt pour la politique. Les inégalités semblent même renforcées dans le domaine de la participation au débat politique et de la participation associative. La confiance dans les institutions est un des seuls indicateurs où les inégalités ne jouent pratiquement pas.

IV. Présentation de Mme Monique Borsenberger, Chercheur au CEPS/Instead – "Valeurs et cohésion sociale, Présentation du projet VALCOS"

Le projet VALCOS porte sur deux questions centrales, à savoir:

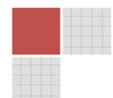
- Peut-on mesurer la cohésion sociale à partir d'indicateurs subjectifs?
- Dans quelle mesure les attitudes et les comportements individuels mesurés dans différentes sphères de l'existence permettent-ils de qualifier une société de cohésive ?

Les partenaires du projet VALCOS sont le STATEC et l'Université du Luxembourg. Il s'étend sur une période de 4 ans (février 2007 - janvier 2011) et est financé par le CEPS/Instead, ainsi que par le Fonds national pour la Recherche (FNR).

Les données proviennent de l' "European Values Study" (EVS) ¹¹⁵, qui est réalisée tous les dix ans; la première vague datant de 1981 et la dernière vague de 2008 pour 45 pays européens. Le Luxembourg, qui a participé pour la première fois à cette enquête en 1999, ne dispose que de deux points de comparaison.

Au niveau théorique, deux grands éléments sont étudiés, à savoir les valeurs et la cohésion sociale. Les valeurs sont définies comme étant des grandes orientations qui guident les attitudes, et donc implicitement, les comportements.

¹¹⁵ www.europeanvaluesstudy.eu



Elles sont appréhendées à travers des questionnaires sur les attitudes, les opinions des individus et sur leur comportement.

Concernant la cohésion sociale, le CEPS/Instead reprend la typologie de Paul Bernard qui comprend les trois sphères d'activités, à savoir les sphères économique, politique et socioculturelle, ainsi que les deux dimensions, les attitudes et les engagements. Cette typologie est unique en son genre du fait qu'elle permet d'étudier la cohésion sociale sous l'aspect "des tensions" qui existent entre attitudes et engagements.

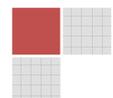
Pour l'opérationnalisation des données, le schéma mis en place par le CEPS/Instead se limite aux deux dernières sphères, politique et socioculturelle puisque les questionnaires ne comportaient pas assez de variables pour pouvoir documenter la sphère économique.

Les variables ont été agrégées pour donner des scores, puis standardisées pour pouvoir être comparées. Ainsi, la structure de la cohésion sociale comporte quatre scores qui permettent d'étudier les engagements et les attitudes de chacune des sphères. Dans la sphère politique, il y a, du côté des attitudes, la confiance et du côté des engagements, la participation et dans la sphère socioculturelle, il y a la solidarité et de l'autre, la participation socioculturelle.

Mme Borsenberger présente ensuite quelques illustrations de l'enquête EVS de 2008. Concernant la confiance politique par classe d'âge, les résultats des 18-44 ans sont assez proches de la moyenne ; par contre pour les 45-54 ans, ils sont inférieurs à la moyenne et encore davantage chez les 64-75 ans. En revanche, c'est au sein des 75 ans et plus qu'on observe le plus haut score de confiance politique. La participation politique est faible chez ceux ayant un faible niveau d'étude et élevée chez ceux ayant un niveau supérieur. Le contraire est observé pour la confiance politique : la confiance politique est plus élevée chez les personnes qui ont un niveau d'éducation primaire et est la plus faible chez les professionnels et chez les secondaires. L'idée de tension de Paul Bernard apparaît clairement dans cette illustration.

Mme Borsenberger présente ensuite les résultats des indicateurs composites de bien-être subjectif et de confiance politique en 2008, en Europe. Il en résulte que le Luxembourg connaît, avec un groupe de pays comprenant Malte, la Suisse et le Danemark, un niveau élevé de confiance politique et de bien-être subjectif.

En comparant le bien-être subjectif à la participation socioculturelle au niveau européen, on observe un certain tassement en 2008, mais une corrélation positive. D'où la déduction qu'une plus forte participation entraîne un niveau de bien-être plus élevé.



Concernant les corrélations entre les indicateurs composites et les principales variables macroéconomiques, on constate que le taux d'emploi est positivement corrélé, et ce de manière significative, avec la participation politique et socioculturelle, tandis que le taux de chômage l'est négativement avec l'engagement politique et culturel.

En conclusion, Mme Borsenberger rend attentif au fait que le projet VALCOS va bientôt se terminer et qu'en conséquence des publications vont être diffusées.

Débat avec le public:

Remarque: L'explication de ne pas avoir étudié la participation politique en raison du vote obligatoire n'est pas satisfaisante, car, d'un côté, malgré l'obligation du vote, il existe une abstention assez élevée et de l'autre, pour les non-luxembourgeois, l'obligation du vote semble être un élément dissuasif pour s'inscrire aux listes électorales.

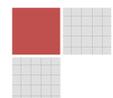
Question du public à Mme Monique Borsenberger : Y a-t-il une corrélation entre le niveau de satisfaction et la participation politique et socioculturelle? N'y aurait-il pas un lien de causalité, c'est-à-dire que les personnes qui se sentent bien ont plus d'aisance à participer et non pas que les personnes se sentent mieux parce qu'elles participent ? Est-ce que des études sont réalisées dans ce sens ?

Réponse de Mme Monique Borsenberger : En matière de corrélation, le CEPS/Instead est en train de développer des pistes d'analyses sur le bien-être et cet aspect en fera partie.

Question du public à M. Paul Zählen : Quelles sont les relations entre qualité de vie et bien-être subjectif ?

Réponse de M. Paul Zählen : Ce lien n'a pas été mesuré, car le bien-être subjectif n'est qu'une facette de la qualité de vie. Le rapport Stiglitz dit aussi que le bien-être subjectif ne doit être qu'un indicateur parmi d'autres pour mesurer la qualité de vie. Le STATEC a effectué un travail statistique descriptif, qui fournit des éléments pour comprendre la société luxembourgeoise. Il ne s'agit pas d'un travail analytique opéré sur des données individuelles, comme l'a effectué le Prof. Clark. Toutefois, le STATEC a proposé de manière structurée des indicateurs et l'objectif n'était pas d'expliquer les corrélations.

Remarque de M. Raul Suarez: Le terme de qualité de vie a été l'un des sujets les moins définis au sein de la Commission Stiglitz, car cette notion faisait énormément débat. Ceci rappelle que la définition de la cohésion sociale est également discutable. La publication de l'OCDE "La société devant le miroir" avertit d'ailleurs à chaque nouvelle édition que la notion de cohésion sociale ne fait l'objet d'aucun consensus, ni entre scientifiques, ni au niveau international.



Remarque de Prof. Andrew Clark: Les notions de qualité de vie et de bien-être ne sont pas définies, mais il est évident que la satisfaction de vie n'est pas le bien-être et que le bien-être n'est pas la satisfaction de vie.

Question: Quel est l'objectif de cette démarche? Le but est-il de mettre en place des indicateurs permettant de mesurer la politique menée pour pouvoir ensuite l'évaluer ? Quel est l'objectif de la politique? Est-ce rendre les gens heureux ou bien créer les circonstances permettant aux individus de s'épanouir? Ce sont deux objectifs différents et, de ce fait, il est important de pouvoir distinguer bonheur, bien-être et qualité de vie.

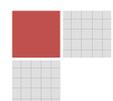
Réponse de M. Daniel Byk : Le projet PIBien-être concerne des concepts qui sont perceptibles par tous et qui se confondent : le rôle d'un cadre de référence consiste à fournir des définitions plus précises, à partir desquelles des mesures peuvent être construites. Dans ce projet, et à travers les exposés, on sent que l'on va vers du plus précis.

Question à M. Raul Suarez: Lorsqu'on évoque la dimension environnementale dans la qualité de vie, on pense au bruit, à la qualité de l'air, à l'eau, à la gestion des déchets, à l'accès aux espaces verts, aux forêts, etc. Est-ce que la notion de qualité de vie environnementale peut être complétée par d'autres dimensions?

Réponse de M. Raul Suarez: L'OCDE a analysé cet aspect dans toutes ses dimensions, car il faut faire attention à ne pas trop compartimenter. Dans le débat sur le bien-être et la qualité de vie, on doit tenir compte du fait, par exemple, que l'on ne parle pas de politique, mais de santé, non en terme de politique publique des soins de santé, mais comme un phénomène dont les effets sont multiples. Bien sûr, il y a des aspects qui relèvent de la politique de santé, mais aussi des aspects environnementaux, sociaux, de condition de travail.

Remarque de M. Daniel Byk : Il se dégage des discussions le souci d'évaluation des politiques. Or, dans cette dimension qui porte sur la mise en place d'indicateurs de bien-être, il ne s'agit pas d'évaluer les politiques, c'est-à-dire d'évaluer l'impact par rapport aux objectifs, mais d'évaluer l'impact par rapport aux perceptions de la société. Il faut s'interroger sur ce qui compte pour les individus concernés par les politiques menées et c'est cette vision indirecte qui doit permettre de compléter les outils disponibles.

Question : Au niveau européen, et notamment au niveau des services d'intérêt général, on considère que chacun doit pouvoir mener une vie décente. Si l'on ne sait pas définir la qualité de vie ou le bien-être, sait-on pour autant définir ce qu'est une vie décente ?



Réponse de M. Daniel Byk : Il n'y a pas de définition exacte, mais on peut supposer que si l'ensemble des indicateurs, tels que la satisfaction de vie privée, au travail, etc., sont "dans le vert", alors une personne mène une vie "décente".

Réponse de M. Paul Zahlen : Les inégalités et l'effet comparatif jouent un rôle prépondérant pour mener une vie décente dans une société donnée. En ce qui concerne le bien-être subjectif, il s'agit d'une approche très individualiste et même utilitariste. Il est de ce fait important d'observer la dimension égalité/inégalité pour tous les indicateurs.

Séance de l'après-midi:

M. Raymond Weber, Président du CSDD, rappelle que la session de l'après-midi est consacrée à une table ronde sur la qualité de vie et au débat sur les indicateurs de qualité de vie et de bien-être à retenir.

Mais avant, il dresse trois remarques sur la session matinale :

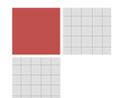
- En premier lieu, il constate qu'elle a été riche en informations pour les travaux futurs. Toutefois, il ne faut surtout pas que, suite à l'organisation des ateliers, les participants aient l'impression d'être dessaisis des travaux. M. Weber propose d'organiser un atelier de restitution qui, d'une part, permettrait de réunir ceux qui ont contribué à la réflexion et d'autre part, constituerait une occasion pour le groupe technique de présenter son rapport.

- Deuxième remarque, le rapport de développement des Nations Unies titre que la qualité de vie progresse presque partout dans le monde. Il convient de souligner que les revenus et la croissance restent des facteurs importants du développement, mais que des progrès et des résultats substantiels sont possibles même sans croissance rapide. M. Weber ajoute que le PNUD, à côté de son indice pour le développement humain, veut progressivement introduire trois autres indices: un indice d'inégalité, une mesure des obstacles imposés aux femmes et enfin un indice de pauvreté multidimensionnel.

- Troisièmement, il est important de pouvoir relier les indicateurs subjectifs aux objectifs et de tenir compte de la question des comparaisons et des inégalités.

Quant à la définition des différents concepts, il estime qu'il est important d'inclure dans ce travail non seulement les économistes et les statisticiens, mais aussi les psychologues, les sociologues, etc.

Cet atelier de travail a permis de mettre en avant les questions suivantes : à quoi serviront ces indicateurs ? À décrire la réalité, à évaluer et mesurer des processus ? Seront-ils des instruments au seul service des autorités publiques pour déterminer les politiques publiques ou bien pourront-ils éventuellement servir à chaque individu ?



Au-delà, se trouve également l'enjeu de la prospective : il est important de dégager des tendances pour aller vers l'avenir et le préparer.

Table Ronde

Lors de la première partie de la table ronde, les intervenants ont fait part de leur avis sur les trois sujets suivants:

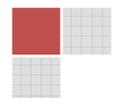
1. Quelles sont, selon vous, les principales composantes de la qualité de vie?
2. De quels principaux indicateurs souhaiteriez-vous disposer pour pouvoir suivre les évolutions de la qualité de vie au Luxembourg?
3. Qui doit, selon vous, procéder à ces mesures de nature subjective et quelles sont les conditions pour que vous ayez confiance en ces données et pour que vous les utilisiez?

Prof. Dr. Erny Gillen, Président Caritas Luxembourg

En réponse à la première question, le Prof. Gillen donne à considérer que le Luxembourg reste à la recherche de son identité. Il s'affiche comme étant très ouvert et accueillant, mais en même temps, il se protège à travers des mécanismes comme les secrets bancaires. Il doit son succès à son économie de niche dont tout un chacun a pu profiter de manière disproportionnée lors des dernières décennies.

Les autorités politiques cherchent à préserver le bien-être par la croissance économique. Dans cette course avec et contre tous, le mot d'ordre est « *There is no time to rest* ». Par opposition à ce modèle, la première composante de la qualité de vie au Luxembourg devrait être *le temps que l'on a pour vivre de manière heureuse*. La seconde composante se réfère au *concept de bonheur*, qui devrait remplacer celui de bien-être. Le bonheur est en effet autant une vertu qu'un acte. La troisième composante de la qualité de vie serait *le retour au service*. Il faut arrêter de se servir et réapprendre à servir.

A la deuxième question, Prof. Gillen suggère de mesurer le *taux de suicide* puisque ce taux témoigne du désarroi, comme au Luxembourg, où il est élevé. Ensuite, il propose de mesurer *la satisfaction des employés* en entreprise ; *la satisfaction des clients* ayant besoin de services administratifs, sociaux ou autres. *Les taux de mariages, de partenariats, de divorces et de séparations, ainsi que de recompositions familiales* donnent également des explications sur le vivre ensemble à domicile et en privé. La *confiance* est aussi régulièrement mesurée, par exemple, par l'European Values Study. Dans cette même enquête, *la famille et l'emploi* dominent la hiérarchie des valeurs puisque les gens y passent la plus grande partie de leur temps.



Avant de répondre à la troisième question, le Prof. Gillen porte à l'attention du public qu'au niveau du "Happy Planet Index"¹¹⁶, le Luxembourg est passée de la 74^e place à la 122^e pour se situer entre le Soudan et les Emirats Arabes Unis. Il est intéressant de voir à quoi de tels indicateurs peuvent mener. La qualité de vie ne peut pas être mesurée sans prendre en compte les composantes de nature subjective. La somme des subjectivités a peu de sens, car elle est une expression ni subjective ni objective d'une réalité plurielle et multidimensionnelle. Etant donné l'importance accordée au travail, il faudrait réfléchir sur de nouveaux modes organisationnels de cet élément producteur de bonheur, de bien-être et de richesse.

La participation, voire la cogestion des entreprises, dans le sens de Muhammad Yunus, serait, selon le Prof. Gillen, une alternative. Dans de telles entreprises, que Muhammad Yunus appelle « social businesses », l'économie sert d'abord et de manière exclusive les besoins réels des consommateurs et des producteurs sans nier une organisation efficiente et professionnelle. Réduire le rythme de la consommation pour mieux vivre relève d'un choix éthique. Si le bonheur est une éthique, il faudrait permettre un dialogue sur les aspirations et les objectifs des citoyens et résidents, afin qu'un nouveau contrat social, un nouveau projet de société puisse se construire comme projet politique, et auquel l'économie, l'éducation, la mobilité et les institutions devraient répondre. A défaut d'un tel projet commun les indicateurs et les méthodes n'auront pas de sens.

Prof. Gillen espère que ce débat et cette discussion contribueront à la politisation et à la conceptualisation de nouveaux projets de société dans lesquelles le vivre ensemble primera.

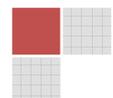
M. Gary Kneip, Vice-président Confédération luxembourgeoise du commerce

M. Kneip souligne que sa présentation porte au-delà des trois questions et qu'elle se base essentiellement sur l'étude "European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions"¹¹⁷ afin de pouvoir comparer les conditions de vie et de travail au niveau européen.

Il explique qu'en étudiant les définitions de la qualité de vie, on se rend compte qu'il existe un large champ conceptuel, englobant de manière complexe la santé physique d'une personne, son état psychologique, son niveau d'indépendance, ses relations sociales, ses croyances personnelles et sa relation avec les spécificités de son environnement.

¹¹⁶ www.happyplanetindex.org/

¹¹⁷ www.eurofound.europa.eu/



Selon M. Kneip, il est quasiment impossible de mettre en exergue les trois principales composantes de la qualité de vie au Luxembourg, car tous les facteurs sont importants. De plus, si l'on veut, comme pour le PIB, pouvoir se comparer au niveau européen ou mondial, il faut avoir une vision beaucoup plus large et intégrer des éléments qui pour le pays sont insignifiants, mais importants dans une vision plus globale. Des éléments, tels que les libertés politiques, religieuses, la corruption, le système de droit, la sécurité, la cohésion sociale, le "digital divide" et le "political divide", le coût de la vie, la santé, les soins, l'environnement sous tous ses aspects, etc., devraient être pris en considération pour juger de la qualité de vie.

Il ajoute qu'un seul vecteur ne suffit pas à définir la qualité de vie, car celle-ci peut être atteinte au détriment de quelqu'un ou de ressources naturelles. Un autre aspect de la qualité de vie concerne les risques engendrés par la société pour maintenir un niveau donné de qualité de vie. Il est essentiel que l'indicateur de qualité de vie soit un véhicule de communication avec la population.

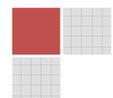
A la troisième question, M. Kneip est d'avis que le STATEC est parfaitement outillé pour procéder aux mesures subjectives et répondre aux attentes nationales.

M. Kneip se réfère ensuite à la "European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions" dont une des questions, de nature subjective, était comment jugez-vous votre état de bien-être sur une échelle de 1 à 10? Le Luxembourg se positionne derrière les pays nordiques, malgré le fait que cette enquête tient compte du PIB. Ce résultat ne fait que souligner le paradoxe d'Easterlin. Concernant la privation de certains besoins fondamentaux, tels que chauffer sa maison ou se nourrir, le Luxembourg se situe très bien. Concernant le pourcentage de foyers ayant des difficultés à joindre les deux bouts, le Luxembourg affiche 3 %. Le Luxembourg se positionne aussi relativement bien pour ce qui est de l'adéquation entre vie menée et aspirations individuelles. Concernant l'optimisme, et plus précisément la vision du futur, le Luxembourg est modéré ; d'autres pays sont beaucoup plus optimistes.

M. Kneip conclut en mentionnant que cette enquête a été réalisée à deux reprises et qu'elle juge une réalité de fait, qui ne devrait pas être ignorée dans les travaux du PIBien-être.

M. Fernand Speltz, Conseiller honoraire à la Chambre des salariés

A la première question M. Speltz répond que les concepts de bonheur, de qualité de vie et de bien-être sont flous et que ceci rend la tâche de choisir des composantes d'autant plus difficile.

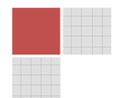


La première composante pourrait être un emploi de qualité, ce qui sous-entend un certain revenu permettant d'accéder à une qualité de vie élevée. Son deuxième choix porte sur la santé/sur un système de santé performant et de qualité. Il souligne que cela implique que le système de santé soit accessible pour tous. Comme troisième composante, il cite un logement de qualité au sens large du terme, c'est-à-dire en tenant compte de son environnement, notamment, l'accès au transport, la proximité des commerces, etc. Pour ces trois composantes, les niveaux varient en fonction du cycle de vie de l'individu et de sa classe sociale.

En réponse à la deuxième question, M. Speltz souhaiterait disposer d'indicateurs fournissant des renseignements sur le transport et la sécurité, en garantie de l'intégrité physique et de la démocratie. Pour cette dernière composante, il rend attentif au fait qu'il est très difficile de l'aborder sous l'aspect de la qualité de la vie, car on peut avoir une très bonne qualité de vie sous une dictature. D'autres indicateurs concernant l'environnement, les loisirs, etc. sont aussi évoqués. Il continue en affirmant qu'il existe une multitude d'indicateurs pour suivre l'évolution de la qualité de vie au Luxembourg, mais qu'il faut pouvoir les opérationnaliser. Ainsi, qu'est-ce qu'un emploi ou un logement de qualité ? Pour chaque composante du bien-être, il faudrait mettre en place un certain nombre d'indicateurs qui feront consensus.

Concernant la troisième question, M. Speltz est d'avis qu'il y a autant de qualités de vie qu'il y a d'hommes et de femmes : chacun a sa composition et sa structure de qualité de vie. Mais va-t-on imposer des composantes de qualité de vie, comprenant des indicateurs et des corrélations ou procéder à une grande consultation publique pour connaître l'avis de la population sur ce sujet ? Dans ce dernier cas de figure, M. Speltz rend attentif au fait qu'il est important de poser les bonnes questions et de faire attention à la méthodologie, car les indicateurs subjectifs peuvent être biaisés par la perception des gens.

Les composantes de la qualité de vie peuvent être structurées différemment, par exemple en considérant moins l'aspect matériel et plus l'aspect immatériel, ou en ayant une approche plus philosophique, sur la réalisation de soi, le capital social ou le lien social. En cours de matinée des aspects, tels que la culture générale, la vie affective, le pouvoir, la reconnaissance, ont été abordés, mais il est beaucoup plus difficile d'objectiver ces composantes et le risque est de déterminer au final des critères objectifs.



A la question de qui doit procéder à ces mesures subjectives, il ne s'agit pas de faire un arbitrage entre les institutions statistiques. Ce qui importe, c'est que ce travail soit fait pour que les autorités publiques puissent prendre des décisions.

Mme Blanche Weber, Présidente du Mouvement écologique asbl

Mme Weber s'abstient de répondre à la première question, car elle ne voit pas l'intérêt de devoir choisir entre le social, l'écologie ou toute autre composante.

Quant à la deuxième question, Mme Weber déplore qu'elle se limite à l'évolution de la qualité de vie sur le seul territoire du Luxembourg. La vraie question est : Vers quelle société voulons-nous aller? Elle explique que l'équité et la répartition des richesses dans le monde et pour les générations futures ne s'amélioreront pas tant que les pays "riches" continueront à avoir besoin de six planètes pour subvenir à leurs besoins, comme le Luxembourg. Il est essentiel de procéder une réorganisation fondamentale de la société et les discussions devraient porter sur ce sujet plutôt que sur la qualité de vie.

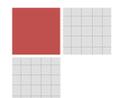
Mme Weber informe le public que les indicateurs de développement durable existent depuis déjà une quinzaine d'années et qu'il faudrait enfin en tenir compte pour qu'ils aient une répercussion sur la société et qu'ils incitent les gens à changer de mode de vie. La question qui fait débat est : Comment veut-on vivre dans dix ou quinze ans?

Selon Mme Weber, le dialogue avec la société civile n'a pas encore eu lieu. Elle s'interroge aussi sur la plus-value de cette démarche si les politiques ne suivent pas.

Mme Weber se réfère au Prof. Mathias Binswanger¹¹⁸, chercheur en économie du bonheur : selon lui, les individus se comparent entre eux, et le rôle de la politique est de contrecarrer cette tendance humaine au lieu, de "miser" sur elle en rendant la société moins égalitaire. Aux yeux de Mme Weber, ce qui importe, c'est la discussion avec les citoyens et leur participation.

Quant à la dernière question, elle insiste sur le fait qu'il faut d'abord trouver un consensus sur le choix de société avant de procéder au choix des indicateurs. C'est seulement en dernier lieu qu'il faudra réfléchir à qui procédera à ces mesures. Dans tous les cas, elle est d'avis qu'une instance, qui dépend du Ministère de l'Economie n'est pas adaptée puisque les indicateurs comprennent des dimensions de développement durable et sociales qui ne peuvent pas être placés sous sa tutelle.

¹¹⁸ www.mathias-binswanger.ch/



Débat entre les intervenants de la Table ronde et le public:

M. Gary Kneip rappelle que le CSDD et le CES ont été saisi pour mettre en place un système d'indicateurs et que, de ce fait, réfléchir à ce qu'est un emploi de qualité, une bonne participation citoyenne, dépasse du cadre de cette mission. Il est donc important de se limiter, dans un premier temps, à la mise en place d'un instrument de mesure du progrès.

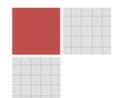
M. Daniel Byk constate que les intervenants se sont plus intéressés au contenu qu'au contenant, c'est-à-dire à la liste d'indicateurs et moins à qui revient le rôle de sa mise en place. Quant aux indicateurs, il y a les taux de suicide, de satisfaction, de divortialité ou de mariage, de situations de famille ou de développement durable. Or, il constate que ces différentes contributions ne font pas débat entre les intervenants, mise à part la question de la définition de la qualité de vie.

M. Gary Kneip insiste sur le fait qu'il est important que cette démarche s'inscrive dans une logique commune aux autres pays. Il fait peu de sens de mettre en place un indicateur spécifique au Luxembourg, s'il ne peut pas être comparé à d'autres pays.

M. Daniel Byk relève qu'un point important de la présentation de M. Kneip concerne la communication avec la population. En effet, le problème n'est pas le manque d'indicateurs, mais la compréhension de ces derniers. A ce sujet, Mme Weber ajoute qu'il ne s'agit pas seulement de communiquer, mais aussi de discuter et de dialoguer avec la population. M. Byk cite à ce propos le propos de Mme Weber "je suis pour la querelle publique" et souligne qu'à ses yeux, le changement inéluctable de société prime sur le débat et les indicateurs.

M. Fernand Speltz pointe que l'homme politique vit dans le court terme, d'élections en élections, et que de ce fait, il ne peut pas se permettre de faire des projets à plus long terme. En sciences politiques, des réflexions sont menées pour créer de nouvelles structures de démocratie, afin qu'il y ait ce dialogue entre les scientifiques et la population. Il faut changer de style de vie, mais dans la démocratie sous sa forme actuelle, cela n'est pas possible du fait du court-termisme.

Remarque : L'intervenant fait remarquer que plus il suit les discussions, plus le mélange entre indicateurs objectifs et subjectifs le met mal à l'aise. Il explique que la dimension subjective a une dimension directive qui n'appartient pas au domaine statistique devant induire de nouvelles politiques. Il ne remet pas en question les perceptions, mais note qu'elle pourrait appartenir à un autre ordre.



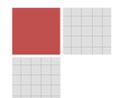
Les orateurs ont présenté une série d'indicateurs objectifs sur la qualité de vie, qui semblent être cohérents, mais quel est l'objectif d'une telle démarche? Dans l'Union européenne, il est important d'avoir une démarche comparable. Cela ne signifie pas imposer des normes comme dans le pacte de stabilité, mais comparer les évolutions entre pays. Il est aussi important qu'il n'y ait pas trop d'indicateurs et que ces derniers, qui reflètent les responsabilités sociales que prennent les gouvernements, soient à la fois mesurables et acceptés par la population. Ils doivent induire aussi des conduites au niveau de l'organisation politique et au niveau du micro-débat social dans les communes, les syndicats, les associations, etc. Il y a des expériences concrètes, comme dans le Nord-Pas-de-Calais, dont il faudrait s'inspirer pour le PIBien-être.

Remarque : Le débat devrait être recentré autour des indicateurs au lieu de l'élargir aux choix de société.

Question du public à Mme Blanche Weber : Étant donné que les indicateurs de développement durable existent, tout ne devrait-il pas être au mieux dans le meilleur des mondes possibles ? Pour ce qui est de la querelle publique, le Comité économique et social européen (CESE) avait essayé d'impliquer la société civile, mais il a rencontré beaucoup de problèmes pour l'associer et avoir un débat constructif. Comment peut-on associer la société civile aux délibérations du développement durable?

Réponse de Mme Blanche Weber : Il est vrai qu'il est difficile d'organiser le dialogue avec la population, mais sans celui-ci, on ne pourra pas rendre la société plus durable. Il existe une multitude de modèles pour mener un dialogue, dont celui au niveau communal. Cet aspect est très important, car de nombreux sujets peuvent être discutés à ce niveau. On devrait profiter des élections communales qui auront lieu dans un an pour voir s'il est possible de thématiser le changement de paradigme, c'est-à-dire le développement durable au niveau communal. Mme Weber souligne qu'elle n'est pas contre un nouveau système d'indicateurs, mais qu'il faut éviter que la réalité ne s'échappe, comme cela s'est passé pour les indicateurs de développement durable. Ces derniers ne jouent aucun rôle dans le processus décisionnel au niveau politique et Mme Weber craint que cela ne se reproduise. C'est pour cette raison qu'il faut transformer la société existante.

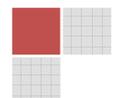
Question du public à Prof. Gillen : En ce qui concerne les trois principales composantes de la qualité de vie, M. Gillen a opté en premier lieu pour le taux de suicide. Est-ce que le bonheur peut-être mesuré par une approche aussi négative? Ne vaut-il pas mieux prendre l'espérance de vie?



Réponse du Prof. Gillen : Dans un monde dualiste, il a d'un côté le bonheur et de l'autre, le malheur. Mesurer le malheur revient donc indirectement à mesurer le bonheur. Prof. Gillen souligne qu'il y a un problème de fond, car il faut savoir si l'on a été invité en tant que représentant de la société civile pour un débat politique ou pour un débat technique. S'il s'agit d'un débat technique, il ne faut pas inviter la société civile, car elle freine le débat pour le placer dans un contexte purement politique. Aujourd'hui, on remarque que le contexte politique manque à cette démarche. Un tel instrument de mesure peut-il être mis en place que par des "techniciens" ? A quoi servira-t-il alors ?

M. Suarez souligne que les présentations de M. Zahlen et de Mme Borsenberger montrent que le Luxembourg dispose de capacités et d'expertise. Il s'étonne de l'écart qui existe entre la réalisation de ces travaux et l'état du débat entre les différents acteurs de la société civile. M. Suarez suggère que le CES organise, avec la société civile, une présentation publique attractive pour informer la population des travaux qui existent déjà au Luxembourg. Le Luxembourg ne peut pas se limiter à son seul territoire, que ce soit pour les aspects environnementaux, sociaux, économiques ou liés au marché du travail, car c'est un pays ouvert et perméable. Il remarque que ce caractère de perméabilité n'était ni présent dans les présentations du matin ni dans le débat de l'après-midi. M. Suarez ajoute que l'OCDE a publié un encadré sur la qualité de vie et le bien-être comparant les taux de suicide des pays de l'OCDE. Il ne faut pas seulement considérer les statistiques qui reflètent des faits positifs, mais aussi celles avec des aspects négatifs. D'ailleurs l'OCDE est en train de réaliser un projet pour mettre en place des indicateurs d'indignité, qui reflètent le moment à partir duquel un individu est tellement marginalisé qu'il se sent indigne pour pouvoir réintégrer une société.

M. Byk est d'avis que le procès fait aux indicateurs est injuste, car la situation actuelle n'est pas un manque d'information, mais l'incapacité pour les organismes de la société civile de bien l'utiliser pour expliquer et convaincre du changement nécessaire. La question est de convaincre des changements nécessaires, d'avoir un débat basé sur des faits pour développer ou rejeter les évolutions en cours. Mais ce débat n'est pas possible si l'information n'est pas comprise par les gens. Les indicateurs de développement durable existent depuis une quinzaine d'années, mais s'ils n'ont pas été appropriés par la communauté pour formuler des exigences politiques, c'est que le système d'information n'était pas assez développé. Voilà le sens des trois ateliers de travail.



M. Gillen souligne qu'il est important d'ouvrir le débat à la société toute entière. Mais pour que la société civile puisse le faire, il faut lui donner les moyens. Or, selon lui, il existe un manque de projet politique. Mme Weber est du même avis et renchérit que le problème est qu'il n'y a jamais eu de discours et de cohérence politique.

M. Kneip remarque qu'il ne s'agit pas de réinventer la roue, car les outils existent, mais de valoriser et de communiquer ces informations pour que les acteurs du changement, que ce soit les entreprises, les syndicats, les salariés, les hommes politiques, puissent s'en emparer efficacement. Le projet PIBien-être est une opportunité pour construire ce véhicule de communication.

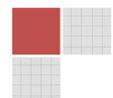
Conclusion de Dr Serge Allegrezza, Président du CES:

Cette journée a été marquée par le débat politique: Que voulons-nous ? Où voulons-nous aller ? La question des indicateurs a été mise au second plan (car certains intervenants défendent l'idée qu'elle ne doit intervenir que lorsque l'on sait de quoi l'on parle et ce que l'on veut). Or, ces deux aspects sont intimement liés.

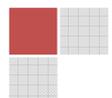
Un autre point important est le statut des indicateurs subjectifs. Ces derniers, qui relèvent de la perception psychologique, ont longtemps été boudés. Aujourd'hui, et plus particulièrement, depuis qu'un grand nombre de recherches ont été faites dans ce domaine, ces indicateurs sont admis. Au Luxembourg, peu de travaux ont été réalisés dans ce domaine, ce qu'il faudrait rectifier à l'avenir.

Le premier atelier de travail, consacré au PIB, a montré qu'il s'agit d'un indicateur utile mais qui ne concerne en rien ni le bien-être, ni le développement durable. Le PIB ne fait que mesurer la production d'un territoire donné. En mettant en place un système d'indicateurs alternatifs, l'objectif est d'arriver à détrôner le PIB, non pas comme outil de travail dans le champ qui est le sien, mais comme indicateur social, politique et médiatique pour lequel il a acquis un statut prépondérant. Il est important de se mettre d'accord sur un certain nombre d'indicateurs, les uns sur le développement durable, les autres sur la qualité de vie et de faire en sorte que ces indicateurs soient promus afin d'être pris en compte par les hommes politiques, les médias et toute la population.

Le Gouvernement a retenu la mise en place d'un PIB vert, mais il n'est pas possible de développer un indicateur de soutenabilité environnementale tant que l'on n'est pas capable de produire des comptes satellites sur les flux de matières. Or, ce travail n'a pas encore été réalisé.



C'est une démarche politique et c'est pour cette raison que le Gouvernement l'a confiée au CES et au CSDD, représentants de la société civile structurée. Le STATEC et l'Observatoire de la Compétitivité ont été sollicités pour accompagner cette démarche d'un point de vue logistique. Le manque de communication est souvent reproché. Il s'agit certainement d'un défi que la société civile organisée ou non participe à ces débats.



Annexe 6 : Les trois approches possibles pour calculer le PIB

Voici une version plus détaillée des trois manières différentes de calculer le PIB :

1) Selon l'approche de la production

Le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées des agents économiques sur le territoire national, calculée aux prix du marché, à laquelle on ajoute la part de la valeur ajoutée récupérée par l'État (Taxe sur la valeur ajoutée et droits de douane) ;

$PIB = \Sigma \text{ Valeurs Ajoutées} + TVA + \text{Droits et Taxes sur les importations} - \text{subventions sur les produits}$

2) Selon l'approche des dépenses

Le PIB est égal à la somme des emplois finaux intérieurs de biens et de services, c'est-à-dire la consommation finale effective (CF), l'investissement (Formation brute de capital fixe (FBCF)), et les variations de stocks (VS). Cette définition est déduite de l'égalité comptable entre les ressources de l'économie (PIB) et les emplois de celles-ci. Dans une économie ouverte les importations (M) s'ajoutent aux ressources, les exportations (X) aux emplois :

Ressources = Emplois
 $PIB + M = CF + FBCF + VS + X$
 $PIB = CF + FBCF + VS + X - M$

3) Selon l'approche des revenus

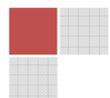
Le PIB est égal à la somme des revenus bruts des secteurs institutionnels : rémunération des salariés (R), excédent brut d'exploitation (EBE), impôts sur la production et les importations moins les subventions (T), solde de revenu avec l'extérieur (Rx).

$PIB = R + EBE + T + Rx$

D'où l'égalité suivante au final :

$PIB = \Sigma VA + TVA + \text{Droits/taxes sur M} - \text{subventions sur produits}$ $= CF + FBCF + VS + X - M = R + EBE + T + Rx$

Il est à noter que les trois approches doivent être cohérentes entre elles



Annexe 7 : Le PIB au Luxembourg

Au Luxembourg, la question du PIB/tête est délicate. En effet, aussi bien la situation du marché du travail que la structure de l'économie entraînent une mauvaise compréhension de sa mesure. Ainsi, chaque année, le Luxembourg est classé comme le pays le plus riche au monde, avec un PIB/tête de 75 100 euros en 2008¹¹⁹ et les nuances apportées par Eurostat sur la situation réelle du pays n'ont pas véritablement d'écho. Ceci a pour conséquence d'engendrer continuellement des polémiques, d'autant plus que l'Indicateur de Développement Humain¹²⁰ (IDH), un des rares indicateurs de progrès ayant une véritable résonance publique et médiatique, classe le pays seulement à la 24^e place des nations mondiales avec un score de 0.852¹²¹.

En octobre 2010, 152 574¹²² travailleurs frontaliers (sur un total de 347 078¹²³ salariés, soit environ 43,96% de la main d'œuvre totale) se rendaient quotidiennement au travail au Grand-Duché. Ils contribuaient à la production de biens et de services et donc à la formation du numérateur du PIB/tête. Mais ils ne figuraient pas au dénominateur avec la population résidente. Cela augmentait mécaniquement la valeur de ce ratio.

Le PIB se compose aussi pour près de 11%¹²⁴ de la production des administrations publiques et pour près de 26%¹²⁵ de la production des sociétés financières¹²⁶. La dernière édition de l'Etude d'impact de l'industrie financière sur l'économie luxembourgeoise établie par le cabinet Deloitte et à destination du Comité pour le développement de la place financière attribue au secteur financier un poids de 45% du PIB en tenant compte des effets directs et indirects (à partir des chiffres de 2007).

¹¹⁹ Chiffres du STATEC

¹²⁰ Indice composite créée en 1990 par le Prix Nobel Amartya Sen et Mahbub ul Haq, calculé en faisant la moyenne de l'espérance de vie à la naissance, du taux d'alphabétisation des adultes, du taux brut de scolarisation et du logarithme du PIB/tête exprimé en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA)

¹²¹ Chiffres de la version 2010 du Rapport mondial sur le Développement humain (La vraie richesse des nations : les chemins du développement humain) édité par le PNUD (chiffres de l'année 2010)

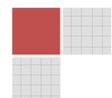
¹²² Indicateurs rapides - série L du STATEC. Edition du 19 juillet 2010 n°1/2010.

¹²³ Indicateurs rapides - série L du STATEC. Edition du 19 juillet 2010 n°1/2010.

¹²⁴ Rapport de la part de la valeur ajoutée brute des administrations publiques sur la valeur ajoutée brute totale, selon les chiffres du STATEC pour l'année 2009

¹²⁵ Rapport de la part de la valeur ajoutée brute des activités financières sur la valeur ajoutée brute totale, selon les chiffres du STATEC pour l'année 2009

¹²⁶ Ensemble des sociétés et quasi-sociétés dont la fonction principale consiste à fournir des services d'intermédiation financière (banque et assurance) et/ou à exercer des activités financières auxiliaires (auxiliaires financiers).



Or, la production des administrations est estimée au coût des facteurs de production et non au coût réel. Cela a pour effet de diminuer la valeur du PIB.

De même, les services financiers sont difficiles à mesurer avec précision, du fait de la difficulté à définir ce que sont de tels services. Ces deux raisons affectent le degré de représentativité de la mesure du PIB : presque 40% de sa valeur est donc basée sur des activités évaluées insuffisamment bien par les systèmes de comptabilité nationale.

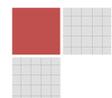
La production des administrations est valorisée aux coûts de production des biens et services publics. Si les prix devaient être déterminés par un mécanisme de marché, la valeur de ces activités serait différente. Cela peut induire des biais de compréhension dans la comparaison des différents systèmes de services publics.

Prenons pour exemple la différence de tarifs existant entre d'une part les hôpitaux et écoles privés et d'autre part le coût par usager des établissements publics. Elle explique pourquoi les dépenses de santé aux Etats-Unis sont supérieures à celles des Etats-providences européens. Ceci laisse a priori penser que les Etats-Unis dépensent plus en matière de santé pour leurs citoyens et que leur système est plus développé, alors qu'en réalité la situation est inverse...

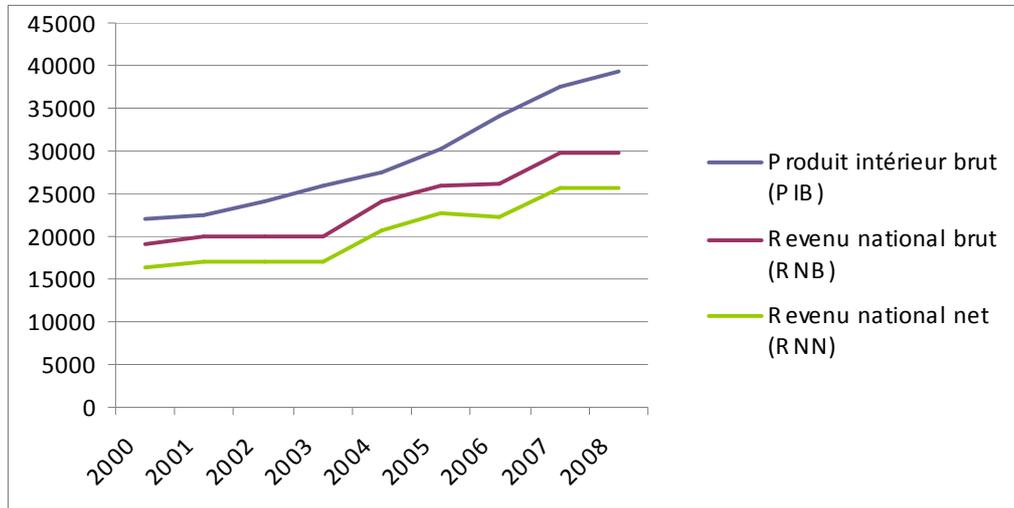
De ces deux spécificités de l'économie luxembourgeoise, seule la première est corrigeable. La solution proposée par le STATEC consiste ainsi à prendre le Revenu National Brut (RNB) en lieu et place du PIB. Cela permet d'« éliminer » la part de la valeur ajoutée imputable aux frontaliers, mais aussi des dividendes distribués pour le capital investi. De la sorte, le PIB, qui devient RNB, connaît une décote de près de 24.5%¹²⁷ de sa valeur en 2009 et une croissance bien plus faible que celle du PIB. Cependant, le calcul du Revenu National Brut/habitant en Parité de Pouvoir d'Achat (PPA) est estimé selon le FMI à 55 569 euros¹²⁸ en 2008, ce qui place le Luxembourg au second rang mondial, juste après le Qatar.

¹²⁷ Du fait d'un PIB/tête de 81 331.96 euros et d'un RNB/tête de 61 424.97 euros en 2009

¹²⁸ 81 730 USD convertis au taux de change moyen euro/dollar de 2008 qui s'élève à 1€ = 1,4708 USD selon Eurostat.



Cet écart existant et se creusant entre le PIB et le RNB (ou le RNN¹²⁹) au Luxembourg est illustré par le graphique et le tableau suivant :

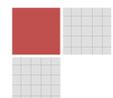


Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ratio RNB/PIB	87,14	88,83	82,93	77,52	87,37	85,88	76,23	79,24	75,52

Source : STATEC

En ce qui concerne la mesure des services financiers et des administrations publiques, le Luxembourg ne peut rien faire seul, étant donné que le calcul de ces agrégats est soumis aux injonctions du Système Européen des Comptes (SEC).

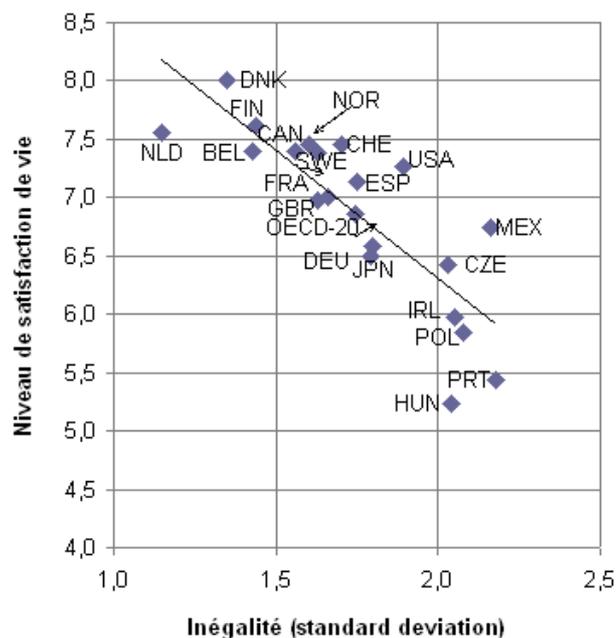
¹²⁹ En comptabilité nationale, les statistiques de revenus portent généralement sur des revenus bruts. Il ne faut pas penser qu'il s'agit de revenus avant impôts ou prélèvements sociaux. Les revenus après impôts et prélèvements (augmentés des prestations reçues) sont des revenus disponibles et non pas des revenus nets. La différence entre revenu brut et revenu net tient à la prise en compte de l'amortissement (ou compensation de l'usure) du capital possédé par les entrepreneurs individuels.



Annexe 8 : Les inégalités au Luxembourg

De récents travaux, réalisés par les économistes Andrew Clark et Claudia Senik de la Paris School of Economics¹³⁰, remettent en cause la validité du paradoxe d'Easterlin¹³¹. Ils montrent qu'au-delà de la richesse personnelle, le fait de vivre et de savoir que nos proches et voisins se trouvent dans une situation économique délicate affecte négativement le bien-être des individus. A l'inverse, une trop grande homogénéité des rémunérations est vécue avec frustration de la part des individus. Ces conclusions concernant directement la classe moyenne relèvent l'importance de ces phénomènes au-delà de la seule question de justice sociale. Cette dernière intéresse une part importante de la population grand-ducale et illustre l'impact que peuvent avoir les inégalités sur le bien-être. Ce phénomène peut transparaître pour partie dans le graphique suivant montrant que la satisfaction de vie tend à baisser lorsque les inégalités s'accroissent :

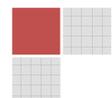
Un plus faible niveau de satisfaction est associé avec de plus grandes inégalités de satisfaction de vie, 2006



Source: Gallup World Poll; OECD National Accounts (www.oecd.org/statistics/national-accounts)

¹³⁰ WORKING PAPER N° 2007– 06 de la Paris School of Economics : La croissance rend-elle heureux ? La réponse des données subjectives

¹³¹ Le paradoxe d'Easterlin tient son nom de l'économiste qui a mis en évidence en 1974 qu'une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus. Les explications avancées font notamment appel au paradoxe de l'abondance. Le paradoxe d'Easterlin est l'une des réflexions à la base de l'économie du bien-être.

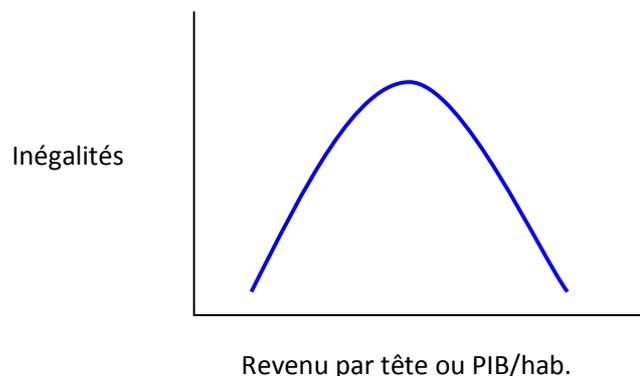


Notons que la question du revenu et des inégalités a d'ailleurs fait l'objet d'un séminaire ouvert par le Professeur et Prix Nobel Paul Krugman le 28 Juin 2010 au Luxembourg.

Pour ce qui est de la relation entre PIB et inégalités, comme l'a affirmé M. Le Clézio, Président de la Commission de concertation sur les indicateurs de développement durable du CESE français, lors de la conférence "Vers d'autres mesures de la richesse et du bien-être" donnée au Grand-Duché de Luxembourg le 1^{er} Mars 2010, en Chine, malgré une croissance moyenne annuelle du PIB de 10%, un milliard de personnes « restent sur le carreau », ce qui est un exemple flagrant que la hausse de la richesse nationale peut être répartie de manière inégalitaire géographiquement et entres catégories de population.

De manière plus théorique, cette critique a été adressée également par le père du système de comptabilité national et du PIB, Simon Kuznets, dans le courant des années 50. Celui-ci énonçait alors, l'existence d'une relation « en U inversée » entre le PIB/habitant et le niveau d'inégalité de la répartition de ce PIB.

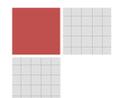
Son raisonnement peut être décrit par la courbe suivante :



La Courbe de Kuznets

Aussi, ce Prix Nobel, en partant du postulat que l'économie connaît une croissance économique à taux constant à travers le temps, explique que :

- Dans un premier temps, la croissance est assurée principalement par des investissements massifs et donc les inégalités sont dues au partage des ressources en faveur de ceux qui épargnent et investissent le plus.

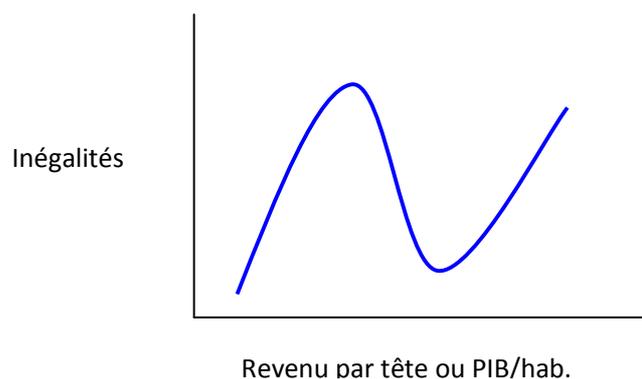


- Dans un second temps, lorsque l'état de l'économie est avancé, l'accroissement du capital humain se substitue à l'accroissement du capital physique comme source de croissance. Celle-ci génère alors une baisse des inégalités, de par la réallocation de la main-d'œuvre des secteurs à faible productivité vers des secteurs à plus forte productivité.

Aussi, Kuznets reconnaissait que lors d'une première phase de développement économique, la hausse du PIB n'allait pas de paire avec une distribution équitable de celle-ci. Cependant, lorsque l'économie est suffisamment développée, à l'instar de celle du Luxembourg, les inégalités devraient baisser.

Or, cette seconde phase décrivant des inégalités se réduisant "mécaniquement" avec la croissance économique d'un pays est un élément de plus en plus remis en cause. En effet, on constate, depuis le début des années 1980, un retournement de cette courbe de Kuznets dans les économies occidentales (dont le Luxembourg).

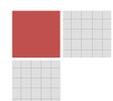
Ceci peut être illustré par le graphique suivant :



Le retournement de la Courbe de Kuznets depuis les années 1980

Ainsi, l'économiste français et spécialiste des inégalités économiques Thomas Piketty¹³² a remis en cause, en 2005, la stricte causalité supposée par la courbe de Kuznets entre le niveau moyen de richesse par habitant et les inégalités de revenu. Il a montré notamment avec l'utilisation de données françaises et américaines, que la réduction (resp. l'augmentation) des inégalités n'est pas mécaniquement associée à la croissance (resp. la diminution) du PIB/habitant.

¹³² Directeur d'études à l'EHESS et Professeur à la Paris School of Economics

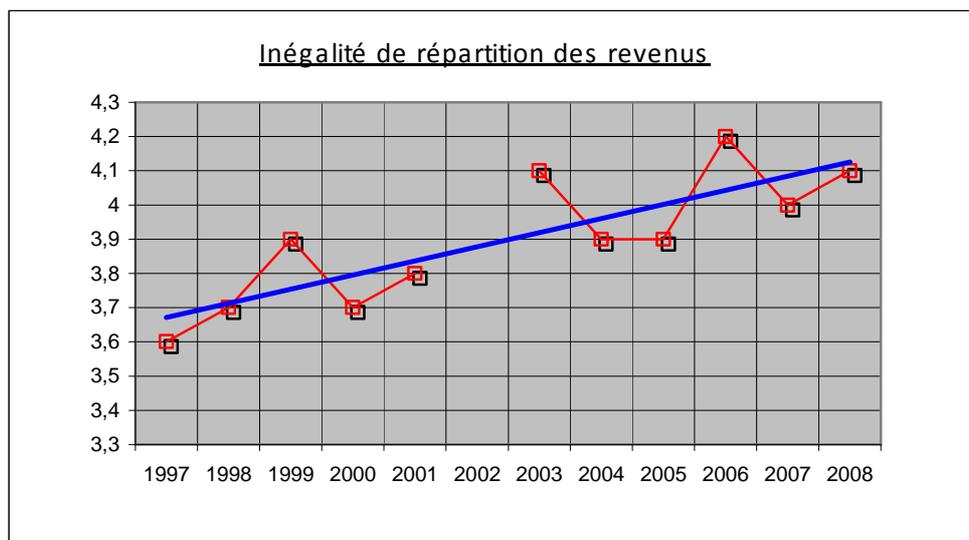


Ceci nous indique donc que la croissance du PIB n'implique pas forcément une réduction des inégalités, et que le PIB ne peut pas nous renseigner sur l'évolution de la répartition des richesses. De ce fait, il ne peut pas être considéré comme un indicateur intégral du bien-être.

Pour ce qui est plus spécifiquement de la situation chiffrée au Grand-Duché, les données fournies par Eurostat nous informent que l'indice de Gini¹³³ au Luxembourg en 2009 est de 0.29, et que la moyenne au sein de l'Union Européenne est de 0.3.

Ceci signifie ainsi que le Luxembourg se situe à des niveaux assez proches de la moyenne des pays de l'Union Européenne et qu'il ne connaît pas de trop fortes inégalités en termes de revenu. La raison de ces faibles inégalités tient pour partie au montant du salaire minimum garanti assez élevé et aux politiques de redistribution sociale.

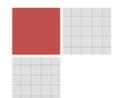
Le graphique suivant va cependant nous indiquer l'évolution des inégalités de revenu¹³⁴ des résidents au Luxembourg depuis la fin des années 1990 jusqu'à la fin de la dernière décennie.



Source : Eurostat, Indicateur de niveau 3 du sous thème « Pauvreté Monétaire et conditions de vie » du thème « Inclusion Sociale » des Objectifs clés de la Stratégie de Développement Durable.

¹³³ L'indice de Gini est un coefficient qui évalue la dispersion d'une série statistique donnée. Il se définit à partir de la courbe de Lorenz d'une variable définie sur une population et est un nombre variant de 0 à 1, où 0 signifie l'égalité parfaite (tout le monde a le même revenu) et 1 signifie l'inégalité totale (une personne a tout le revenu, les autres n'ont rien).

¹³⁴ Revenu disponible équivalent



La mesure utilisée dans ce graphique est le rapport interquintile¹³⁵ et on constate que la droite de régression présente sur le graphe est légèrement croissante, ce qui indique une lente tendance au creusement des inégalités de revenu lors de ces dix dernières années. Les 20% les plus riches avaient ainsi, en 2008, un revenu moyen 4.1 fois plus élevé que les 20% les plus pauvres, alors qu'en 1997, ce ratio n'était que de 3.6.

Aussi, le PIB/tête, étant un indicateur de moyenne et non de dispersion, n'a pas pu prendre en compte un tel phénomène. Il s'agit donc une d'autre limite majeure du PIB, qui en plus de ne rien indiquer quant à la distribution de la richesse créée, ne dit rien non plus quant à l'évolution de ces inégalités dans le temps.

De surcroît, étant donné l'existence de politiques de redistribution au Luxembourg (comme par exemple pour la politique familiale, l'existence des allocations familiales, des allocations d'éducation, mais aussi d'avantages fiscaux dus à la présence d'enfant à charge), il conviendrait, si on voudrait mesurer le niveau de vie réel des individus, ainsi que les inégalités sociales au sein du pays, de prendre en compte plutôt le revenu disponible (revenu après prélèvements sociaux et transferts sociaux) que le revenu primaire (revenu avant prélèvements sociaux et transferts sociaux).

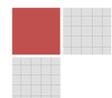
De la même façon, étant donné le niveau de développement/richeesse du pays et l'existence de très hauts revenus, il peut être plus intéressant de mesurer la part de la population ayant du mal « à joindre les deux bouts »¹³⁶ ou ayant une situation précaire (mesure de la pauvreté relative¹³⁷ ou du risque de pauvreté¹³⁸) plutôt que de calculer des rapports entre les revenus des plus aisés et des plus défavorisés.

¹³⁵ Le rapport interquintile est le rapport entre la somme des niveaux de vie des 20% de personnes ayant les niveaux de vie les plus élevés et celle des 20% de personnes ayant les niveaux de vie les plus faibles.

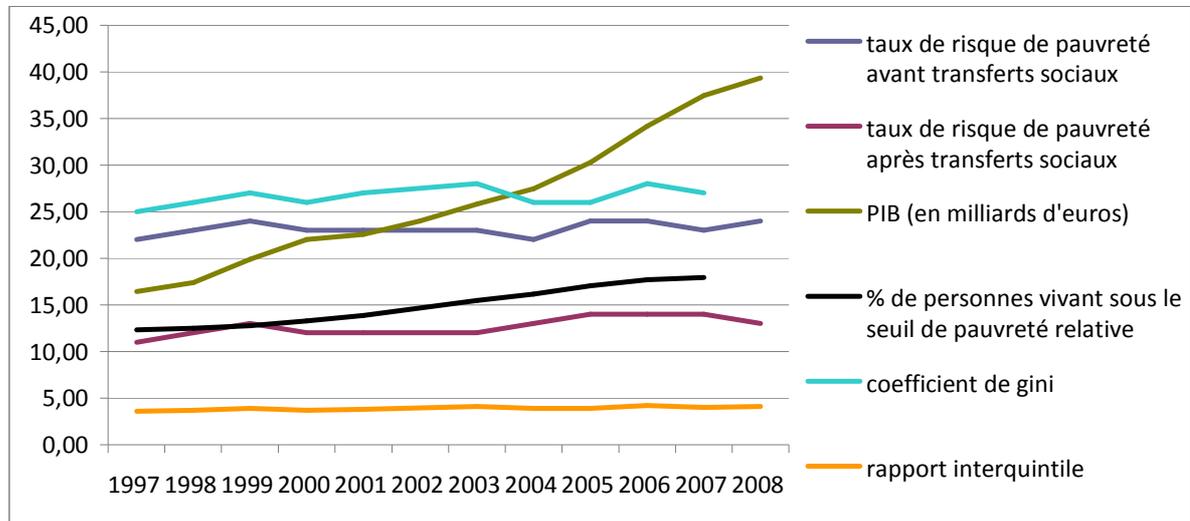
¹³⁶ Cf. Vivre au Luxembourg N° 36 Mai 2007 - Chroniques de l'enquête PSELL-3/2005 – « Difficile de joindre les deux bouts ? La satisfaction des ménages luxembourgeois quant à leur situation financière »

¹³⁷ « Celle-ci considère non seulement le minimum vital, mais également les manques indispensables pour une vie "normale", relativement à une société donnée (à son niveau de développement et à son époque) : il y a donc plusieurs niveaux de pauvreté. Cette conception, Peter Townsend l'a développée, préférant le mot "déprivation", c'est-à-dire à la fois manque et défaut d'accès, à "privation". Cette approche a le mérite de considérer que le minimum vital n'est pas exclusivement réduit à la seule satisfaction des besoins alimentaires et qu'il y a d'autres manifestations de la pauvreté. » par O. Mazel, L'exclusion *Le Monde*, Marabout. 1997 (extrait).

¹³⁸ Le taux de risque de pauvreté après transferts est le pourcentage de personnes vivant dans des ménages dont le revenu ajusté à la taille du ménage est inférieur à 60 % du revenu médian national équivalent. Pour chaque famille, la taille ajustée est déterminée selon l'échelle d'équivalence suivante : le premier adulte est représenté par 1,0, chaque adulte additionnel a un poids de 0,5 et chaque enfant a un poids de 0,4.



Ci-dessous se trouve un graphique montrant l'évolution de 1997 à 2008 des principales mesures de la pauvreté et de l'évolution du PIB/tête :

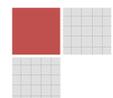


Source : Eurostat

On constate donc que les mesures de pauvreté suivent l'évolution du PIB, ce qui confirme le retournement de la courbe de Kuznets, et que la mesure de la pauvreté relative est celle qui évolue le plus significativement en dehors du PIB.

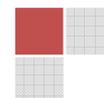
Enfin, nous pouvons citer l'approche originale proposée par le Prix Nobel Amartya Sen pour appréhender le problème des inégalités. Celui-ci nous informe que les moyens sont au moins aussi importants que les résultats pour le bien-être. Il propose alors les deux notions de « capacités »¹³⁹ et de « développement humain ». Ainsi, selon son point de vue, des éléments comme la liberté, les droits, la qualité de vie, la santé, l'éducation doivent être inclus explicitement dans l'analyse des inégalités et du bien-être. Une conception de la justice sociale ne peut donc reposer que sur l'égalité des « capacités », car la liberté réelle des individus à être heureux et à mener la vie qu'ils souhaitent ne dépend pas uniquement des moyens dont l'individu dispose, mais aussi de la capacité de transformer ces moyens. Aussi, dans cette optique, la pauvreté et les inégalités doivent être appréhendées en termes de réalisation/privation des « capacités » élémentaires.

¹³⁹ Amartya Sen (*Repenser l'inégalité*, éditions du Seuil, p. 65-66) définit la capacité comme « les diverses combinaisons de fonctionnements (états et actions) que la personne peut accomplir. La capacité est, par conséquent, un ensemble de vecteurs de fonctionnements qui indiquent qu'un individu est libre de mener tel ou tel type de vie. »



Notons enfin que cette approche a été en grande partie retenue par le Trésor australien dans sa compréhension du problème de mesure et de réalisation du bien-être et pour la définition de son « well-being framework »¹⁴⁰.

¹⁴⁰ • *Policy advice and Treasury's wellbeing framework* (of the Australian Statistics Advisory Council - 25 May 2004) • *Wellbeing and Public Policy* of the Australian Treasury (June 2006) • *Newsletter de Global Project* (numéro 4, février 2009) • *New paradigms to measure progress* of the Australian Treasury (28 October 2009) • *Measures of Social Progress and Wellbeing* of the Australian Treasury (18-19 February 2010)

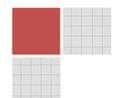


Annexe 9 : Une approche conceptuelle du Développement Durable : l'approche par capitaux

L'approche par capitaux est un cadre conceptuel de mesure du développement durable par la richesse totale. Ce cadre repose sur l'économie du bien-être et de l'environnement, ainsi que sur la notion de capital. Les capitaux légués (capital humain, social, produit, financier et naturel) permettent de connaître les richesses dont dispose la société et d'en suivre l'évolution afin que les générations futures bénéficient des mêmes possibilités de développement que les générations passées. Dès lors, un développement dit « durable » garantit que la richesse nationale par habitant ne diminuera pas dans le temps. Le maintien à long terme et l'amélioration du bien-être de tous les membres de la société sont au cœur de cette vision. Un Groupe de travail conjoint sur les statistiques du développement durable (WGSSD), mis en place par la Commission économique des Nations unies pour l'Europe en 2005, s'est basé sur cette approche pour établir une liste d'indicateurs de développement durable. Le WGSSD a retenu cinq types de capitaux : produit, financier, humain, social et naturel. Ce travail visait à aider les gouvernements et les organisations à concevoir leur propre liste d'indicateurs. La publication du rapport *Measuring Sustainable Development*, qui contient l'ensemble des concepts liés à l'approche par capitaux et un jeu, relativement restreint, d'indicateurs de développement durable » a été son aboutissant. Ce rapport laisse cependant plusieurs questions en suspens. Afin de les approfondir, un Groupe de travail sur la mesure du développement durable, a été créé. Ce dernier a pour mandat d'améliorer la liste d'indicateurs, de mieux définir les concepts de capital humain et de capital social, d'évaluer la comparabilité et la disponibilité des indicateurs sur le plan international, d'étudier la cohérence entre l'approche par capitaux et les stratégies nationales de développement durable et de déterminer les limites de l'évaluation monétaire.

Les notions de capital, de stock et de flux

Dans l'approche par capitaux, le capital est en un ensemble d'actifs fournissant un flux de biens et de services dans le futur. Le capital est donc une richesse dont il est possible de retirer du bien-être sur la longue période. Cependant, ce capital, tout comme les services qui en sont issus, n'est pas nécessairement échangé sur le marché. Ainsi, une forêt est un actif, car les arbres peuvent être transformés en papier, mais aussi parce qu'elle absorbe du CO₂, forme un habitat et fait partie du paysage.



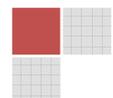
Le stock de capital fait référence à une quantité finie d'actifs à un temps donné, tandis qu'un flux renvoie à une perte ou à un gain de stock lors d'une période de temps. Ainsi, le nombre d'arbres sur un territoire donné est un stock. En revanche, la croissance des arbres et la quantité d'arbres coupés durant une année sont des flux. De la même façon, la superficie du territoire occupé par les terres bâties, agricoles et forestières à un temps donné représente un stock, alors que les changements d'utilisation des terres sont des flux.

Les différentes catégories de capitaux

Le capital produit correspond à la vision traditionnelle du capital et est comptabilisé à l'intérieur du SCN. Il est composé d'actifs fixes utilisés de façon répétée et pendant plus d'un an dans les processus de production, tels que les infrastructures, les bâtiments, les machines et les logiciels. Le capital produit est également constitué des produits détenus en stock par les entreprises dans le but de les transformer ou de les vendre et des objets de valeur, comme les métaux précieux et les œuvres d'art.

De la même manière que le capital produit, le capital financier est comptabilisé au sein du SCN. Il est composé d'actifs tels que les capitaux propres et les parts de fonds d'investissement, la monnaie étrangère et les dépôts en banque, les emprunts et les comptes créditeurs ou à recevoir. Le capital financier n'est pas directement productif, mais est facilement transformable, notamment en capital produit. Théoriquement, la mesure du capital financier à l'échelle nationale ne considère que la valeur de l'actif net détenu à l'étranger. En effet, les actifs financiers détenus à l'intérieur du pays ont toujours des passifs en contrepartie. Autrement dit, le transfert d'actifs financiers entre agents n'influe pas sur le stock total de capital.

Le concept de capital humain part de l'idée de travail. En économie, le travail, mesuré par le nombre d'heures travaillées ou le nombre de travailleurs, a toujours été considéré comme un élément incontournable de la production. Ce n'est qu'au cours des années 1960 que l'aspect qualitatif du travail a été analysé, notamment par Gary Becker, en mettant l'accent sur la santé et l'éducation des travailleurs comme facteur clé de croissance économique. Pour lui, l'éducation, la formation et la santé sont toutes des composantes du capital humain. Pour l'OCDE, le capital humain est constitué des « connaissances, qualifications, compétences et caractéristiques individuelles qui facilitent la création de bien-être personnel, social et économique ». Le capital humain est donc une richesse individuelle, composée essentiellement du savoir et de la santé, qui procure des avantages aussi bien sur le plan collectif que personnel.

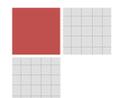


Le concept du capital social a été créé par les sociologues Pierre Bourdieu et James Coleman dans les années 1980. Selon Putnam, le capital social est composé des réseaux et des normes communes de réciprocité ayant une valeur. La définition la plus répandue est celle de l'OCDE: « le capital social correspond [...] à des réseaux ainsi qu'à des normes, valeurs et convictions communes ». Les réseaux sont constitués des liens unissant des personnes, des groupes ou des institutions, comme les relations au sein des groupes d'âge ou entre collègues, et des rapports des individus, des groupes et des institutions vis-à-vis des autorités. Comme les autres types de capital, le capital social touche le bien-être. Par exemple, il peut améliorer l'état de santé et faire diminuer le taux de criminalité. À l'inverse, le capital social pourrait avoir des effets négatifs sur les individus exclus des groupes sociaux. Le capital social est le concept de capital le plus difficile à mesurer, car les frontières qui le délimitent restent floues. Malgré tout, la participation de la population à des associations, la facilité à recevoir de l'aide, l'action collective, le nombre de partenariats entre institutions, le niveau de confiance et l'efficacité du gouvernement peuvent servir à le mesurer.

Le capital naturel se compose de capital renouvelable et non renouvelable. Le capital naturel non renouvelable est essentiellement constitué des ressources du sous-sol. Le capital renouvelable concerne les écosystèmes producteurs de services écologiques, comme l'approvisionnement en bois ou la séquestration du carbone. La classification des actifs naturels proposée par le SCEE 2003 intègre la distinction entre capital renouvelable et capital non renouvelable. Elle comprend trois catégories : ressources naturelles, terres et écosystèmes. Les ressources naturelles sont constituées des stocks de matières premières, qui fournissent les matières et l'énergie essentielles aux processus de production. Les terres procurent les espaces nécessaires aux activités. Les écosystèmes offrent, outre les ressources incorporées dans les biens et services produits, des services gratuits et consommés directement, comme les services récréatifs, culturels et de régulation. Cette classification du SCEE 2003 a été établie selon la fonction des actifs naturels.

Richesse totale, substitution et capitaux critiques

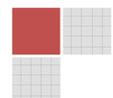
La richesse totale d'une nation est donc une notion théorique égale à la somme des stocks de capitaux produit, financier, humain, social et naturel. Cette mesure agrégée représente un indicateur de développement durable facile à comprendre et idéal sur le plan conceptuel.



La richesse nationale renseigne sur le potentiel de durabilité : une richesse totale par personne qui est stable ou croissante ne garantit pas un développement durable, alors que l'opposé garantit l'impossibilité qu'il le soit. La mesure de la richesse nationale requiert aussi que les différents types de capitaux soient exprimés à l'aide d'une unité commune : l'unité monétaire. Si elle permet de comparer différents capitaux, l'utilisation d'une unité unique présume de leur substituabilité. Il serait possible, par exemple, de diminuer la valeur du stock de capital naturel et de la remplacer par une valeur équivalente en capital produit, tout en maintenant constante la richesse totale. Par contre, certains capitaux humains, sociaux ou naturels sont essentiels au développement de la société et indispensables à la vie humaine. Ces capitaux, dits « critiques », ne peuvent pas être remplacés par d'autres capitaux. Par exemple, un écosystème maintenu dans un bon état de santé est garant d'un climat stable. Sa dégradation par l'augmentation de la concentration des gaz à effet de serre déstabilise le climat et menace le développement, et cela indépendamment de la richesse matérielle de la société. Ainsi, les capitaux critiques doivent être exprimés en unités physiques.

Sur le plan pratique, l'évaluation monétaire des capitaux est à peu près infaisable actuellement. Tout d'abord, bien que le prix des actifs produits et financiers et de certains actifs naturels soit observable, il ne reflète pas toujours le prix réel (les prix des actifs immobiliers et énergétiques sont ainsi sujets à des bulles spéculatives). De plus, les écosystèmes n'ont pas de prix de marché. L'évaluation monétaire des services écologiques demeure aussi un problème irrésolu au niveau macroéconomique. Enfin, l'évaluation monétaire du capital social n'en est encore qu'à ses débuts. Pour ces raisons, différentes unités de mesure seront nécessaires.

La mesure des différents capitaux de la richesse totale nationale sera un élément crucial de l'évaluation des progrès vers un développement durable, mais, faute de pouvoir disposer actuellement de ces données pour des raisons à la fois méthodologiques et de disponibilité des informations pertinentes, il sera fait usage de variables et indicateurs alternatifs pour ces différents capitaux.



Annexe 10 : Les empreintes écologique et carbone au Luxembourg

L'empreinte écologique constitue l'indicateur synthétique environnemental le plus populaire, de par sa présentation ludique au citoyen du concept de nombre de planètes nécessaires si le mode de consommation national était étendu à la planète. Cet indicateur a cependant pour défaut de ne pas être un indicateur de développement durable, mais uniquement un indicateur environnemental, en mesurant l'emprise d'une population sur la biocapacité et de se limiter pour la production de déchets aux seules émissions de CO₂. Les éléments non renouvelables du capital naturel ne sont pas pris, non plus, en compte, de même que les pollutions et déchets non recyclables.

Pour ce qui est du Luxembourg, l'empreinte écologique se répartit comme suit :

